



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET
DES DROITS DE L'HOMME (MJDH)

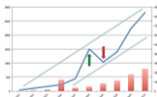
ANNUAIRE DES STATISTIQUES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

Année judiciaire 2024-2025

SIS-MJDH

SYSTÈME D'INFORMATION
STATISTIQUE

Avril 2026



PREFACE

Mesdames et Messieurs les acteurs du service public de la justice

Chers usagers de la Justice,

Depuis quelques années, nous avons entrepris d'importantes réformes pour moderniser la Justice, la rendre plus accessible et renforcer ainsi la confiance avec les usagers.

La production régulière des statistiques judiciaires permet de mesurer les performances réalisées dans notre ambition d'améliorer la qualité du service public de la Justice.

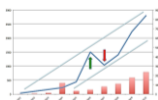
L'enjeu pour nous est d'évaluer les actions réalisées afin de consolider les acquis. Il s'agit de mieux prendre en compte les nouveaux défis, auxquels le système judiciaire est confronté. Ce qui nous engage à produire des statistiques fiables concernant l'ensemble des activités du secteur de la Justice.

C'est pourquoi, j'adresse mes vifs remerciements à tous les partenaires du système judiciaire et à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent document. Cela témoigne, une fois de plus, de la volonté de tous d'améliorer le service public de la Justice, œuvrant ainsi à la consolidation de l'Etat de droit.



*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des
Droits de l'Homme*

Jean Sansan KAMBILE



REMERCIEMENTS

Le Système d'Information Statistique (SIS) adopté par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) en 2017 permet de collecter et de publier régulièrement des statistiques judiciaires et pénitentiaires de la Côte d'Ivoire, nécessaires pour le pilotage de l'appareil judiciaire.



La réussite de cette activité repose sur l'actualisation constante des instruments de collecte, la collaboration et l'implication active des acteurs concernés. Le présent rapport résulte du traitement et de l'analyse des données collectées au titre de l'année judiciaire 2024-2025.

A cet effet, j'adresse mes sincères remerciements au **Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Monsieur Jean Sansan KAMBILE**, pour l'intérêt qu'il accorde à la production des statistiques.

Mes remerciements vont également à l'endroit des membres du Cabinet du Garde des Sceaux, notamment à Monsieur le **Directeur de Cabinet, Monsieur KOUASSI Bernard**, pour son soutien et ses conseils avisés.

A tous les acteurs du système judiciaire, j'exprime toute ma gratitude et mes félicitations pour les efforts consentis. Il s'agit notamment des Chefs de juridictions, des Magistrats, des Greffiers en Chef, des Greffiers, des Chefs d'établissement pénitentiaire, ainsi que des points focaux chargés de la collecte des données dans les juridictions et établissements pénitentiaires.

Enfin, je remercie les directions et les services du MJDH qui ont participé à l'élaboration de ce document. Je suis également reconnaissant envers mes collaborateurs de la DPS, pour leur engagement en vue de la réalisation de cet objectif.

Le Directeur de la Planification et des Statistiques

OUATTARA Soualiho

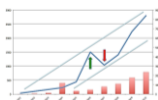
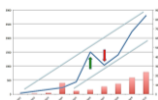
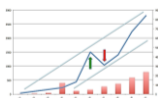


TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
TABLE DES MATIERES	3
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	6
SIGLES ET ABREVIATIONS	9
DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES.....	10
RESUME.....	14
Chiffres clés et indicateurs des juridictions.....	14
Chiffres clés et indicateurs de la détention.....	30
INTRODUCTION.....	31
I. CADRE INSTITUTIONNEL	33
I.1 Présentation des structures du MJDH.....	33
I.1.1 Cabinet du Garde des Sceaux.....	33
I.1.2 Directions et services rattachés au Cabinet.....	33
I.1.2.1 Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP).....	35
I.1.2.2 Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH).....	36
I.1.2.3 Direction des Affaires Financières (DAF).....	37
I.1.2.4 Direction de la Planification et des Statistiques (DPS)	38
I.1.2.5 Direction des Infrastructures, de l'Equipeement et de la Maintenance (DIEM)	39
I.1.2.6 Service Informatique (Sce Info)	40
I.1.2.7 Service Communication et des Relations Publiques (SerCom).....	41
I.1.2.8 La Cellule de Passation des Marchés Publics.....	42
I.1.2.9 Le Service Gestion du Patrimoine	43
I.1.3 Directions centrales	44
I.1.3.1 Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD).....	45
I.1.3.2 Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP).....	46
I.1.3.3 Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)	47
I.1.3.4 Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ).....	48
I.1.3.5 Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA).....	49
I.1.3.6 Direction des Droits de l'Homme (DDH)	50
I.1.4 Services extérieurs	51
I.1.5 Structures sous tutelle technique	52
I.1.5.1 Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)	53
I.1.5.2 Centre National de Documentation Juridique (CNDJ).....	54
I.1.6 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	58
I.2 Organisation judiciaire	59



I.2.1	Juridictions suprêmes et les institutions juridictionnelles spéciales	59
I.2.1.1	Juridictions suprêmes	59
I.2.1.2	Conseil Supérieur de la Magistrature et les juridictions spéciales	60
I.2.2	Juridictions de second degré	60
I.2.3	Juridictions de premier degré	60
I.2.3.1	Compétences des tribunaux de première instance	61
I.2.3.2	Quelques juridictions spécifiques	62
I.2.4	Synoptique du système juridictionnel et pénitentiaire de la Côte d'Ivoire	65
II.	CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES.....	74
II.1	Cartographie des juridictions.....	74
II.2	Cartographie des établissements pénitentiaires	81
II.3	Cartographie des structures extérieures de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse.....	83
III.	RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES.....	84
III.1	Ressources humaines	84
III.1.1	Ressources humaines des tribunaux et Cours d'appel	79
III.1.2	Ressources humaines des professions judiciaires	80
III.2	Ressources financières	81
IV.	ACTIVITES DES COURS D'APPEL	86
IV.1	Aperçu des dossiers reçus et traités par les Cours d'appel	86
IV.2	Activités des Parquets Généraux près les Cours d'appel.....	88
IV.2.1	Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux selon la nature	89
IV.2.2	Traitement des pourvois en matière pénale.....	92
IV.2.3	Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites	92
IV.3	Activités des Sièges des Cours d'appel	93
IV.3.1	Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par les chambres des Cours d'Appel	95
IV.3.2	Traitement des affaires pénales par les chambres des Cours d'appel	97
IV.4	Quelques activités spécifiques aux Greffes des Cours d'appel	98
V.	ACTIVITES DES TRIBUNAUX.....	100
V.1	Activités d'ensemble	100
V.2	Activités des Parquets.....	104
V.2.1	Procédures pénales	106
V.3	Activités des Sièges des tribunaux	109
V.3.1	Jugement des affaires pénales	111
V.3.2	Instruction des affaires pénales	111
V.3.2.1	Traitement des affaires par les cabinets d'instruction.....	112



V.3.2.2	Traitement des affaires par les Juges des enfants	112
V.3.3	Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales	113
V.3.3.1	Traitement des affaires civiles	114
V.4	Quelques activités spécifiques aux Greffes des tribunaux	116
V.4.1	RCCM et sûretés	117
V.4.2	Traitement des dossiers frappés de recours.....	117
V.4.3	Demandes d'actes.....	119
VI. ACTIVITES DES STRUCTURES DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE		122
VII. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES		126

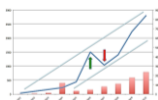


TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des synthèses

Synthèse 1: Ressources humaines et financières du secteur de la justice.....	14
Synthèse 2: Activités des cours et des tribunaux par année judiciaire.....	15
Synthèse 3: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel d'Abidjan, Cour d'Appel de commerce et les tribunaux de leurs ressorts	16
Synthèse 4: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Bouaké et les tribunaux du ressort	18
Synthèse 5: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Daloa et les tribunaux du ressort	20
Synthèse 6: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Korhogo et les tribunaux du ressort	22
Synthèse 7: Récapitulatif du traitement des dossiers des Cours d'Appel selon la nature	26
Synthèse 8: Répartition des affaires des tribunaux par nature.....	27
Synthèse 9: Infractions réglées par les Parquets d'instance selon la nature	29
Synthèse 10: Quelques indicateurs relatifs à la détention	30

Liste des graphiques

Graphique 1: Traitement des dossiers par magistrat des Cours d'Appel au titre de l'année judiciaire 2025.....	24
Graphique 2: Traitement des dossiers par magistrat des tribunaux au titre de l'année judiciaire 2025	25
Graphique 3: Etat des sollicitations des Cours d'Appel en matières civile et pénale.....	26
Graphique 4: Répartition des procédures par nature.....	28
Graphique 5: Etat des crimes et délits traités par les Parquets d'instance.....	29
Graphique 6: Evolution des affaires par Cour d'appel	87
Graphique 7: Volume des dossiers à traiter par les Parquets généraux.....	88
Graphique 8: Traitement des affaires par les chambres des Cours d'appel	94
Graphique 9: Densité des dossiers à traiter par juridiction de premier degré en 2025	101
Graphique 10: Etat des sollicitations en matières civile et pénale.....	103
Graphique 11: Activités des parquets d'instance	105
Graphique 12: Activités des sièges des tribunaux	110
Graphique 13: Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut	130

Liste des cartes

carte 1 : carte des juridictions	79
carte 2 : Carte des juridictions d'Abidjan	80
carte 3 : Carte des établissements pénitentiaires	82

Liste des tableaux

Tableau 1: Nombre de juridictions par ressort de Cour d'appel en 2025.....	74
Tableau 2: Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel en 2025	74
Tableau 3: Répartition des tribunaux du ressort des Cours d'appel d'Abidjan et de commerce par circonscription administrative en 2025	75

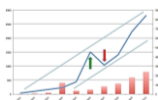


Tableau 4: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Bouaké par circonscription administrative en 2025.....	76
Tableau 5: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Daloa par circonscription administrative en 2025.....	77
Tableau 6: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Korhogo par circonscription administrative en 2025.....	78
Tableau 7: Nombre d'établissements pénitentiaires en 2025	81
Tableau 8: Répartition des établissements pénitentiaires et des centres pour mineurs par ressort de Cour d'Appel en 2025	81
Tableau 9: Nombre des services extérieurs de la DPJEJ par ressort de Cour d'Appel en 2025	83
Tableau 10: Répartition des services extérieurs de la DPJEJ par ressort de Cour d'Appel en 2025.....	83
Tableau 11: Effectif du personnel du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.....	84
Tableau 12: Personnel des Cours d'Appel et des Tribunaux	84
Tableau 13: Personnel des Cours d'appel d'Abidjan et des tribunaux du ressort*.....	85
Tableau 14: Personnel de la Cour d'appel de Bouaké et des tribunaux du ressort	85
Tableau 15: Personnel de la Cour d'appel de Daloa et des tribunaux du ressort	86
Tableau 16: Personnel de la Cour d'appel de Korhogo et des tribunaux du ressort.....	86
Tableau 17: Effectif du personnel des Cours d'appel et des tribunaux.....	78
Tableau 18: Personnel des Cours d'appel et des tribunaux par emploi en 2025.....	79
Tableau 19: Nombre de cabinets des professions judiciaires selon l'année	80
Tableau 20: Répartition des titulaires de charge des professions judiciaires selon la profession, le sexe et l'année	80
Tableau 21: Evolution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme en million de francs CFA.....	81
Tableau 22: Budgets alloués aux directions (en million de FCFA).....	81
Tableau 23: Budgets alloués aux juridictions (en million de FCFA)	82
Tableau 24: Budgets alloués aux établissements pénitentiaires (en million de FCFA)	83
Tableau 25: Récapitulatif du traitement des dossiers par les Cours d'appel.....	86
Tableau 26: Volume des dossiers à traiter par les Parquets Généraux	88
Tableau 27: Traitement des procédures pénales par les Parquets généraux selon la nature	89
Tableau 28: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction	89
Tableau 29: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants	90
Tableau 30: Traitement des dossiers d'appel contre les jugements en matière pénale	90
Tableau 31: Traitement des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG).....	91
Tableau 32: Traitement d'autres dossiers pénaux.....	91
Tableau 33: Traitement des dossiers pénaux frappés de pourvoi en cassation.....	92
Tableau 34: Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites par les Parquets Généraux	92
Tableau 35: Traitement des affaires par les chambres des Cours d'appel, y compris les ordonnances sur requêtes	93
Tableau 36: Traitement des affaires par les chambres civiles	95
Tableau 37: Traitement des affaires dans les chambres sociales.....	95
Tableau 38: Etat des ordonnances sur requête par Cour d'appel.....	96
Tableau 39: Jugement des affaires pénales	97

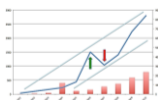
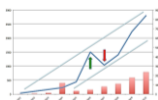
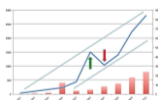


Tableau 40: Règlement des affaires par les chambres d'instruction.....	97
Tableau 41: Enregistrement des décisions par les greffes des Cours d'appel	98
Tableau 42: Enregistrement des décisions pénales	99
Tableau 43: Enregistrement des décisions civiles, commerciales et administratives (référé y compris)	99
Tableau 44: Etat des affaires à traiter par les juridictions de premier degré	100
Tableau 45: Traitement des dossiers par les juridictions de premier degré selon la procédure	102
Tableau 46: Récapitulatif du traitement des dossiers par les Parquets d'instance.....	104
Tableau 47: Traitement des plaintes et PV par les Parquets d'instance.....	106
Tableau 48: Suites données aux procès-verbaux réglés selon la nature de l'infraction	107
Tableau 49 : Etats des infractions traitées par les Parquets d'instance	108
Tableau 50 : Recapitulatif du traitement des dossiers (au siège) par les juges des tribunaux.....	109
Tableau 51 : Jugement des affaires par les juridictions répressives	111
Tableau 52 : Recapitulatif du traitement des affaires par les cabinets d'instruction et des Juges des enfants.....	111
Tableau 53 : Instruction des dossiers d'information par les cabinets d'instruction	112
Tableau 54 : Instruction des dossiers d'information par les Juges des enfants	112
Tableau 55 : Récapitulatif du traitement des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives par les tribunaux	113
Tableau 56 : Recapitulatif du traitement des affaires de l'état des personnes	114
Tableau 57: Traitement des affaires d'hérédité et de tutelle	114
Tableau 58: Traitement des procédures de divorce.....	115
Tableau 59: Traitement des référés, assistance judiciaire, saisie des rémunérations et autres affaires civiles	115
Tableau 60 : Etat des ordonnances sur requête.....	115
Tableau 61: Activités spécifiques au Greffe.....	116
Tableau 62: Activités relatives au RCCM.....	117
Tableau 63 : Recapitulatif du traitement des dossiers frappés d'appel.....	117
Tableau 64 : Etat des recours autres que les appels et pourvois en cassation.....	118
Tableau 65: Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires	119
Tableau 66 : Actes de justice délivrés sur la plateforme e-justice en 2025.....	119
Tableau 67: Demande d'actes en matière sociale	120
Tableau 68: Autres actes.....	121
Tableau 69: Effectif des mineurs assistés par les SPJJE par typologie et par sexe	122
Tableau 71: Réponses judiciaires aux mineurs assistés en 2024-2025	122
Tableau 70: Effectif des mineurs assistés par les SPJJE par typologie et par sexe sur la période 2024-2025	123
Tableau 72: Effectif des mineurs présents en milieu fermé au 30 septembre 2025.....	124
Tableau 73: Effectif des mineurs formés dans les CRM et structures partenaires à fin 2025.....	125
Tableau 74 : Effectif des mineurs accueillis en hébergement au sein du CHPM d'Abidjan au 30 Septembre 2025.....	125
Tableau 75: Population carcérale	126
Tableau 76: Evolution de la population carcérale moyenne de 2021 à 2025	131
Tableau 77: Densité de la population carcérale par établissement pénitentiaire en 2025	132



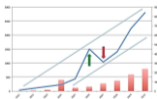
SIGLES ET ABREVIATIONS

AGRAC	Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels
CHPM	Centre d'Hébergement Provisoire pour Mineurs
CNDJ	Centre National de la Documentation Juridique
COM	Centre d'Observation des Mineurs
CPCCA	Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative
CR	Commission Rogatoire
CRM	Centre de Réinsertion des Mineurs
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales
DAF	Direction des Affaires Financières
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DDH	Direction des Droits de l'Homme
DECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DELD	Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DRAP	Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire
DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
INFJ	Institut National de Formation Judiciaire
JSD	Juridiction du Second Degré
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MC	Maison de Correction
MD	Mandat de Dépôt
MJDH	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
OGP	Ordonnance de Garde Provisoire
OPP	Ordonnance de Placement Provisoire
OTPG	Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PV	Procès-Verbal
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
Sce Info	Service Informatique
SerCom	Service de la Communication et des Relations Publiques
SIS-MJDH	Système d'Informations Statistiques du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
SPJEJ	Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
SPJMC	Service de la Protection Judiciaire pour Mineurs en milieu Carcéral
TPI	Tribunal de Première Instance
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

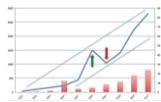


DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES

Année judiciaire	C'est la période qui part du 1 ^{er} octobre d'une année donnée au 30 septembre de l'année suivante.
Appel	Voie de recours ordinaire contre une décision rendue par le juge de premier degré conformément aux modalités prévues par la loi.
Arrêt	Terme utilisé pour désigner la décision rendue par une cour par opposition à une décision qui est prononcée par le juge de premier degré.
Audience	Séance au cours de laquelle le juge ou la formation collégiale entend les parties ou leurs conseils et rend sa décision. Elle est, en général, consacrée aux débats, aux plaidoiries et au prononcé des décisions.
Citation directe	Acte par lequel une personne, non détenue, soupçonnée d'avoir commis une infraction, est convoquée par le ministère public ou la partie civile à comparaître devant une juridiction répressive (tribunal correctionnel, tribunal de simple police, etc.).
Classement sans suite	Lorsqu'une infraction supposée lui est rapportée, le ministère public (parquet) peut décider de ne pas exercer l'action publique, c'est-à-dire ne pas déclencher de poursuite pénale. Le classement sans suite n'a pas l'autorité de la chose jugée. Le ministère public peut revenir tout moment sur sa décision.
Commission rogatoire	Délégation qu'une autorité judiciaire chargée d'instruire un litige civil ou une procédure pénale donne à une autre autorité judiciaire à l'effet d'exécuter en son nom certains actes qu'elle ne peut ou ne veut pas accomplir elle-même.
Conclusion écrite	Avis donné par écrit par le ministère public, partie jointe, sur l'application de la loi dans des affaires autres que pénales (affaires civile, commerciale, administrative et sociale)
Contrainte par corps	Emprisonnement pour contraindre quelqu'un à payer une somme due au trésor, notamment une amende.
Contravention	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 2 mois et d'une amende inférieure ou égale à trois cent soixante mille (360 000 FCFA) ou de l'une de ces deux peines seulement.
Crime	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté perpétuelle ou temporaire supérieure à dix ans. Les crimes sont jugés par le tribunal criminel.
Délit	Catégorie d'infraction pénale passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 10 ans, et supérieure à deux mois et d'une peine supérieure à 360 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement.
Détention préventive	C'est une mesure exceptionnelle privative de liberté décerné par le juge d'instruction. Elle ne peut être ordonnée que si l'inculpé encourt une peine privative de liberté d'au moins deux ans. La détention préventive est réalisée en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt.
Flagrant délit	Désigne la situation juridique où le crime ou le délit est en train de se commettre ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou délit.
Greffe	Service d'une juridiction, dirigé par un fonctionnaire greffier, qui assiste les magistrats dans toutes leurs fonctions tant en ce qui concerne la tenue de l'audience, la rédaction des jugements que l'accomplissement des actes de la compétence des magistrats.
Greffier	Un greffier est un officier public, auxiliaire de justice. Il a pour mission de tenir les registres, de recevoir les pièces de procédure, de garantir le bon déroulement des débats aux audiences, d'en rapporter par écrit les échanges, déclarations et observations. Il authentifie les actes de la juridiction. Les greffiers sont placés sous l'autorité du greffier en chef.



Information	Ensemble des actes mis à la charge des juridictions d'instruction par la loi, tendant à établir la preuve de la commission ou non d'une infraction et en découvrir les auteurs.
Infractions	Action ou omission définie par la loi et punie de sanctions pénales prévues par la loi : amende, peine d'emprisonnement, peines complémentaires... On distingue 3 catégories d'infractions, selon leur gravité et les peines encourues : les contraventions, les délits et les crimes.
Juge	Magistrat qui a pour fonction de trancher les litiges entre les citoyens.
Juge de l'application des peines	Magistrat du siège du Tribunal chargé, dans les conditions prévues par la loi de fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté, en orientant et en contrôlant les conditions de leur application.
Juge d'instruction	Magistrat de 1er degré chargé de l'information des dossiers correctionnels et criminels.
Jugement	Décision rendue par une juridiction de premier degré (Tribunal).
Magistrat	Agent de l'Etat membre du corps judiciaire investi d'une mission d'autorité publique consistant à dire le droit, à veiller à l'application de la loi et à concourir à l'administration de la justice, soit en qualité de magistrat du siège, soit en qualité de magistrat du parquet
Ministère public	Ensemble des magistrats chargés de recevoir et apprécier les plaintes et dénonciations, diriger les enquêtes, mettre en mouvement l'action publique et requérir l'application de la loi. Ils veillent également à la défense des intérêts généraux de la société devant les juridictions de l'ordre judiciaire.
Ordonnance	Décision prise par un juge unique. (Par exemple ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction). En matière civile, l'ordonnance est une décision provisoire, à la différence du jugement.
Ordonnance de non-lieu	Décision de clôture par laquelle le juge d'instruction déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre, en raison : - soit parce que les faits ne constituent pas une infraction à la loi pénale ; - soit parce que l'auteur de l'infraction est resté inconnu ; - soit qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé ; - soit en raison de l'extinction de l'action publique.
Ordonnance sur requête	Décision provisoire rendue non contradictoirement par le Président du Tribunal ou un juge par lui désigné dans les cas où le requérant est fondé, au regard de la loi, à ne pas appeler la partie adverse.
Pourvoi en cassation	Voie de recours extraordinaire formé devant la Cour de Cassation ou le Conseil d'Etat contre une décision de justice rendue en dernier ressort.
Référé	C'est une procédure simplifiée et rapide par laquelle le Président du Tribunal ou le juge désigné par lui peut trancher dans les cas d'urgence et à titre provisoire les difficultés existantes entre les parties.
Siège	C'est le service qui désigne la magistrature assise. Il s'agit des juges chargés de trancher les litiges (dire le droit) en appliquant la loi, après avoir entendu les différentes parties au procès. Dans les tribunaux, ils sont assis, à la différence des Magistrats du Parquet, qui lorsqu'ils prennent la parole sont debout. On les appelle les magistrats debout.
Voie de recours	Procédures ou voies de droit qui permet au justiciable d'obtenir un nouvel examen de la cause.



RESUME

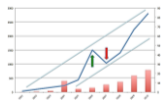
Chiffres clés et indicateurs des juridictions

Synthèse 1: Ressources humaines et financières du secteur de la justice

Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Population Nationale*	29 389 150	30 211 973	31 046 969	31 897 435	32 757 857
Magistrats	680	727	774	794	802
<i>Nombre d'habitants par magistrat</i>	<i>43 219</i>	<i>41 557</i>	<i>40 112</i>	<i>40 173</i>	<i>40 845</i>
Greffiers	940	1 087	1 063	1 085	1 130
<i>Nombre d'habitants par Greffier</i>	<i>31 265</i>	<i>27 794</i>	<i>29 207</i>	<i>29 399</i>	<i>28 989</i>
Commissaires de justice	327	310	355	351	417
<i>Nombre d'habitants par Commissaire de justice</i>	<i>89 875</i>	<i>97 458</i>	<i>87 456</i>	<i>90 876</i>	<i>78 556</i>
Notaires	242	241	238	238	269
<i>Nombre d'habitants par Notaire</i>	<i>121 443</i>	<i>125 361</i>	<i>130 449</i>	<i>134 023</i>	<i>121 776</i>
Population carcérale moyenne	22 673	25 193	26 455	27 534	30 273
Personnel pénitentiaire	2 810	3 053	3 083	3 107	3 230
<i>Nombre de détenus pour un personnel pénitentiaire</i>	<i>8</i>	<i>8</i>	<i>9</i>	<i>9</i>	<i>9</i>
Budget de l'Etat (en milliards FCFA)	9 093,6	10 734,7	11 694,4	13 720,7	15 339,2
Budget du MJDH (en milliards FCFA)	74,4	94,9	106,9	108,2	124,4
Dont investissements (en milliards FCFA)	7,1	14,6	19,3	21,5	26,6
<i>Part des investissements dans le budget du MJDH</i>	<i>9,5%</i>	<i>15,4%</i>	<i>18,1%</i>	<i>19,9%</i>	<i>21,4%</i>
<i>Part du budget du MJDH dans le budget de l'Etat</i>	<i>0,8%</i>	<i>0,9%</i>	<i>0,9%</i>	<i>0,9%</i>	<i>0,8%</i>

1

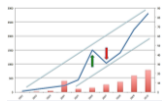
¹ * Source Anstat (Chiffres_Cles_CIV_2025.pdf)



Synthèse 2: Activités des cours et des tribunaux par année judiciaire

Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de Magistrats des Cours d'Appel (CA)	132	135	137	139	132
Nombre d'affaires à traiter par les CA	16 378	19 280	15 294	24 158	25 895
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de CA</i>	<i>124</i>	<i>143</i>	<i>112</i>	<i>174</i>	<i>196</i>
Nombre d'affaires traitées par les CA	11 664	14 382	7 751	12 081	9 736
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de CA</i>	<i>88</i>	<i>107</i>	<i>57</i>	<i>87</i>	<i>74</i>
Nombre de Magistrats dans les tribunaux	315	322	278	309	338
Nombre d'affaires à traiter dans les tribunaux ⁽¹⁾	201 350	154 985	233 486	230 838	252 063
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal</i>	<i>639</i>	<i>481</i>	<i>840</i>	<i>747</i>	<i>746</i>
Nombre d'affaires traitées par les tribunaux	171 274	115 939	182 163	161 628	163 514
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal</i>	<i>544</i>	<i>360</i>	<i>655</i>	<i>523</i>	<i>484</i>

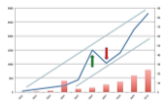
(1) Ces chiffres ne prennent pas en compte les actes de justice



Synthèse 3: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel d'Abidjan, Cour d'Appel de commerce et les tribunaux de leurs ressorts

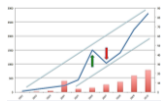
Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Population du ressort des Cours d'Appel	12 420 751	12 768 501	13 121 396	13 480 829	13 844 469
Magistrats des Cours d'Appel et tribunaux	254	246	223	248	251
<i>Dont magistrats des Cours d'Appel</i>	81	72	73	73	64
<i>Magistrats des tribunaux des ressorts</i>	173	174	150	175	187
<i>Nombre d'habitants par magistrat</i>	48 901	51 904	58 840	54 358	55 157
Greffiers des Cours d'Appel et tribunaux	422	428	428	479	489
<i>Dont greffiers des Cours d'Appel</i>	65	64	59	67	67
<i>Greffiers des tribunaux des ressorts</i>	357	364	369	412	422
<i>Nombre d'habitants par greffier</i>	29 433	29 833	30 657	28 144	28 312
Commissaires de justice	218	ND* ²	ND	ND	ND
Notaires	202	ND	ND	ND	ND
<i>COURS D'APPEL</i>					
<i>Nombre d'affaires à traiter par les Cours d'Appel</i>	7 439	12 695	7 233	15 486	16 589
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat des Cours d'Appel</i>	92	176	99	212	259
<i>Nombre d'affaires traitées par les Cours d'Appel</i>	5 565	9 087	2 741	6 552	4 474
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat des Cours d'Appel</i>	69	126	38	90	70
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des Cours d'Appel</i>	14 197	22 707	10 117	19 108	19 350
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier des Cours d'Appel</i>	218	355	171	285	289
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des Cours d'Appel</i>	12 165	15 899	5 442	9 450	6 528
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier des Cours d'Appel</i>	187	248	92	141	97

²* ND : Non Disponible



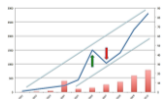
:

TRIBUNAUX	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux des ressorts</i>	141 412	114 835	156 591	143 452	153 855
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	817	660	1044	820	823
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux des ressorts</i>	118 917	85 164	131 790	110 267	106 047
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	687	489	879	630	567
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux des ressorts</i>	1 099 456	829 956	891 940	599 625	624 288
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal des ressorts</i>	3 063	2 280	2 417	1 455	1 479
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux des ressorts</i>	1 067 137	703 639	862 983	564 165	574 826
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par Greffier de tribunal des ressorts</i>	2 989	1 936	2 339	1 369	1 362



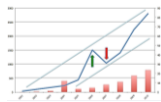
Synthèse 4: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Bouaké et les tribunaux du ressort

<i>Année civile</i>	2021	2022	2023	2024	2025
Population du ressort de la Cour d'Appel	6 470 981	3 984 039	4 094 150	4 206 300	4 319 764
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	79	62	53	58	66
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>	29	27	26	27	27
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>	50	35	27	31	39
<i>Nombre d'habitants par magistrat</i>	81 911	64 259	77 248	72 522	65 451
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	163	111	104	106	113
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>	20	21	24	20	19
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>	143	90	80	86	94
<i>Nombre d'habitants par greffier</i>	39 699	35 892	39 367	39 682	38 228
Commissaires de justice	81	ND	ND	ND	ND
Notaires	23	ND	ND	ND	ND
COUR D'APPEL					
Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel	2 029	1 684	1 901	2 372	2 348
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	70	62	73	88	87
Nombre d'affaires traitées par les Cours d'Appel	1 836	1 502	1 457	1 744	1 676
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	63	56	56	65	62
Nombre d'affaires à traiter par les greffes des Cours d'Appel	3 874	3 447	3 637	4 174	4 382
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	194	164	152	209	231
Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cours d'Appel	3 510	2 444	2 670	2 957	2 888
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	176	116	111	148	152



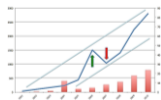
TRIBUNAUX

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort</i>	22 335	10 334	20 541	23 977	31 507
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	447	295	761	773	808
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort</i>	18 573	8 030	14 030	15 715	20 422
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	371	229	520	507	523
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort</i>	504 312	263 600	207 899	931 660	356 793
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	3 527	2 929	2 599	10 833	3 796
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux des ressorts</i>	502 081	231 888	200 668	922 622	344 229
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par Greffier de tribunal des ressorts</i>	3 511	2 577	2 508	10 728	3 662

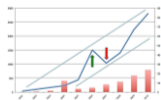


Synthèse 5: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Daloa et les tribunaux du ressort

Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Population du ressort de la Cour d'Appel	10 497 418	10 791 320	11 089 569	11 393 344	11 700 676
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	113	119	110	110	117
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>	22	24	24	24	26
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>	91	95	86	86	91
<i>Nombre d'habitants par magistrat</i>	92 898	90 683	100 814	103 576	100 006
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	213	227	234	227	236
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>	15	21	21	21	22
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>	198	206	213	206	214
<i>Nombre d'habitants par greffier</i>	49 284	47 539	47 391	50 191	49 579
Commissaires de justice	59	ND	ND	ND	ND
Notaires	17	ND	ND	ND	ND
COUR D'APPEL					
Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel	6 910	4 471	5 424	5 548	5 903
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	314	186	226	231	227
Nombre d'affaires traitées par la Cour d'Appel	4 263	3 387	3 066	3 254	2 837
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	194	141	128	136	109
Nombre d'affaires à traiter par les greffes de la Cour d'Appel	10 219	6 867	7 397	8 027	7 385
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	681	327	352	382	336
Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cour d'Appel	7 224	5 380	4 937	5 565	4 135
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	482	256	235	265	188

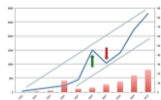


TRIBUNAUX	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort</i>	37 603	26 540	49 428	56 065	57 925
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	413	279	575	652	637
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort</i>	33 784	20 149	33 656	35 646	31 674
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	371	212	391	414	348
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort</i>	384 451	256 710	325 408	413 418	332 480
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	1 942	1 246	1 528	2 007	1 554
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux des ressorts</i>	358 799	248 869	308 133	391 063	304 511
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par Greffier de tribunal des ressorts</i>	1 812	1 208	1 447	1 898	1 423

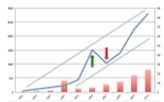


Synthèse 6: Traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Korhogo et les tribunaux du ressort

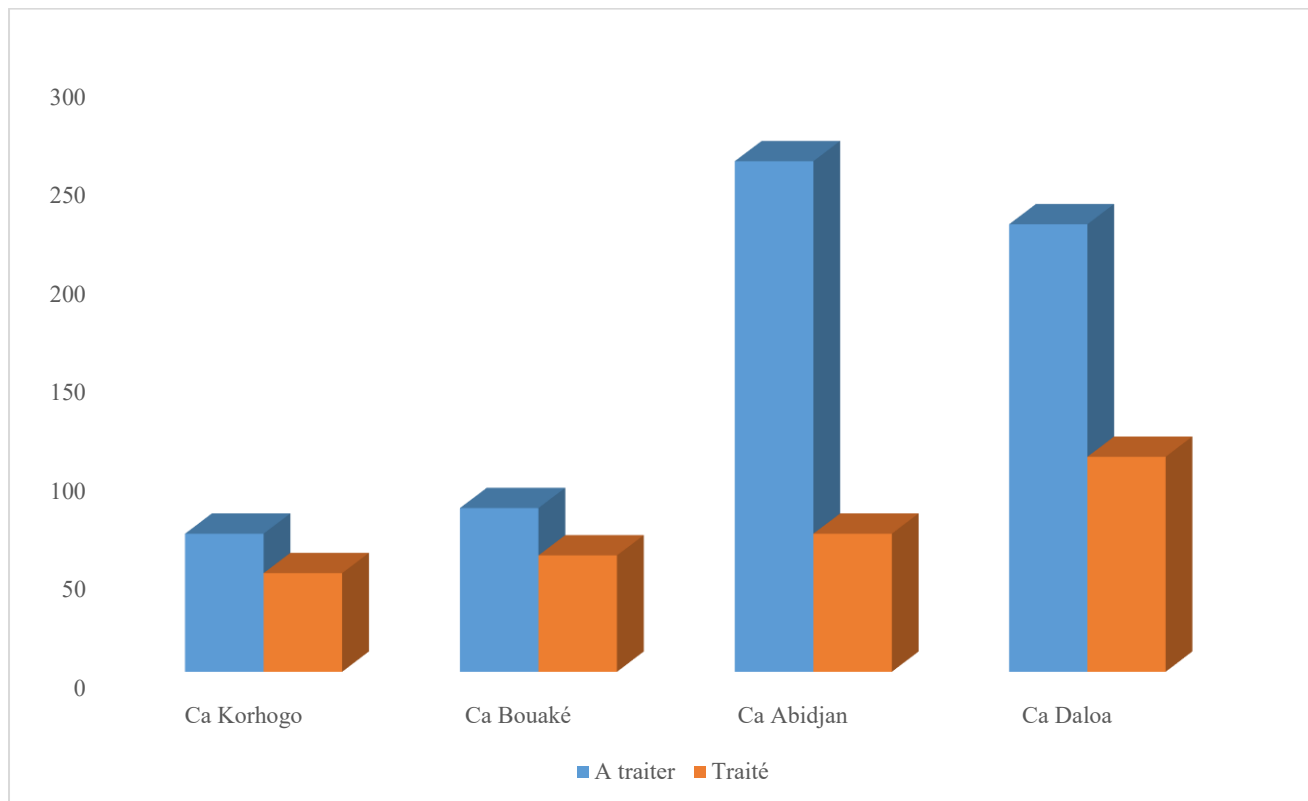
Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Population du ressort de la Cour d'Appel	2 595 447	2 668 113	2 741 854	2 816 961	2 892 948
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort		30	29	32	36
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>		12	14	15	15
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>		18	15	17	21
<i>Nombre d'habitants par magistrat</i>		88 937	94 547	88 030	80 360
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort		46	45	47	47
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>		12	12	15	14
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>		34	33	32	33
<i>Nombre d'habitants par greffier</i>		58 002	60 930	59 935	61 552
Commissaires de justice		ND	ND	ND	ND
Notaires		ND	ND	ND	ND
COUR D'APPEL					
<i>Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel</i>		430	736	752	1 055
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>		36	53	50	70
<i>Nombre d'affaires traitées par la Cour d'Appel</i>		406	487	531	749
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>		34	35	35	50
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes de la Cour d'Appel</i>		664	1 203	1 166	1 567
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>		55	100	78	112
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cour d'Appel</i>		604	919	888	1 156
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>		50	77	59	83

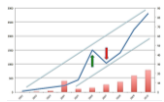


TRIBUNAUX	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort</i>		3 276	6 926	7 344	8 776
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>		182	462	432	418
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort</i>		2 596	5 166	4 920	5 371
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>		144	344	289	256
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort</i>		27 966	73 946	78 390	40 874
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>		823	2 241	2 450	1 239
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux des ressorts</i>		27 033	72 138	75 959	37 384
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par Greffier de tribunal des ressorts</i>		795	2 186	2 374	1 133

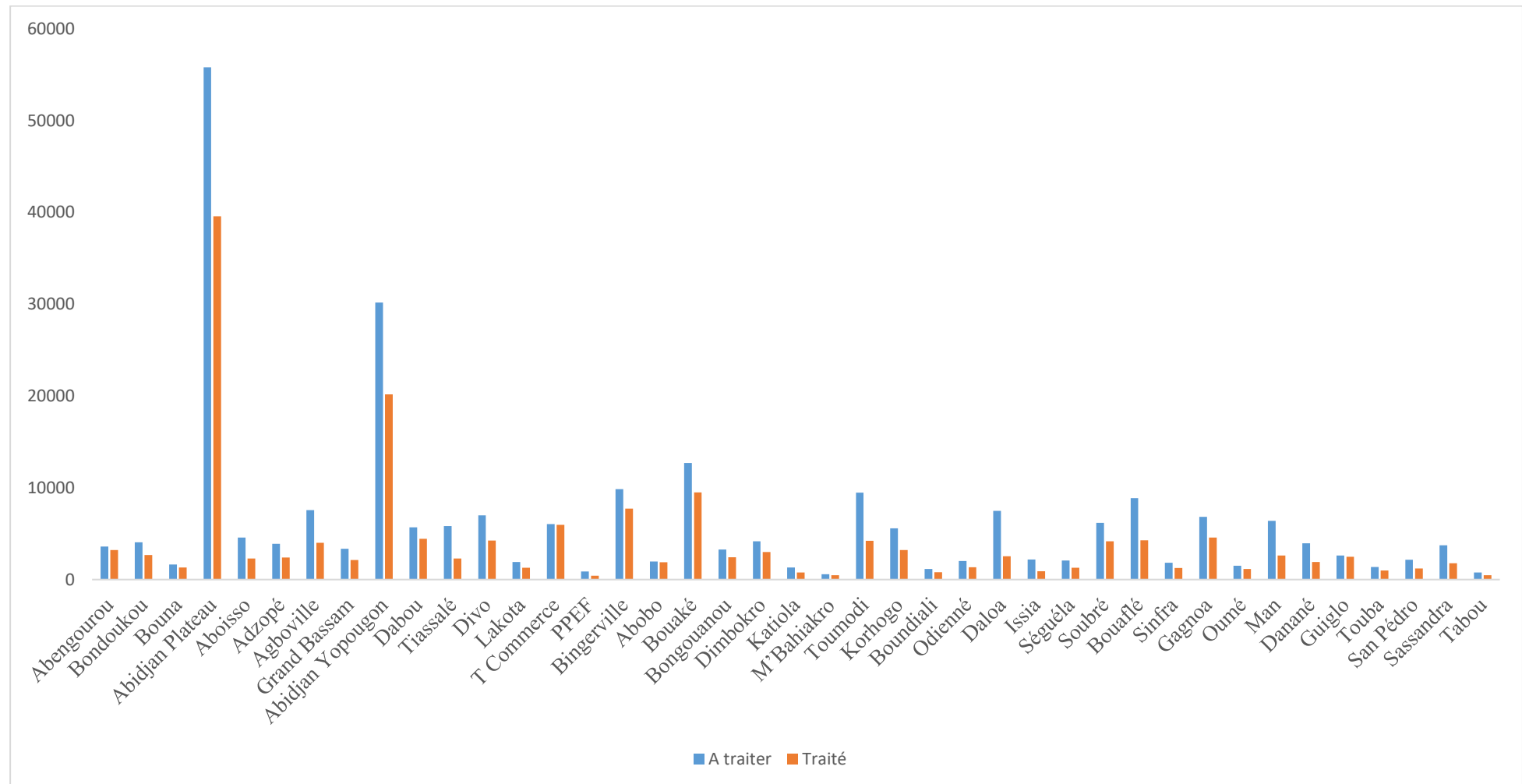


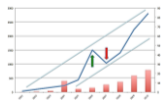
Graphique 1: Traitement des dossiers par magistrat des Cours d'Appel au titre de l'année judiciaire 2025





Graphique 2: Traitement des dossiers par magistrat des tribunaux au titre de l'année judiciaire 2025



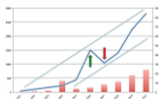


Synthèse 7: Récapitulatif du traitement des dossiers des Cours d'Appel selon la nature

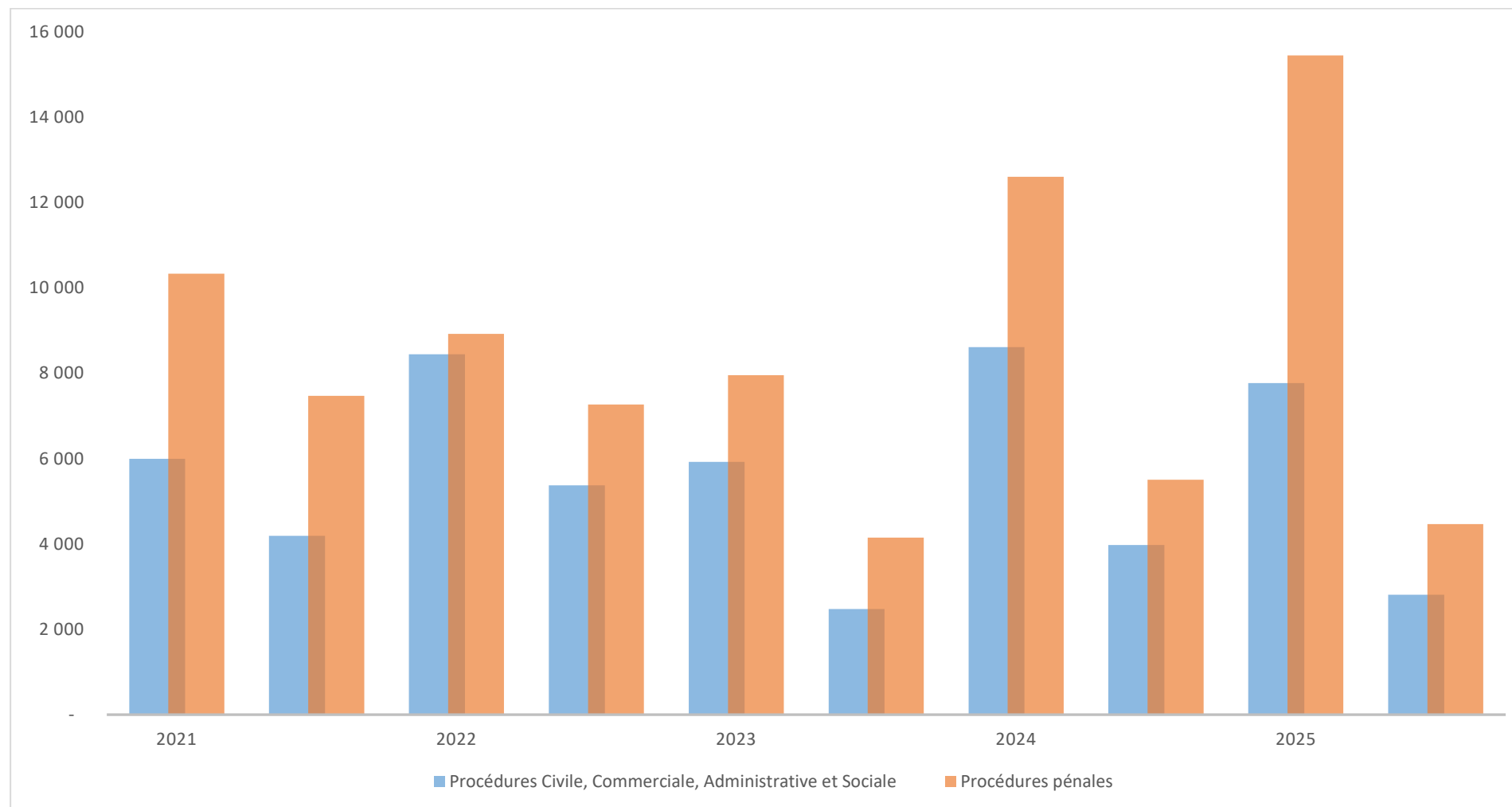
RUBRIQUES		2021		2022		2023		2024		2025	
		A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité
Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale	Civile	4 338	2 888	5 182	3 172	3 397	1 035	5 485	2 024	5 075	1 467
	Commerciale	1 347	1 094	1 725	1300	1 617	1 211	1 529	1 191	1 659	1 227
	Administrative	//	//	1	1						
	Sociale	312	209	1 539	901	912	227	1601	759	1038	119
	Total (1)	5 997	4 191	8 447	5374	5 926	2 473	8 615	3 974	7 772	2 813
Procédures pénales	Règlement des procédures au Parquet général*	6 143	4 958	3 342	3 158	3 976	2 435	6 302	2 797	7 724	2 838
	Règlement des affaires par les chambres d'instruction	1 669	920	1 166	1 155	852	844	1 155	1 049	780	633
	Jugement des affaires pénales	2 523	1 595	4 416	2 954	3 124	867	5 147	1 659	6 944	992
	Total (2)	10 335	7 473	8 924	7 267	7 952	4 146	12 604	5 505	15 448	4 463
Total général (1+2)		16 332	11 664	17 371	12 641	13 878	6 619	21 219	9 479	23 220	7 276
Part des dossiers pénaux (%) **		63,3%	64,1%	51,4%	57,5%	57,3%	62,6%	59,4%	58,1%	66,5%	61,3%

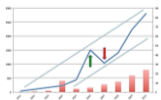
(*) Les Conclusions Ecrites du Ministère Public (CEMP) et les pourvois en cassation ne sont pas pris en compte dans le calcul des procédures du parquet général

(**) Part des dossiers pénaux = règlements des procédures au Parquet général/ (total Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale+ Règlement des procédures au Parquet général). Cet indicateur fait référence à la sollicitation des Cours d'appel en matière pénale.



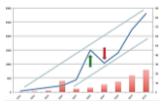
Graphique 3: Etat des sollicitations des Cours d'Appel en matières civile et pénale



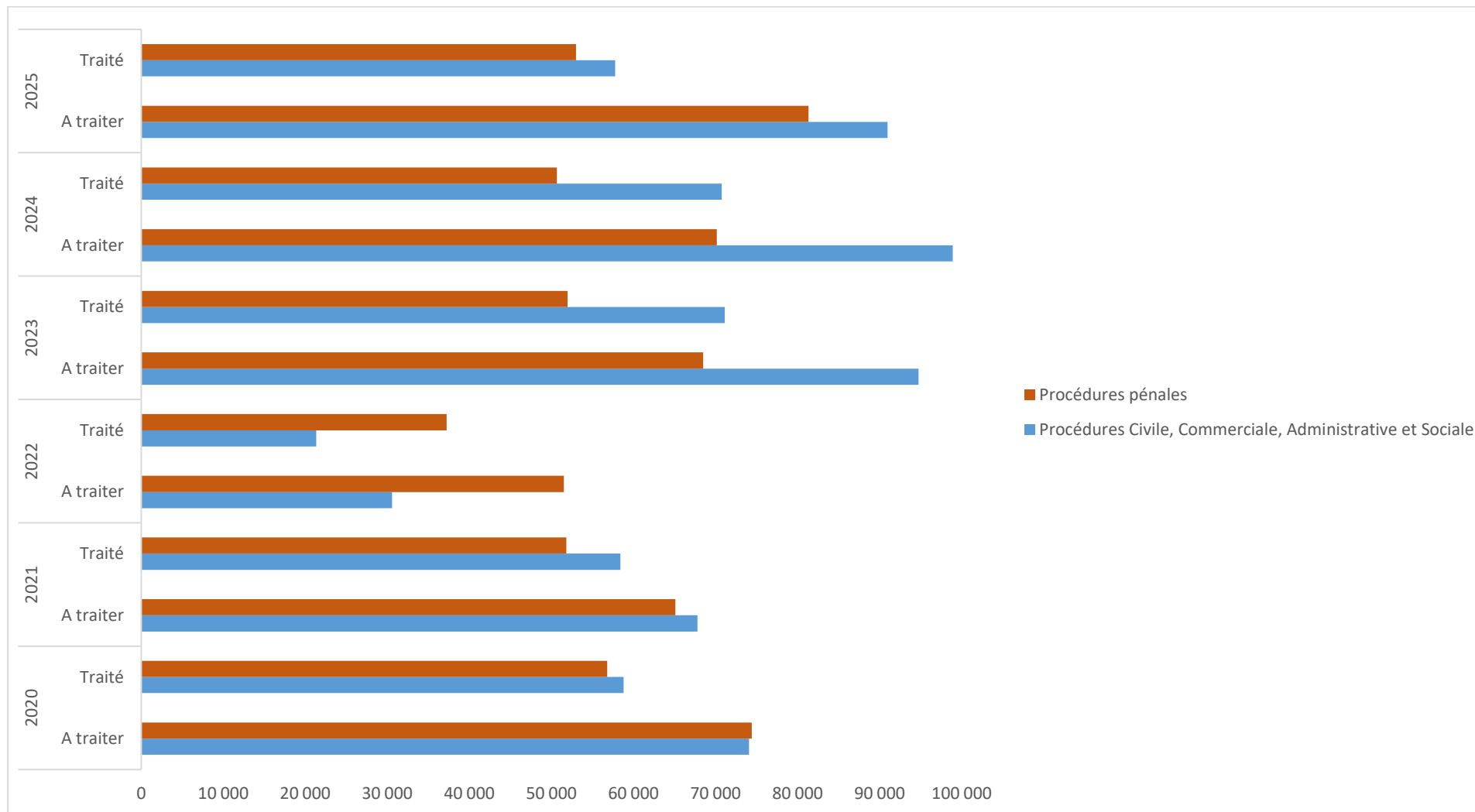


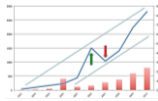
Synthèse 8: Répartition des affaires des tribunaux par nature

RUBRIQUE		2021		2022		2023		2024		2025	
		A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité
<i>Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale</i>	Civile	60 116	53 268	27 948	19 861	78 925	57 062	87 150	60 709	83 504	51 461
	Commerciale	3 387	2 889	190	44	12 134	11 463	10 395	9 736	6 049	5 972
	Administrative	154	146	1 188	738	20	7	23	8	198	143
	Sociale	4 276	2 284	1 112	722	3 647	2 564	1 324	288	1 216	193
	Total	67 933	58 587	30 438	21 365	94 726	71 096	98 892	70 741	90 967	57 769
<i>Procédures pénales</i>	Règlement des infractions dénoncées au ministère public	33 149	30 312	30 952	20 581	29 674	24 967	27 147	22 516	29 926	25 025
	Règlement des infractions par les cabinets d'instruction et juges des enfants	11 607	3 476	7 762	3 043	8 729	3 316	8 195	1 570	9 112	1 818
	Jugement des affaires pénales	20 377	18 188	23 396	17 116	28 726	23 247	32 910	25 996	39 583	25 425
	Total	65 133	51 976	62 110	40 740	67 129	51 530	68 252	50 082	78 621	52 268
Total général		132 887	120 197	82 048	58 545	161 855	122 626	167 144	120 823	169 588	110 037



Graphique 4: Répartition des procédures par nature

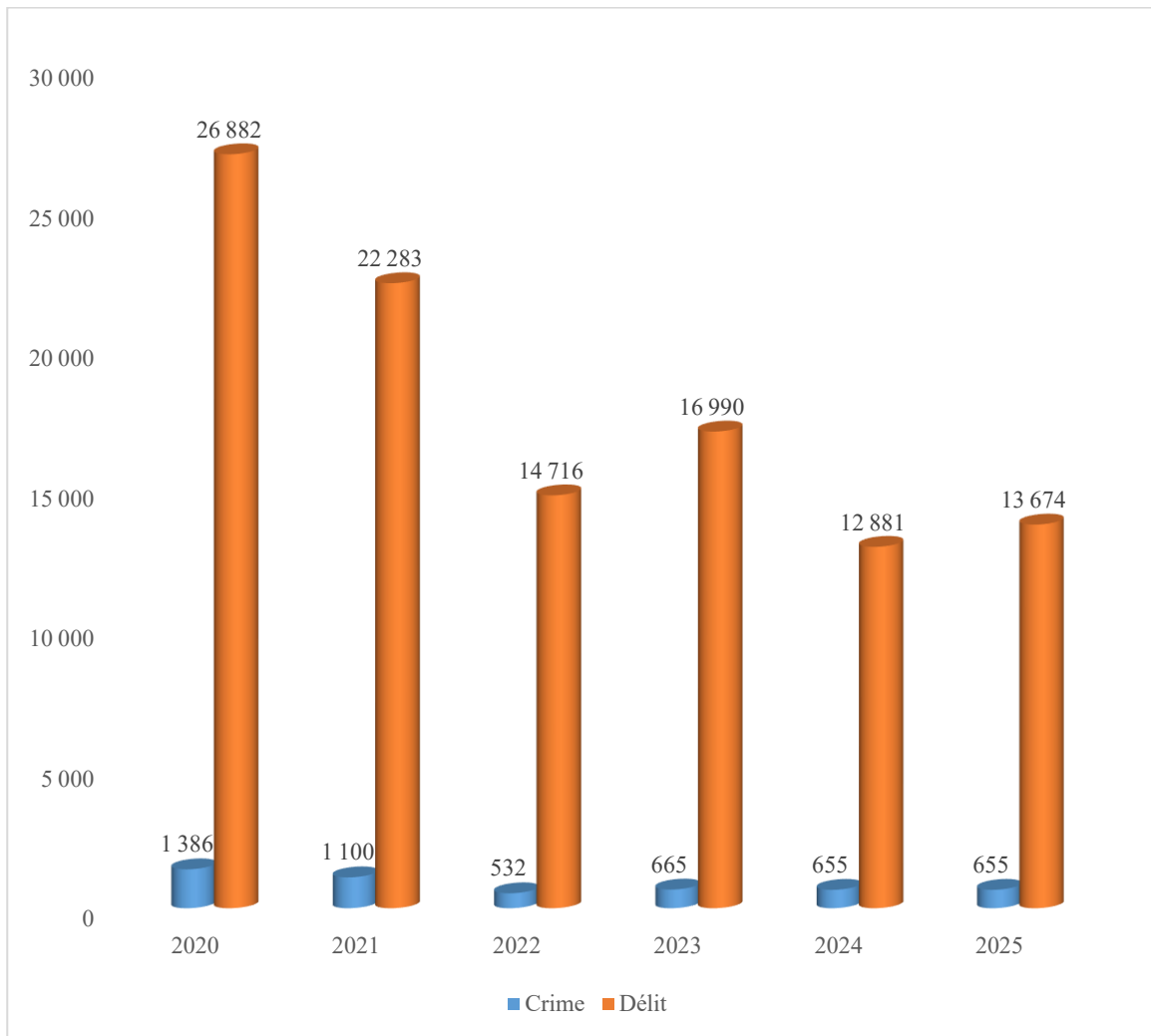


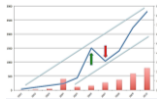


Synthèse 9: Infractions réglées par les Parquets d'instance selon la nature

<i>Année civile</i>	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Crime</i>	1 100	532	665	655	655
<i>Délit</i>	22 283	14 716	16 990	12 881	13 674
<i>Contravention</i>	1 331	420	245	499	178
Total	24 714	15 668	17 900	14 035	14 507

Graphique 5: Etat des crimes et délits traités par les Parquets d'instance

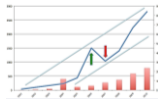




Chiffres clés et indicateurs de la détention

Synthèse 10: Quelques indicateurs relatifs à la détention

Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Capacité carcérale d'accueil (m ²)	9 139	9 139	9 639	9 639	13 238
<i>Population carcérale moyenne</i>	22 673	25 193	26 455	27 534	27 981
<i>Nombre de prévenus</i>	7 574	8 191	9 271	9 927	10 218
<i>Taux moyen de détention préventive</i>	33,4%	32,5%	35,0%	36,1%	36,5%
Nombre d'hommes prévenus	6 579	7 027	8 036	9 154	9 524
Nombre de femmes prévenues	260	287	345	325	386
Nombre de mineurs garçons prévenus	722	862	870	436	299
Nombre de mineures filles prévenues	13	15	20	12	9
<i>Nombre de condamnés</i>	15 099	17 000	17 183	17 606	17 763
<i>Taux de détenus condamnés</i>	66,6%	67,5%	65,0%	63,9%	63,5%
Nombre d'hommes condamnés	14 714	16 586	16 769	17 164	17 333
Nombre de femmes condamnées	299	327	330	367	365
Nombre de mineurs garçons condamnés	86	86	81	72	62
Nombre de mineures filles condamnées	0	1	3	2	3
<i>Contrainte par corps</i>	0	2	1	1	1
Nombre d'évasions	//	//	4	7	//
Nombre de décès	//	//	269	165	//
<i>Densité carcérale (détenu au 3m²)</i>	2,5	2,8	2,7	2,9	2,1



INTRODUCTION

La publication de l'annuaire des statistiques judiciaires répond à la nécessité de disposer d'une référence fiable de données quantitatives et qualitatives sur le système judiciaire ivoirien. Au-delà de la mesure de l'activité des juridictions et des établissements pénitentiaires, les indicateurs produits permettent d'évaluer l'impact des réformes structurelles engagées dans le cadre de la politique sectorielle de la justice.

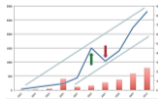
Les éditions précédentes ont mis en évidence une surcharge de travail dans les juridictions et une surpopulation carcérale persistante dans les établissements pénitentiaires. En 2024, un magistrat des Cours d'Appel devait traiter en moyenne **174** dossiers, contre **112** en 2023 et **143** en 2022. Dans les juridictions de premier degré, la charge moyenne de travail atteignait **747** dossiers par magistrat en 2024, contre **840** en 2023 et **481** en 2022. En milieu carcéral, malgré l'augmentation des capacités d'accueil, la densité moyenne entre 2022 et 2024 se situe à **2,8 détenus pour 3 m²**, bien au-delà de la norme internationale fixée à **un détenu pour 3 m²**.

Face à ces constats, l'État a engagé plusieurs réformes majeures pour moderniser la justice ivoirienne :

- la construction et la réhabilitation d'infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- le renforcement des capacités techniques, financières et humaines du secteur de la justice ;
- l'amélioration du cadre législatif en matières civile, commerciale et pénale ;
- la création de juridictions spécialisées ;
- la digitalisation progressive des procédures.

En 2025, l'accélération de la digitalisation a permis de produire en ligne, sur la plateforme e-justice, les certificats de nationalités et les casiers judiciaires dans 12 tribunaux connectés sur les 39. Cette réforme contribue à améliorer la qualité des services de justice à travers notamment le rapprochement de la justice du citoyen. En 2025, plus de **581 472** actes de justice dont **484 470** certificats de nationalité et **97 002** casiers judiciaires ont été délivrés en ligne. Le délai moyen de traitement des actes est passé à **72** heures contre **200** heures avant l'entrée en vigueur de la digitalisation des actes.

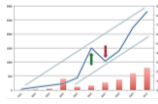
Sur le plan méthodologique, la collecte des données a été réalisée tout au long de l'année avec l'appui des points focaux dans les juridictions. Le cadre de collecte amélioré ou fichier central renseigné, est régulièrement transmis à la DPS par voie électronique. A la suite d'une analyse de ces fichiers transmis, la DPS fait retour des observations et incohérences des données aux juridictions concernées pour ajustement et correction. Par ailleurs, la collecte porte également sur les données des établissements pénitentiaires et des directions notamment la DSJRH, la DAF, la DAP et la DPJEJ. Les données des établissements pénitentiaires proviennent de la base de données consolidées de la DAP. Il en est de même des informations recueillies auprès de la DPJEJ portant sur les activités des structures en charge de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse. Concernant la DSJRH, les données fournies portent sur les ressources humaines de l'administration et des professions judiciaires. Enfin, les données sur les ressources financières sont collectées auprès de la DAF.



Par ailleurs, les données recueillies ont fait l'objet de validation lors d'un atelier technique organisé en décembre 2025 et permettant de disposer des indicateurs à publier dans l'annuaire.

Le présent annuaire comporte sept (07) parties qui se déclinent comme suit :

- Partie I. Le cadre institutionnel
- Partie II. La cartographie des juridictions, établissements pénitentiaires et professions judiciaires ;
- Partie III. Les ressources humaines et financières ;
- Partie IV. Les activités des Cours d'Appel
- Partie V. Les activités des tribunaux
- Partie VI. Les activités des structures de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse
- Partie VII. Les activités des établissements pénitentiaires



I. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) est chargé :

- De la gestion de l'activité des juridictions ;
- Du suivi de la bonne application des lois et règlements ;
- De l'élaboration des projets de loi et règlements ;
- De veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Le décret n° 2021-451 du 08 septembre 2021 portant organisation du MJDH mentionne en son article 1 que pour l'exercice de ses attributions, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, dispose, outre le Cabinet, de Directions et de Services rattachés au Cabinet, de Directions centrales ainsi que de Services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

Il existe, par ailleurs, dans le dispositif institutionnel du MJDH, des établissements publics de type particulier placés sous sa tutelle technique, au regard du :

- Décret n°2023-57 du 1^{er} février 2023, déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de la Formation Judiciaire, en abrégé INFJ;
- Décret n°2016-843 du 19 octobre 2016 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère administratif, dénommé Centre National de Documentation Juridique, en abrégé CNDJ ;
- Ainsi que du décret n°2022-982 du 21 décembre 2022 modifiant le décret n°2022-349 du 1^{er} juin 2022 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels, en abrégé AGRAC.

I.1 Présentation des structures du MJDH

I.1.1 Cabinet du Garde des Sceaux

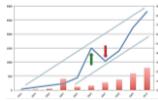
Le Cabinet comprend :

- Un Directeur de Cabinet;
- Un Directeur de Cabinet Adjoint;
- Un Chef de Cabinet;
- Huit Conseillers techniques;
- Six Chargés d'Études;
- Un Chargé de mission;
- Un Chef du Secrétariat particulier.

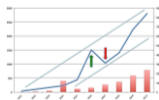
I.1.2 Directions et services rattachés au Cabinet

Les Directions et Services rattachés sont :

- L'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP) ;
- La Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ;
- La Direction des Affaires Financières (DAF) ;
- La Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ;
- La Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) ;
- Le Service Informatique (Sce Info)

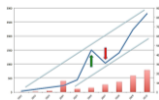


- Le Service de la Communication et des Relations Publiques (SERCOM);
- La Cellule de Passation de Marchés Publics;
- Le Service de Gestion du Patrimoine.



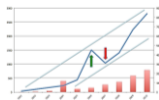
I.1.2.1 Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP)

Direction	IGSJP (l'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires)
Mission	• S'assurer du fonctionnement normal des juridictions et des divers services judiciaires et pénitentiaires, ainsi que de l'activité de tous les personnels des professions dont l'organisation, les attributions et la discipline relèvent du MJDH ; • Contrôler l'application des directives ministérielles ; • Constater les insuffisances dans l'activité des juridictions, services et professions et de proposer les mesures nécessaires pour y remédier et parvenir à une bonne administration de la justice ; • Veiller au maintien des améliorations obtenues ; • Instruire les dossiers en vue de la saisine des organes disciplinaires et de faire des propositions de sanctions.
<i>L'IGSJP est dirigée par un Inspecteur Général, secondé par des Inspecteurs Généraux Adjointes et des Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires.</i> <i>L'Inspecteur Général, les Inspecteurs Généraux Adjointes et les Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires sont nommés conformément aux dispositions du décret n°2012-14 du 18 janvier 2012 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'IGSJP.</i>	



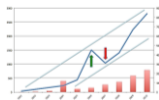
I.1.2.2 Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH)

Direction	DSJRH (Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines)
Mission	• Organiser les juridictions et veiller à leur fonctionnement ; • Proposer des réformes en matière d'organisation judiciaire ; • Assurer le secrétariat de la commission d'avancement des magistrats ; • Assurer la gestion des professions judiciaires ; • Mettre en œuvre la politique générale de gestion des ressources humaines, telle que définie par le ministre chargé de la Fonction publique ; • Assurer le suivi de l'application des dispositions relatives à l'éthique et à la déontologie ; • Participer à l'élaboration du cadre organique des emplois et à la définition des profils de poste ; • Assurer la gestion prévisionnelle des effectifs ; • Assurer le suivi de la situation administrative des agents, notamment la mise à disposition, la disponibilité, le détachement, les congés, l'avancement, la promotion et la retraite ; • Archiver les actes de gestion du personnel et tenir à jour le fichier-personnel du ministère ; • Œuvrer à l'amélioration du cadre du travail.
<i>La DSJRH est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La DSJRH comprend quatre sous-Directions :</i> ○ <i>La Sous-Direction des Services Judiciaires;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Personnels Magistrat et de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Personnels greffier et interministériel;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Professions Judiciaires et du personnel pénitentiaire.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



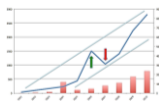
I.1.2.3 Direction des Affaires Financières (DAF)

Direction	DAF (Direction des Affaires Financières)
Mission	• Préparer et superviser l'exécution du budget du ministère ; • Assurer la préparation et l'exécution des marchés publics ; • Assurer la gestion centralisée du parc automobile ; • Assurer la gestion des baux administratifs du personnel pénitentiaire ; • Préparer et exécuter les marchés des travaux immobiliers ; • Veiller à l'acquisition de matériels et d'équipements ainsi qu'à la gestion des crédits y afférents ; • Veiller à l'acquisition et à la gestion des costumes d'audience ; • Coordonner les activités de l'imprimerie du ministère de la Justice.
<i>La DAF est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.</i> <i>La DAF comprend trois Sous-Directions :</i> ○ <i>La Sous-Direction du Budget et de la Comptabilité;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Marchés;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Baux.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



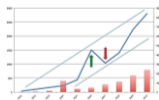
I.1.2.4 Direction de la Planification et des Statistiques (DPS)

Direction	DPS (Direction de la Planification et des Statistiques)
Mission	• Assurer la production des statistiques et des indicateurs ; • Assurer la conception et la mise en œuvre des études sectorielles ; • Participer à l'élaboration du plan national de développement et du programme d'investissement public ; • Participer à la réalisation des programmes et projets sectoriels dédiés ; • Vulgariser les nouvelles méthodes et approches en matière de planification sectorielle ; • Assurer la coordination des activités des différentes structures du ministère en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation ; • Prévoir et réaliser les études nécessaires pour la planification sectorielle ; • Définir les objectifs et les stratégies en matière de développement sectoriel ; • Assurer la programmation des investissements ; • Assurer le contrôle et le suivi des projets ; • Elaborer les bilans semestriels et annuels d'exécution des volets sectoriels du plan national de développement et du programme d'investissement public.
<i>La DPS est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.</i> <i>La DPS comprend trois Sous-Directions :</i> ○ <i>La Sous-Direction de la Planification et des Projets;</i> ○ <i>La Sous-Direction des Statistiques;</i> ○ <i>La Sous-Direction du Suivi et de l'Évaluation.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



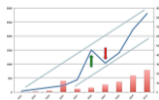
I.1.2.5 Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM)

Direction	DIEM (Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance)
Mission	• Elaborer les normes et les standards des bâtiments et des équipements judiciaires et pénitentiaires ; • Elaborer les normes de sécurité relatives aux infrastructures, aux installations techniques, aux équipements et aux matériels judiciaires et pénitentiaires ; • Assurer la programmation des investissements, le suivi et le contrôle des programmes de construction et d'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ; • Réaliser ou suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ainsi que suivre les travaux pour le compte du ministère ; • Veiller à la programmation et à la gestion du matériel et des équipements judiciaires et pénitentiaires ; • Définir la politique de maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires ; • Assurer ou organiser la maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires ; • Assister et conseiller les structures du ministère dans le domaine des équipements et des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ; • Elaborer le plan de réhabilitation et de rééquipement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires dégradées ; • Coordonner et suivre la mise en œuvre des projets d'investissements ciblés sur les infrastructures et les équipements judiciaires et pénitentiaires.
<i>La DIEM est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. Elle comprend trois Sous-Directions :</i> ○ <i>La Sous-Direction des Études, de la Normalisation et de la Programmation des Investissements;</i> ○ <i>La Sous-Direction du Contrôle des Infrastructures et des Équipements;</i> ○ <i>La Sous-Direction de la Réhabilitation et de la Maintenance.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



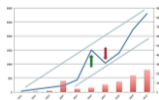
I.1.2.6 Service Informatique (Sce Info)

Service	Sce Info (Service Informatique)
Mission	• Assurer l'informatisation du ministère ; • Gérer le site web du ministère ; • Élaborer les programmes informatiques de recherche ; • Assister les services utilisateurs de l'outil informatique au sein du ministère ; • Procéder à l'élaboration et à la révision périodique du schéma directeur informatique du ministère et suivre son application ; • Participer à la formation et au perfectionnement du personnel en informatique ; • Participer à l'étude des besoins en informatiques du ministère ; • Veiller à la sécurité des outils et à la qualité des travaux informatiques.
<i>Le Sce Info est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	



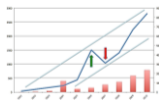
I.1.2.7 Service Communication et des Relations Publiques (SerCom)

Service	SerCom (Service de la Communication et des Relations Publiques)
Mission	• Faire des propositions techniques relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ; • Préparer et mettre en œuvre la politique de communication du ministère ; • Apporter une assistance aux services centraux et aux juridictions en matière de communication ; • Organiser, en liaison avec les autres départements et services du ministère, des manifestations et réunions à caractère national et international ; • Entretenir les relations avec les médias, • Elaborer les bulletins d'information internes et externes du ministère.
<i>Le SerCom est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	



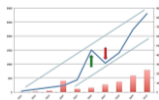
I.1.2.8 La Cellule de Passation des Marchés Publics

Service	Cellule de Passation de Marchés Publics; (chargée d'élaborer, en liaison avec les services compétents un plan annuel de passation des marchés publics)
Mission	• Elaborer, en liaison avec les services compétents un plan annuel de passation des marchés publics ; • S'assurer de la disponibilité du financement et de la réservation des crédits destinés à financer les opérations ; • Coordonner l'élaboration des dossiers de consultation en liaison avec les services techniques compétents, conformément aux dossiers types d'appel d'offres en vigueur ; • Veiller au lancement des appels à la concurrence ; • Transmettre les demandes de procédures dérogatoires à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics ; • Transmettre les dossiers d'approbation à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics ; • Faire le suivi de l'exécution des marchés publics ; • Rédiger les rapports trimestriels sur la passation des marchés et les transmettre à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics et aux services concernés ; • Renseigner le système d'information des marchés publics ;
<i>La Cellule de passation des marchés publics est dirigée par un responsable nommé par arrêté. Il a rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



I.1.2.9 Le Service Gestion du Patrimoine

Service	Service de Gestion du Patrimoine
Mission	Il est chargé de la comptabilité des matières du Ministère à travers, notamment la description et le suivi des biens corporels et incorporels autres que les deniers et valeurs. Aussi est-il amené à passer les commandes, à recevoir et à distribuer le matériel et les fournitures ; à planifier et à coordonner les différents travaux d'aménagement, de sécurité et de maintenance. Il est chargé : • De passer les commandes, de recevoir et de distribuer le matériel et les fournitures ; • De faire le recensement, l'enregistrement et le suivi des matières ; • D'entretenir les relations avec les utilisateurs (services et agents) et de recenser les besoins ; • D'établir une politique d'exploitation et de maintenance des matières ; • D'assurer la planification et la coordination des différents travaux d'aménagement, de sécurité et de maintenance ; • De vérifier la bonne tenue des outils de gestion des matières et la tenue de la comptabilité des matières des gestionnaires de crédits ; • De produire le rapport de gestion pour le compte de l'ordonnateur en fin d'exercice ; • De transmettre, sous la responsabilité du ministre, des informations et données au coordonnateur national de la mise en œuvre de la comptabilité des matières, en vue de leur mise à disposition du comptable public.
<i>Le Service Gestion de patrimoine est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	

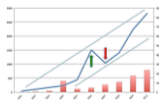


I.1.3 Directions centrales

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dispose de six Directions centrales :

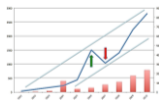
- Direction des Études, de la Législation et de la Documentation (DELD) ;
- Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP) ;
- Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) ;
- Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJ EJ) ;
- Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA) ;
- Direction des Droits de l'Homme.

Les Directions sont dirigées par des Directeurs nommés par décret pris en Conseil des ministres. Ils ont rang de Directeur d'administration centrale.



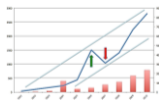
I.1.3.1 Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD)

Direction centrale	DELD (Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation)
Mission	• Mener des études ; • Rédiger des projets de textes législatifs et réglementaires ; gérer les bibliothèques du ministère et des juridictions ; • Procéder à l'étude et à la rédaction des projets de textes législatifs et réglementaires ; • Examiner les projets de conventions internationales soumis à la Chancellerie, pour avis, par les autres départements ministériels et tous organismes intéressés ; • Apporter une assistance juridique au gouvernement ; • Mener des études d'intérêt juridique ; • Gérer les bibliothèques du ministère et des juridictions.
<i>La DELD comprend quatre Sous-Directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la législation ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de l'assistance juridique au gouvernement ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction des études ; la Sous-Direction de la Documentation.</i> ❖ <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté.</i> <i>Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	



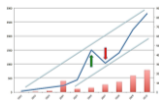
I.1.3.2 Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)

Direction centrale	Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)
Mission	• Suivre l'application de la législation en matière pénale, civile, commerciale, administrative et sociale ; • Assurer le suivi des affaires pénales ; • Assurer l'application du Code de la nationalité ; • Assurer la garde du sceau ; • Veiller à l'organisation et au bon fonctionnement de l'assistance judiciaire ainsi qu'à une meilleure accessibilité à la justice ; • Proposer des plans d'action et des réformes en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale ; • Coordonner la coopération en matière judiciaire internationale.
<i>La DACP comprend quatre sous-directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Affaires civiles et du sceau ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Affaires commerciales</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Affaires pénales et des grâces</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Coopération judiciaire internationale.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	



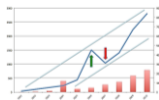
I.1.3.3 Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

Direction centrale	Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)
Mission	• Veiller à la gestion et au contrôle des établissements pénitentiaires ; • Veiller à la sécurité pénitentiaire ; • Assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté ; • Organiser le service social et le travail en milieu carcéral ; • Appliquer le régime progressif et des procédures de libération conditionnelle ; • Proposer des réformes en matière d'administration pénitentiaire ; • Veiller à la formation et à la réinsertion sociale des détenus.
<i>La DAP comprend trois Sous-Directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Politique carcérale ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Sécurité pénitentiaire ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Réinsertion et des Affaires sociales.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>	



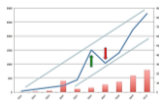
I.1.3.4 Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ)

Direction centrale	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ)
Mission	• Proposer des réformes en matière de politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ; • Proposer, en liaison avec les directions compétentes, des réformes textuelles concernant les mineurs délinquants, victimes ou témoins ; • Mettre en œuvre la politique de protection de l'enfance et de la jeunesse ; • Proposer des mesures de prévention et de lutte contre la délinquance des jeunes ; • Organiser, contrôler et évaluer les structures d'observation, d'accueil, de placement, d'assistance éducative, de formation et de rééducation des mineurs ; • Mener des actions d'insertion sociale, scolaire et professionnelle des mineurs délinquants, victimes ou témoins ; • Gérer le régime de la liberté surveillée et de l'assistance éducative ; • Procéder au renforcement des relations avec des personnes ou institutions publiques ou privées recevant des mineurs ainsi qu'avec toutes personnes et organisations participant à la protection de l'enfance et de la jeunesse.
<i>La DPJEJ comprend deux Sous-Directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Prévention de la délinquance juvénile ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de la Prise en charge de l'enfance délinquante et des mineurs victimes ou témoins.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.</i>	



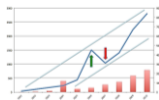
I.1.3.5 Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)

Direction centrale	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)
Mission	• Définir la politique du ministère en matière de contrôle de l'état civil et des archives ; • Suivre l'application de la législation en matière d'état civil ; • Assurer le suivi et le contrôle de l'état civil ; • Proposer des réformes en matière de contrôle de l'état civil ; • Collecter, traiter, centraliser et conserver les archives judiciaires et celles du ministère ; • Gérer les archives du deuxième âge ; • Coordonner l'activité des centres d'archivage ; • Assurer les relations avec les archives nationales.
<i>La DECA comprend deux Sous-Directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction du Contrôle de l'état civil ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Archives.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur de l'Administration Centrale.</i>	



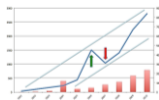
I.1.3.6 Direction des Droits de l'Homme (DDH)

Direction centrale	Direction des Droits de l'Homme
Mission	• Assurer la promotion et la protection des Droits de l'Homme ; • Veiller à la bonne application de la législation et de la réglementation relatives aux droits de l'Homme ; • Veiller au respect des engagements internationaux en matière des droits de l'Homme ; • Examiner en lien avec la Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation, les projets de conventions internationales en matière de droits de l'Homme.
<i>La Direction des Droits de l'Homme comprend quatre Sous-Directions :</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Conventions internationales et des procédures spéciales ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de l'Education et de la sensibilisation aux droits de l'homme ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction de l'Assistance et du suivi des personnes vulnérables ;</i> ❖ <i>La Sous-Direction des Enquêtes et du partenariat avec les organisations de la société civile.</i> <i>Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-Directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-Directeur de l'Administration Centrale.</i>	



I.1.4 Services extérieurs

Services extérieurs	Les Services extérieurs sont : ✓ Le parquet général près la Cour de cassation et le Conseil d'état ; ✓ Le parquet général près la Cour des comptes ; ✓ Les juridictions de premier et second degré ; ✓ Les délégations régionales de l'administration pénitentiaire. Les délégations régionales de l'administration pénitentiaire sont chargées, dans les limites de leur ressort territorial : • De superviser et de contrôler les activités des régisseurs des établissements pénitentiaires ; • De gérer l'équipement des établissements pénitentiaires ; • De procéder à l'achat centralisé des aliments des établissements pénitentiaires ; • De procéder à la gestion sanitaire des établissements pénitentiaires ; • De déterminer et de mettre en œuvre la politique des champs pénaux. <i>Les délégations régionales sont dirigées par des délégués régionaux choisis parmi les administrateurs des services pénitentiaires. Ils sont nommés par arrêté et ont rang de Sous-Directeur d'Administration centrale.</i>
----------------------------	---

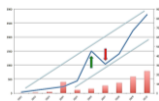


I.1.5 Structures sous tutelle technique

Les structures sous tutelle technique sont :

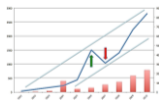
- ✓ L'Institut National de Formation Judiciaire (**INFJ**) ;
- ✓ Le Centre National de Documentation Juridique (**CNDJ**) ;
- ✓ L'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (**AGRAC**).

L'AGRAC est un établissement public de type particulier, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, tandis que l'INFJ et le CNDJ sont des établissements publics à caractère administratif. Les trois structures sont placées sous la tutelle technique du ministre chargé de la Justice et la tutelle économique et financière du ministre chargé du Budget. Les sièges de l'AGRAC et du CNDJ sont à Abidjan. Celui de l'INFJ est à Yamoussoukro.



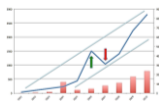
I.1.5.1 Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)

Structures	L'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)
Mission	• Assurer le recrutement, la formation initiale et la formation continue des magistrats, des greffiers, du personnel de l'administration pénitentiaire, du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ; • Assurer également la formation des Juges et conseillers consulaires des juridictions commerciales, ainsi que de toute personne apportant régulièrement son concours au service public de la justice ; • Assurer la formation des avocats, des notaires, des commissaires de justice et d'autres auxiliaires de justice. • Assurer la formation du personnel judiciaire de pays étrangers, suivant les conditionnalités fixées par délibération de son Conseil de gestion ; • Réaliser des partenariats avec des institutions d'enseignement ; • Réaliser des travaux d'études et de recherche et assurer leur diffusion.
L'INFJ comprend des organes et des écoles. Les organes sont : ○ Le Conseil de gestion : il a pour mission de définir la politique générale et le suivi de la bonne exécution des missions de l'INFJ ; ○ Le Directeur Général : il a pour mission d'assurer la direction de l'INFJ sur les plans administratif, académique et financier. Le Directeur Général de l'INFJ est nommé par décret pris en Conseil des ministres, après avis du Conseil supérieur de la Magistrature, sur proposition du ministre chargé de la Justice. Le Directeur Général est assisté dans sa tâche par un Directeur Général Adjoint et d'un Secrétaire Général ; ○ Le Conseil Scientifique est chargé, notamment d'élaborer les maquettes pédagogiques des formations initiales et continue et d'harmoniser les méthodes pédagogiques des Ecoles.	
<i>Les Ecoles de l'INFJ sont :</i> ❖ <i>L'Ecole de la Magistrature ;</i> ❖ <i>L'Ecole des Greffes ;</i> ❖ <i>L'Ecole du personnel pénitentiaire et ;</i> ❖ <i>L'Ecole du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse.</i> <i>L'admission à chaque Ecole se fait par voie de concours ouverts chaque année à une date fixée par arrêté du Ministre en charge de la Justice. Les Ecoles sont dirigées chacune par un Directeur qui en assure la coordination des activités pédagogiques et administratives.</i>	



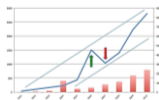
I.1.5.2 Centre National de Documentation Juridique (CNDJ)

Structures	Le Centre National de Documentation Juridique (CNDJ)
Mission	- Assurer la promotion et la diffusion du droit en Côte d'Ivoire. A ce titre, il est chargé de collecter et de mettre sous forme de bases ou de banques de données informatisées en vue de leur consultation, de leur publication et de leur diffusion sur tout support : ✓ Des traités, ✓ Des lois et règlements, ✓ Des instructions et circulaires, ✓ Des conventions collectives, ✓ Des décisions des cours et tribunaux et ✓ Tous autres textes à caractère juridique. A cette fin, les administrations, juridictions et autres organismes relevant de l'Etat sont tenus de fournir au CNDJ tout document et, le cas échéant, toutes informations déjà enregistrées sur support magnétique nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Ces administrations sont tenues de lui remettre, notamment copie de base ou de banque de données intéressant les textes et décisions sus mentionnés qu'ils gèrent ou sont amenés à gérer à leur propre usage. - Procéder à l'édition de tout document ; - Assurer la formation des personnels des administrations fournisseurs d'information ; - Organiser des sessions de formation en matière juridique ; - Participer à toute action d'assistance technique, de recherche et de coopération internationale.
<i>Le CNDJ est organisé autour d'un Conseil de Gestion et d'une Direction comprenant trois départements :</i> ❖ <i>Le Département des Affaires Juridiques ;</i> ❖ <i>Le Département des Ressources Humaines et Financières ;</i> ❖ <i>Le Département de l'Informatique.</i> <i>Les Départements sont dirigés par les Chefs de Département nommés par arrêté du Ministre chargé de la Justice, sur proposition du Directeur, après approbation du Conseil de Gestion.</i>	

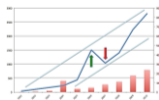


I.1.5.1. L'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC)

Structures	L'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC)
Mission	• Exécuter les décisions de gel, de saisie ou de confiscation des avoirs criminels dans le cadre de procédures pénales ou administratives ; • Procéder au recouvrement des avoirs criminels gelés, saisis ou confisqués dans le cadre de procédures pénales ou administratives ; • Gérer tous les biens, quelle que soit leur nature, gelés, saisis, confisqués ou faisant l'objet d'une mesure conservatoire au cours d'une procédure pénale ou administrative, qui lui sont confiés et qui nécessitent des actes d'administration ; • Exécuter les décisions de restitution de biens rendues dans le cadre de procédures pénales ou administratives ; • Coopérer, sur le plan national, avec les organes de lutte contre la criminalité financière, la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières dite CENTIF, les autorités d'enquêtes et de poursuites pénales et toute autre autorité compétente ; • Emettre des demandes et exécuter en temps opportun, les demandes de pays étrangers aux fins d'identifier, de geler, de saisir ou de confisquer les biens blanchis, le produit du blanchiment de capitaux, d'infractions sous-jacentes et du financement du terrorisme, les instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans le cadre de ces infractions, ou les biens d'une valeur correspondante ; • Signer des accords avec ses homologues étrangers permettant de coordonner les actions de saisie et de confiscation avec d'autres pays et qui comportent des mécanismes permettant de gérer les biens gelés, saisis ou confisqués ; • Assurer la gestion centralisée de toutes les sommes saisies dans le cadre des procédures pénales en Côte d'Ivoire ; • Procéder à l'ensemble des ventes, avant jugement, de biens meubles saisis décidées par les magistrats conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, lorsque ces biens meubles ne sont plus utiles à la manifestation de la vérité et qu'ils sont susceptibles de dépréciation ;



	• Procéder à l'ensemble des publications, auprès des services de publicité foncière, pour les saisies et confiscations pénales immobilières conformément aux dispositions du Code de procédure pénale et auprès des tribunaux de commerce, pour les saisies de fonds de commerce ; • Gérer, sur mandat de justice, tous les biens complexes qui lui sont confiés et qui nécessitent, pour leur conservation ou leur valorisation, des actes d'administration ; • Assurer la gestion des biens saisis, procéder à leur vente et à la répartition de son produit en exécution de toute demande d'entraide internationale ou de coopération émanant d'une autorité judiciaire étrangère ; • Veiller, le cas échéant, à l'information préalable des créanciers publics avant exécution de toute décision judiciaire de restitution et à l'indemnisation prioritaire des parties civiles sur les biens confisqués à la personne condamnée, afin d'assurer le paiement de leurs créances, notamment fiscales, douanières, sociales ou de dédommagement ; • Mener toute action d'information ou de formation destinée à faire connaître son action et à promouvoir de bonnes pratiques en matière de saisies et de confiscations, tant auprès des partenaires nationaux que des partenaires internationaux. L'AGRAC est seule compétente pour aliéner ou détruire les biens dont elle est chargée d'assurer la gestion, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sans préjudice de l'affectation desdits biens. Tout acte contrevenant aux dispositions de l'alinéa ci-dessus est nul et de nul effet. • La conservation et la gestion des biens saisis ou gelés ainsi que la consignation de la contre-valeur des biens aliénés, avant la décision de confiscation, relèvent de l'AGRAC.
Les organes de l'AGRAC sont : ❖ Le Conseil de surveillance qui assure la supervision des activités de l'AGRAC ; ❖ La Direction Générale dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Justice. Il est choisi parmi les magistrats hors hiérarchie. Le Directeur Général coordonne et conduit les activités de l'AGRAC. A ce titre, il est chargé : - d'assurer le recouvrement et la gestion des biens gelés, saisis ou confisqués ; - d'informer les victimes et les administrations sur les biens restitués ; - d'organiser les programmes d'information et de formation ;	



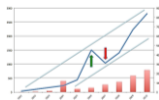
- d'élaborer le rapport annuel d'activité de l'AGRAC.

Le Directeur Général est assisté dans l'exécution de sa mission par un Directeur Général Adjoint nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Justice, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Il est choisi parmi les Administrateurs des services financiers. Il participe aux sessions du Conseil de surveillance de l'AGRAC dont il assure le secrétariat.

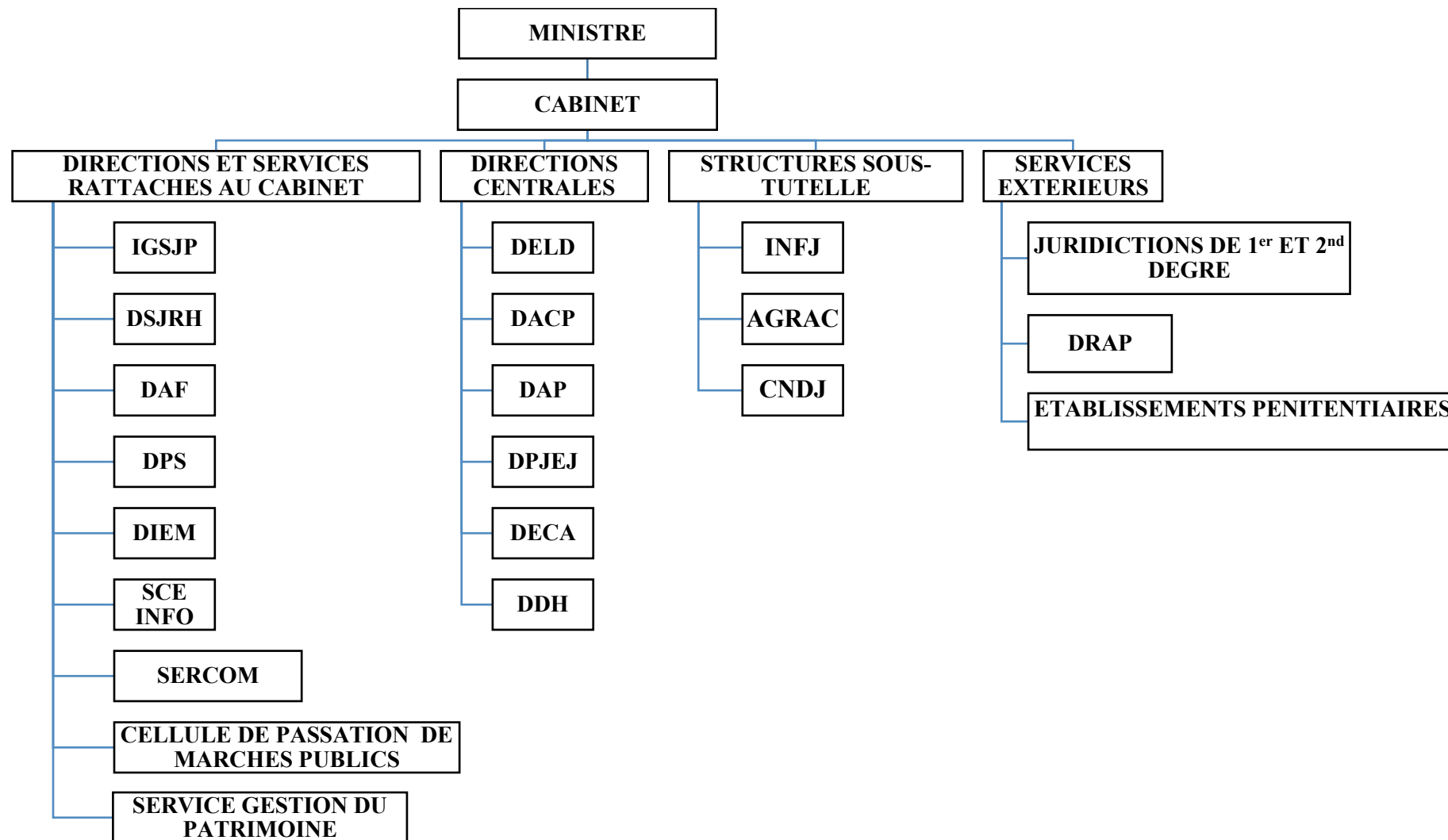
La Direction Générale de l'AGRAC comprend :

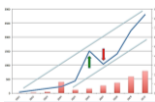
- ❖ *La Direction des Affaires juridiques ;*
- ❖ *La Direction des Opérations ;*
- ❖ *La Direction de l'Informatique, de la saisie et du traitement des données ;*
- ❖ *La Direction administrative, comptable et financière ;*
- ❖ *La Direction de la Communication.*

Les Directions de l'AGRAC sont dirigées par des directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de la Justice, sur proposition du Directeur Général.



I.1.6 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme





1.2 Organisation judiciaire

Le pouvoir judiciaire est indépendant et le Président de la République est le garant de cette indépendance, selon la Constitution. La Cour de cassation, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes sont les institutions juridictionnelles représentatives du pouvoir judiciaire. La justice est rendue par la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, les Cours d'appel, les tribunaux de première instance, les tribunaux administratifs et les chambres régionales des comptes.

Il existe, en outre, dans le dispositif constitutionnel ivoirien le Conseil Supérieur de la Magistrature.

1.2.1 Juridictions suprêmes et les institutions juridictionnelles spéciales

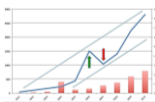
1.2.1.1 Juridictions suprêmes

Avec la réforme constitutionnelle du 19 mars 2020, la Cour suprême a été supprimée tandis que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ont été consacrés comme institutions de la République au même titre que la Cour des comptes.

La Cour de cassation veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire. Elle est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire et est dirigée par un Président nommé par le Président de la République pour une durée de 05 ans renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020 le Président de la République a signé le décret portant nomination du Président actuel de la Cour de cassation, conformément à l'article 150 nouveau de la Constitution.

Le Conseil d'Etat veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre administratif. Il est la plus haute juridiction de l'ordre administratif et est dirigé par un président nommé par le Président de la République pour une durée de 05 ans renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020, le Président de la République a signé le décret portant nomination du Président actuel du Conseil d'Etat, conformément à l'article 150 nouveau de la Constitution.

La Cour des comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. Elle a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'Etat, des institutions publiques nationales, des collectivités territoriales, des autorités administratives indépendantes et de toute organisation bénéficiant du soutien financier des entreprises publiques et de leurs filiales. A cet égard, elle veille à la bonne utilisation des prêts, fonds et actifs gérés par les services de l'Etat et par d'autres entités publiques. Elle supervise l'exécution des lois de finances (budget de l'Etat) et se prononce sur la régularité et l'exactitude des comptes ainsi que sur la gestion générale des entreprises publiques, semi-publiques et bénéficiant d'un soutien financier public. La Cour des comptes est également chargée d'aider le Parlement et le Gouvernement. En effet, elle peut être consultée par le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le Conseil économique et social sur des questions économiques et financières ou sur la gestion des services de l'Etat et des collectivités publiques. Le Président de la Cour des comptes est nommé par le Président de la République pour une durée de cinq ans renouvelables une (01) fois.



I.2.1.2 Conseil Supérieur de la Magistrature et les juridictions spéciales

Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) examine les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats. Il fait également des propositions de nomination des magistrats des juridictions suprêmes, des premiers présidents des Cours d'appel et des présidents des tribunaux de première instance. Le Conseil Supérieur de la Magistrature est présidé par une personnalité nommée par le Président de la République parmi les hauts magistrats en fonction ou à la retraite.

Il existe, par ailleurs, dans le dispositif constitutionnel ivoirien deux juridictions spéciales : la Haute Cour de Justice et le Conseil Constitutionnel.

I.2.2 Juridictions de second degré

Les Cours d'Appel et les Cours Administratives d'Appel³ constituent les juridictions de second degré. Elles regroupent les magistrats du siège que sont le Premier Président, les Présidents de chambre et les Conseillers, ainsi que les magistrats du Ministère Public, comprenant le Procureur Général, les Avocats Généraux et les Substituts du Procureur Général. Elles comprennent également un Greffe dirigé par un Greffier en Chef placé sous le contrôle et l'autorité du Premier Président.

Les juridictions de second degré sont compétentes pour connaître des appels formés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré.

Au sein de chaque Cour d'appel existe une ou plusieurs chambres d'instruction et des chambres de jugements.

La chambre d'instruction est une juridiction d'instruction du second degré. Elle connaît des affaires renvoyées devant elle par les juridictions d'instruction de premier degré (juge d'instruction et juge des enfants), des appels contre les décisions rendues par ces dernières et des demandes en matière de détention préventive et de contrôle judiciaire. Elle est composée d'un Président de chambre et de deux ou plusieurs conseillers exclusivement nommés dans cette fonction.

La Cours d'Appel et la Cours Administrative d'Appel comprennent des chambres de jugement, compétentes pour connaître des appels exercés contre des décisions rendues par les juridictions de jugement du premier degré.

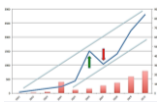
Il existe Cinq Cours d'Appel : Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo et la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan. La Cour d'Appel de commerce d'Abidjan est une juridiction spécialisée, qui connaît des appels exercés contre les décisions rendues par le Tribunal de commerce d'Abidjan.

Il convient de préciser que la Cour d'appel de commerce d'Abidjan ne dispose pas de parquet général. Les dossiers nécessitant l'intervention du ministère public sont communiqués au parquet général près la Cour d'appel d'Abidjan.

I.2.3 Juridictions de premier degré

Les Juridictions de premier degré comprennent les Tribunaux de Première Instance, les Tribunaux Administratifs et les Chambres Régionales de Compte.

³ Elles ne sont pas encore fonctionnelles.



Au niveau du premier degré de juridiction, on distingue, au regard des innovations législatives intervenues, 41 tribunaux de premières instances dont les tribunaux spécialisés que sont le Tribunal de commerce d'Abidjan (TCA) et le Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF).

Le TCA est chargée de résoudre les litiges commerciaux survenus dans la ville d'Abidjan, tandis que le PPEF connaît des infractions économiques et financières qui sont d'une gravité et d'une complexité particulière. Le PPEF a une compétence territoriale nationale.

I.2.3.1 Compétences des tribunaux de première instance

❖ Compétence d'attribution

Les TPI, aux termes de l'article 5 du Code de procédure civile, commerciale et administrative (CPCCA) connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales, administratives⁴ et fiscales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une juridiction en raison de la nature de l'affaire.

La compétence du tribunal est déterminée en fonction de la nature de l'affaire ou en fonction du montant de l'intérêt des litiges. Les TPI, à l'exception du TCA sont des juridictions de droit commun et ont une compétence de principe, selon l'article 5 cité.

L'article 6 du CPCCA précise, en outre, que le tribunal statue en toute matière et en 1^{er} ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à 500 000 FCFA ou dont le montant est indéterminé, ainsi que sur celles relatives à l'état des personnes, celles mettant en cause une personne publique et celles statuant sur la compétence.

En matière civile et commerciale, le tribunal statue en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas 500 000 FCFA.

En vertu des dispositions qui précèdent, il n'est donc pas possible d'interjeter appel contre une décision du tribunal statuant en matière civile ou commerciale et dont le montant de l'affaire est inférieur ou égal à 500 000 F CFA.

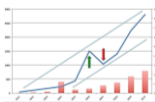
En matière sociale, l'article 81.29 du Code du travail, le tribunal statue en premier et dernier ressort lorsque le chiffre de la demande n'excède pas dix fois le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G). Au-delà de cette somme, il statue à charge d'appel.

❖ Compétence territoriale

La compétence des tribunaux de première instance, suivant les prescriptions de l'article 10 CPCCA, s'étend à son ressort territorial propre, à l'exclusion du ressort territorial propre des sections qui lui sont rattachées.

Par ailleurs, cette compétence s'apprécie, soit suivant le domicile réel ou élu de la personne contre qui l'action est dirigée, soit en considération, au regard des articles 12 et suivants CPCCA, de la nature de l'affaire. Ainsi, en matière immobilière ou en matière mixte immobilière le tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble litigieux. S'agissant des demandes entre héritiers, celui du lieu de l'ouverture de la succession. Le tribunal territorialement compétent en matière

⁴ En attendant la mise en fonction des tribunaux administratifs



administrative est celui du lieu d'affectation de l'agent pour tout litige d'ordre individuel intéressant les fonctionnaires ou les agents au service de l'Etat ou d'une collectivité publique.

Une fois saisi, le tribunal apprécie cette compétence, conformément aux spécificités de la loi.

I.2.3.2 Quelques juridictions spécifiques

❖ Juridiction présidentielle

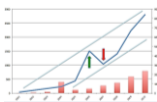
Il est question d'envisager les attributions autonomes du Président du tribunal. Celui-ci constitue une juridiction à juge unique, distincte de la juridiction du tribunal. Ainsi le Président du tribunal est soit juge des référés, soit juge des requêtes. Les fonctions de référé forment avec celle des requêtes le domaine de compétence propre du Président du tribunal. On parle de juridiction présidentielle justement à leur propos.

En tant que juge des référés, la compétence du Président du tribunal est logée dans l'article 221 du CPCCA. La lecture de cette disposition donne d'observer que la compétence du juge des référés s'étend à trois (3) hypothèses :

- **L'urgence** : la compétence du juge des référés est d'abord fondée sur les cas d'urgence. L'urgence est une notion à contenu variable qui est appréciée caustiquement. En toute hypothèse, le juge tiendra compte de l'intérêt que peut avoir le demandeur à obtenir rapidement une décision conservatoire ;
- **Les difficultés d'exécution d'une décision de justice** : le juge des référés est en effet compétent lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés d'exécution d'un titre exécutoire (acte écrit, lequel peut être la grosse d'un jugement ou un acte de notoriété revêtu de la formule exécutoire. Par extension il peut s'agir d'un acte auquel une disposition de la loi reconnaît la valeur d'un titre exécutoire) ;
- **Les délais de grâces** : le Président du tribunal est également compétent pour accorder des délais de grâce prévus par l'article 1244 du Code civil.
- En tant que juge des requêtes, le Président du tribunal peut prendre des ordonnances sur requête. Aux termes de l'article 231 du CPCCA, « les ordonnances sur requête sont des décisions que rend un magistrat, sur la demande d'une partie, présentée en la forme d'une requête et sans qu'aucune partie soit appelée pour y contredire éventuellement ». La requête saisissant le Président du tribunal se rapporte à des situations qui bien que litigieuses, exigent qu'une décision soit prise à l'insu de l'adversaire qu'elle concerne. Par conséquent, la requête devra être accompagnée de tous les documents justificatifs.

❖ Le tribunal du travail

Le tribunal du travail siège en formation collégiale. Son président est, en principe, le Président du TPI ou de la section de tribunal de la localité concernée, sauf s'il désigne un magistrat à cet effet. Les autres membres de ce collège de juges sont les deux (2) assesseurs représentant respectivement les employeurs et les travailleurs. Il faut relever que, pour chaque affaire, le Président désigne autant que possible les assesseurs employeurs et travailleurs appartenant à la catégorie professionnelle intéressée.

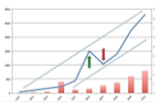


Suivant l'article 81.7 du Code du travail : « les tribunaux du travail connaissent des différends individuels pouvant s'élever à l'occasion du contrat de travail ou d'apprentissage, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles entre les travailleurs ou apprentis et leurs employeurs ou maîtres ».

Ces tribunaux sont également compétents pour se prononcer sur tous les différends individuels relatifs à la validité et à l'exécution des conventions collectives et règlements en tenant lieu. Leur compétence s'étend aussi aux litiges entre travailleurs ou apprentis à l'occasion des contrats de travail ou d'apprentissage.

❖ **Les juridictions répressives**

- **Le tribunal criminel**, innovation de la loi N° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale (CPP), est une juridiction instituée au siège des tribunaux de première instance. Il est compétent pour juger en premier ressort les individus renvoyés devant lui par l'arrêt de mise en accusation de la chambre d'instruction. Il ne peut connaître d'aucune autre accusation et sa décision est susceptible d'appel devant la chambre criminelle de la Cour d'appel du ressort. Il connaît des affaires criminelles instruites dans le ressort du TPI. Toutefois, suivant l'article 263 du Code de procédure pénale (CPP) « le premier président peut, sur réquisition du procureur général, décider par ordonnance motivée que tout ou partie des affaires criminelles soient jugées au siège d'un tribunal autre que celui dans le ressort duquel elles ont été instruites ». Exceptionnellement, le Garde des Sceaux peut décider, sur requête du procureur général, après avis du premier président, qu'un crime soit jugé par un tribunal situé dans le ressort d'une Cour d'appel autre que celle dans le ressort de laquelle l'affaire a été instruite. Le tribunal criminel comprend le président du tribunal et quatre assesseurs, tous magistrats. En cas d'empêchement, le président du tribunal est remplacé par un vice-président du tribunal ou le juge le plus ancien dans le grade le plus élevé. Les fonctions du ministère public sont exercées par le procureur de la République près le tribunal, siège du tribunal criminel ou par l'un de ses substituts. Celles du greffe sont exercées par le greffier en chef ou un greffier du siège du tribunal criminel, choisi par le greffier en chef. Il existe, en outre, un **tribunal criminel pour mineur** chargé de juger les mineurs âgés de seize ans au moins, accusé de crime. Ce tribunal se réunit durant la session du tribunal criminel. Il se compose d'un président, de deux membres magistrats et de deux assesseurs non-magistrats nommés par arrêté du ministre de la Justice conformément à l'article 821 CPP.
- **Le tribunal correctionnel** est la juridiction compétente pour connaître des délits. Il connaît également des contraventions qui forment avec l'infraction déferée devant lui un ensemble indivisible. Le tribunal correctionnel territorialement compétent est celui du lieu de commission de l'infraction ou de la tentative, celui de la résidence du prévenu ou celui d'arrestation de ce dernier, même lorsque cette arrestation a été opérée pour une autre cause. Le tribunal correctionnel statue lorsqu'il est saisi soit par procès-verbal d'interrogatoire en cas de flagrant délit, soit par le renvoi qui lui en est fait par les juridictions d'instruction, par l'avertissement des parties ou la convocation par officier de police judiciaire dans les conditions prévues par la loi, ou par la citation délivrée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables de l'infraction.
- **Le tribunal de simple police** connaît des contraventions. Sont des contraventions, les infractions que la loi punit d'une peine d'un jour au moins à deux mois au plus d'emprisonnement, et d'une peine d'amende inférieure ou égale à 360 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement. Les



attributions dévolues au tribunal de simple police sont exercées par les tribunaux de première instance et les sections de tribunaux.

- **Le tribunal pour enfant** connaît des affaires renvoyées devant lui par les juridictions d'instruction. Il est composé du juge des enfants, président, et de deux assesseurs. Les assesseurs sont nommés pour quatre ans par arrêté du ministre de la Justice sur proposition du juge des enfants. Le tribunal pour enfant connaît des délits et des crimes commis par les mineurs de seize ans. Il reste également saisi à l'égard du mineur âgé de moins de seize ans lorsqu'il décide d'appliquer une qualification criminelle aux faits dont il avait été saisi sous une qualification correctionnelle. Il ordonne, dans ce cas, un complément d'information.
- **Le Pôle Pénal Economique et Financier** est une juridiction spécialisée. Cette juridiction de premier degré, créée par la loi n° 2022-193 du 11 mars 2022, est chargée de l'enquête, de la poursuite et de l'instruction et du jugement des infractions économiques et financières qui sont ou apparaissent d'une gravité ou d'une complexité particulière, en raison :
 - De la pluralité des auteurs, complices ou victimes ;
 - Du ressort géographique sur lequel elles s'étendent ;
 - Du caractère transnational ;
 - De l'importance des flux financiers (excéder cent millions) ;
 - De la gravité des conséquences de l'infraction ou dommages qui en résultent.

Le Pôle Pénal Economique et Financier couvre l'ensemble du territoire national.

Le siège du Pôle Pénal Economique et Financier est composé :

- D'un président ;
- De deux vice-présidents ;
- De trois juges d'instruction ;
- De cinq juges d'instance.

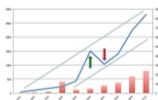
Le Parquet du Pôle comprend :

- Un procureur de la République ;
- Deux procureurs adjoints de la République ;
- De deux substituts du procureur.

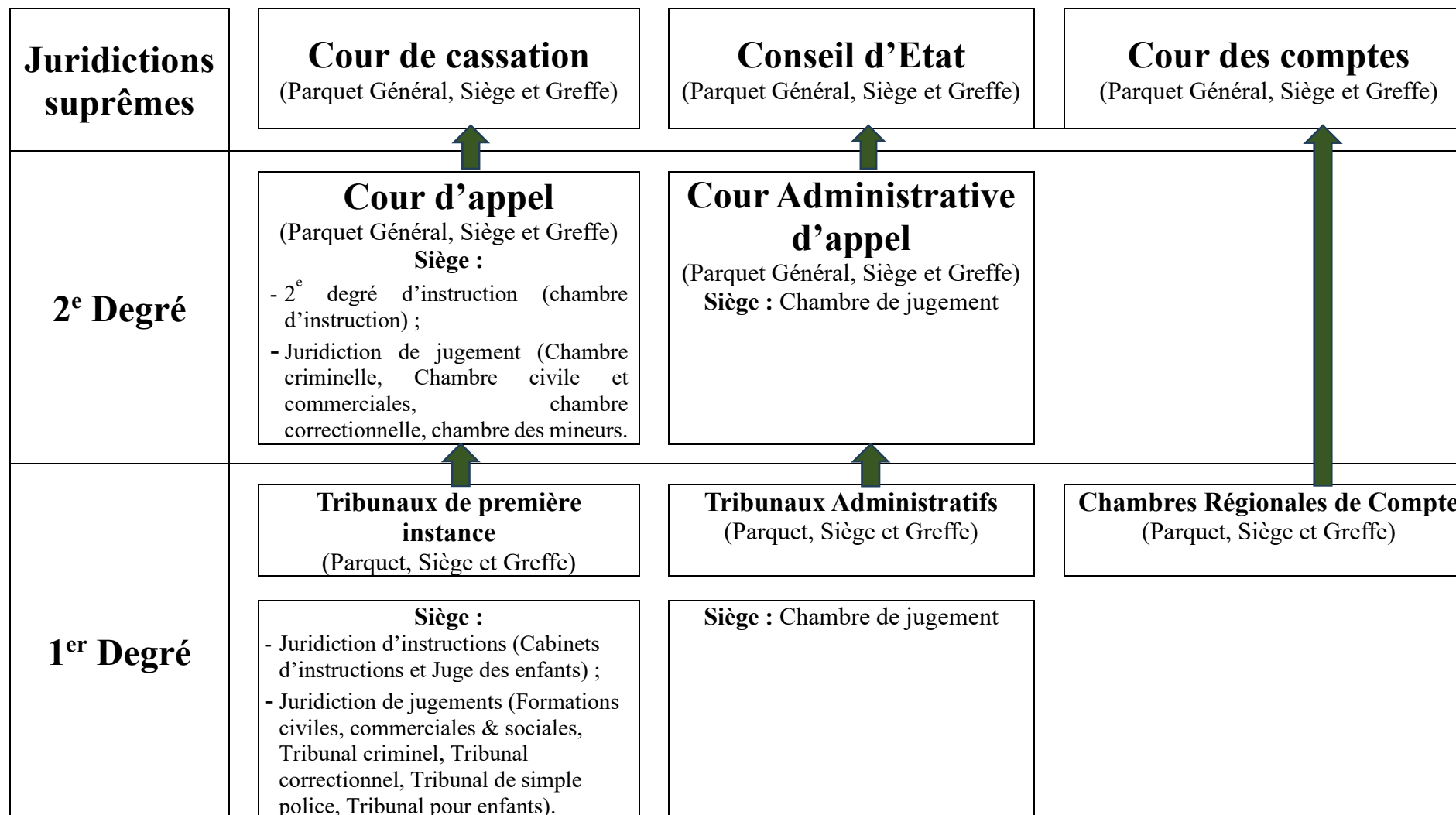
Le Greffe du Pôle est composé :

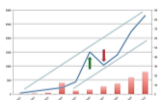
- D'un greffier en chef ;
- De greffiers ;
- De personnel administratif.

Le Pôle comprend également des unités spécialisées de police et de gendarmerie. Elles sont appuyées par des agents d'encadrements pénitentiaires.



I.2.4 Synoptique du système juridictionnel et pénitentiaire de la Côte d'Ivoire





II. CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES

II.1 Cartographie des juridictions

Tableau 1: Nombre de juridictions par ressort de Cour d'appel en 2025

	Abidjan	Commerce	Bouaké	Korhogo	Daloa	Total
<i>Cours d'Appel</i>	1	1	1	1	1	5
<i>Tribunaux de Première Instance</i>	16	1	6	3	15	41
Total	17	2	7	4	16	46

Tableau 2: Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel en 2025

Cour d'Appel (CA)	Tribunal de Première Instance	Cour d'Appel (CA)	Tribunal de Première Instance
CA Abidjan	Abidjan	CA Commerce d'Abidjan	Tribunal de commerce d'Abidjan (TCA)
	Pôle Pénal Economique et Financier	CA Daloa	Daloa
	Bingerville		Issia
	Abobo		Séguéla
	Grand Bassam		Bouaflé
	Aboisso		Sinfra
	Adzopé		Gagnoa
	Agboville		Oumé
	Yopougon		Man
	Dabou		Danané
	Tiassalé		Guiglo
	Abengourou		Touba
	Bondoukou		San Pédro
	Bouna		Sassandra
	Divo		Soubre
	Lakota		Tabou
CA Bouaké	Bouaké	CA Korhogo	Korhogo
	Bongouanou		Boundiali
	Dimbokro		Odienné
	Katiola		
	M'Bahiakro		
	Toumodi		

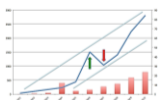


Tableau 3: Répartition des tribunaux du ressort des Cours d'appel d'Abidjan et de commerce par circonscription administrative en 2025

<i>Tribunaux</i>	Districts ou régions	Départements
<i>Pôle Pénal Economique et Financier</i>	National	
<i>TPI Abidjan</i>	District Autonome d’Abidjan	Abidjan
<i>TPI Yopougon</i>		
<i>TPI Bingerville</i>		
<i>TPI Abobo</i>		
<i>Tribunal de Commerce d’Abidjan</i>		
<i>TPI Abengourou</i>	Région de l’Indénié-Djuablin	Abengourou
		Agnibilékrou
		Béttié
<i>TPI Aboisso</i>	Région du Sud-Comoé	Aboisso
		Adiaké
		Tiapoum
<i>TPI Grand-Bassam</i>		Grand-Bassam
<i>TPI Adzopé</i>	Région de la Mé	Adzopé
		Akoupé
<i>TPI Agboville</i>	Région de l’Agnéby-Tiassa	Agboville
<i>TPI Tiassalé</i>		Tiassalé
		Sikensi
		Taabo
<i>TPI Divo</i>	Région du Gbôklè	Fresco
	Région du Loh-Djiboua	Divo
<i>TPI Lakota</i>		
		Lakota
<i>TPI Dabou</i>	Région des Grands Ponts	Dabou
		Grand-Lahou
		Jacqueville
<i>TPI Bondoukou</i>	Gontougo	Bondoukou
		Koun-Fao
		Sandégué
		Tanda
		Transua
<i>TPI Bouna</i>	Boukani	Bouna
		Doropo
		Nassian
		Téhini

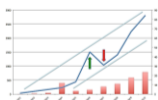


Tableau 4: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Bouaké par circonscription administrative en 2025

<i>Tribunaux</i>	<i>Districts ou Régions</i>	<i>Départements</i>
<i>TPI Bouaké</i>	Région du Gbèkè	Bouaké
		Botro
		Béoumi
		Sakassou
<i>TPI Toumodi</i>	Région du Béliér	Tiébissou
		Didiévi
		Toumodi
		Djékanou
<i>TPI M'bahiakro</i>	District Autonome de Yamoussoukro	Attiégouakro
		Yamoussoukro
<i>TPI Bongouanou</i>	Région de l'Iffou	M'bahiakro
		Ouellé
		Prikro
		Daoukro
<i>TPI Dimbokro</i>	Région du Moronou	Bongouanou
		M'batto
		Arrah
		Dimbokro
<i>TPI Katiola</i>	Région du N'Zi	Bocanda
		Kouassi Kouassikro
		Dabakala
		Katiola
<i>TPI Katiola</i>	Région du Hambol	Niakaramandougou

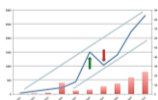


Tableau 5: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Daloa par circonscription administrative en 2025

<i>Tribunaux</i>	<i>Districts ou régions</i>	<i>Départements</i>
<i>TPI Daloa</i>	Région du Haut-Sassandra	Daloa
		Vavoua
		Zoukougbeu
<i>TPI Issia</i>		Issia
<i>TPI Séguéla</i>	Région du Bere	Dianra
		Kounahiri
		Mankono
	Région du Worodougou	Kani
		Seguela
<i>TPI Bouaflé</i>	Région de la Marahoué	Bouaflé
		Zuenoula
		Gohitafla
<i>TPI Sinfra</i>		Sinfra
<i>TPI Gagnoa</i>	Région du Goh	Gagnoa
<i>TPI Oumé</i>		Oumé
<i>TPI Danané</i>	Région du Tonkpi	Zouan-Hounien
		Danané
		Biankouma
		Sipilou
		Man
<i>TPI Man</i>	Région du Guémon	Bangolo
		Kouibly
		Facobly
		Duekoué
	Région du Cavally	Bloulequin
		Guiglo
		Tai
		Toulepleu
<i>TPI Touba</i>	Région du Bafing	Koro
		Ouaninou
		Touba
<i>TPI San-Pedro</i>	Région de San-pédro	San Pedro
<i>TPI Tabou</i>		Tabou
<i>TPI Soubré</i>	Région de la Nawa	Buyo
		Méagui
		Soubré
		Gueyo
<i>TPI Sassandra</i>	Région du Gbôklé	Sassandra

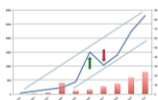
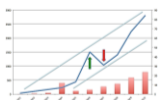
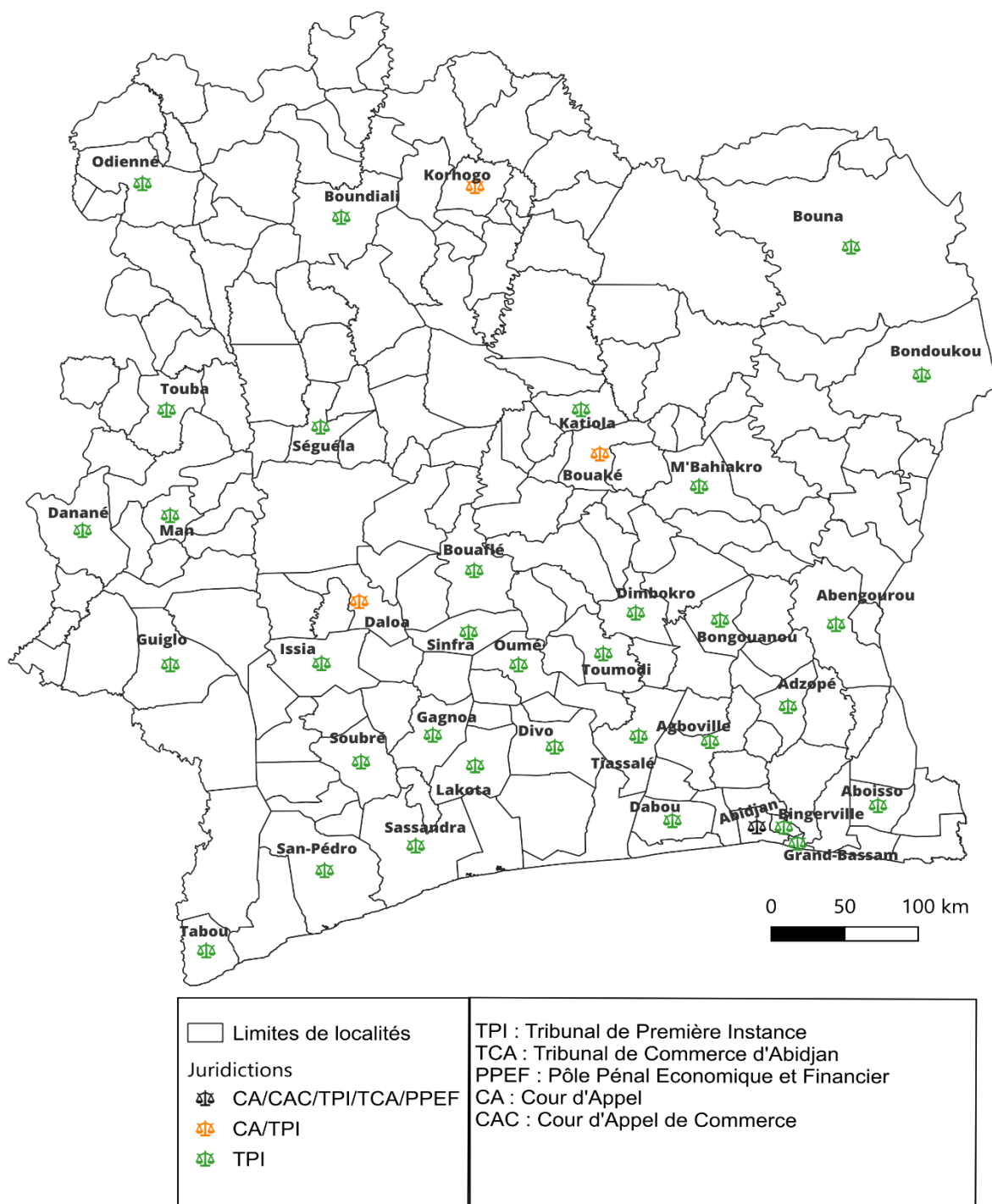


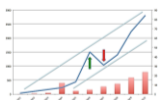
Tableau 6: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Korhogo par circonscription administrative en 2025

Tribunaux	Districts ou Régions	Départements
<i>TPI Korhogo</i>	Région du Tchologo	Ferkessedougou
		Kong
		Ouangolodougou
	Région du Pôro	Dikodougou
		M'bengué
		Korhogo
		Sinématiali
<i>TPI Boundiali</i>	Région de la Bagoué	Boundiali
		Kouto
		Tengrela
<i>TPI Odienné</i>	Région du Folon	Kaniasso
		Minignan
	Région du Kabadougou	Gbeleban
		Madiniani
		Odienné
		Samatiguila
		Séguélon

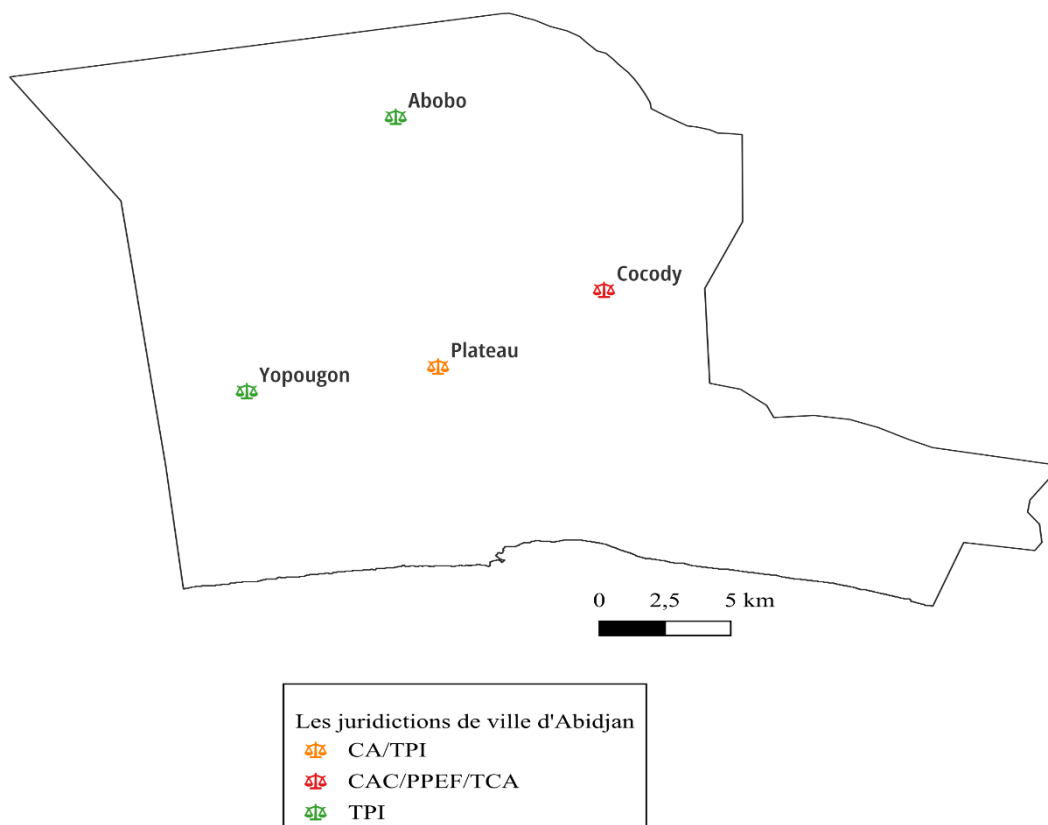


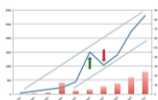
Carte 1 : carte des juridictions





Carte 2 : Carte des juridictions d'Abidjan





II.2 Cartographie des établissements pénitentiaires

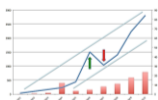
Tableau 7: Nombre d'établissements pénitentiaires en 2025

	Abidjan	Bouaké	Korhogo	Daloa	Total
<i>Maison d'Arrêt</i>	01	--	--	--	01
<i>Maison Pénale</i>	01	01	--	--	02
<i>Maison d'Arrêt et de Correction</i>	13	06	03	15	37
<i>Maison de Correction</i>	--	01	--	--	01
<i>Total</i>	15	08	03	15	41

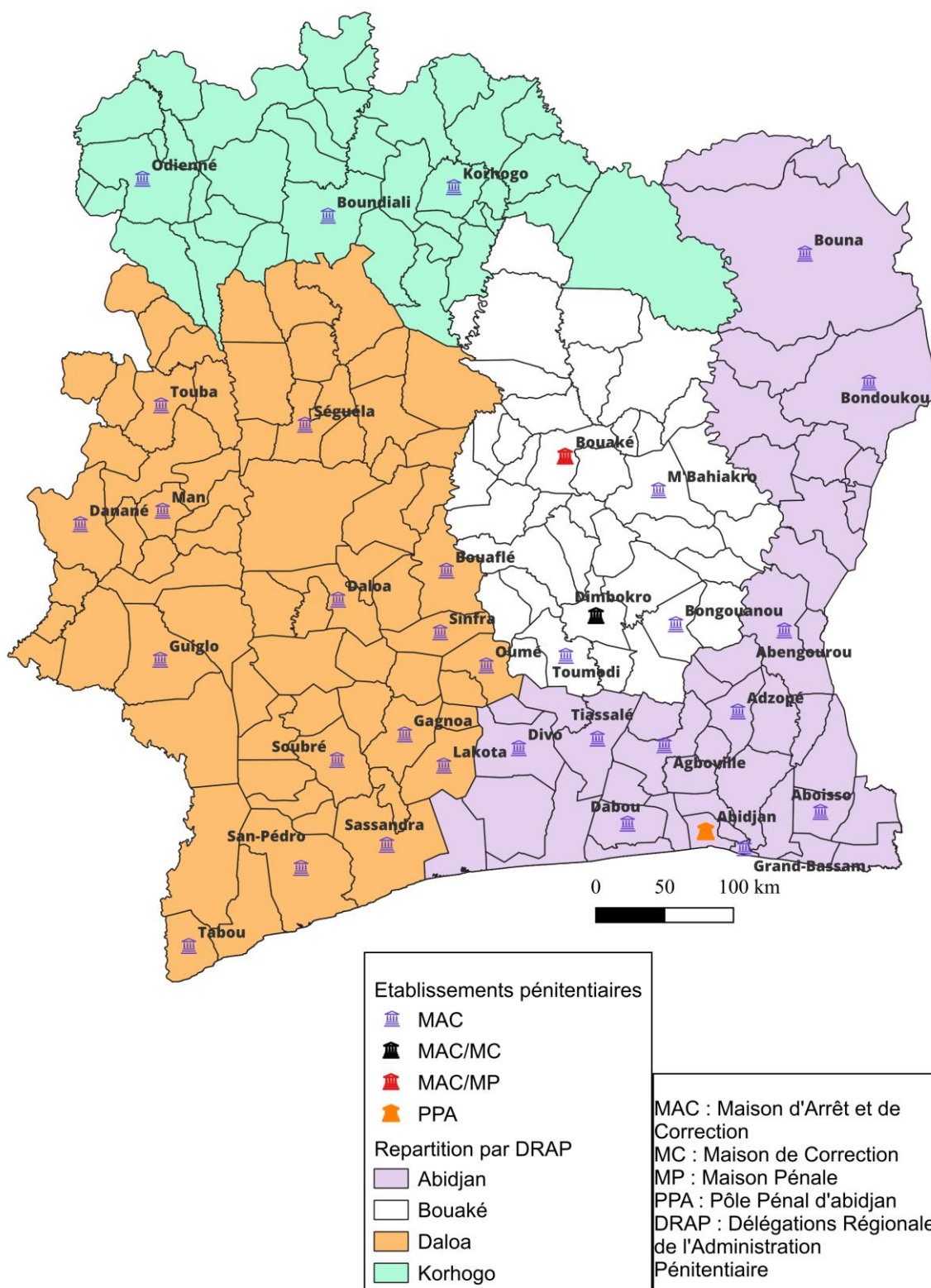
Tableau 8: Répartition des établissements pénitentiaires et des centres pour mineurs par ressort de Cour d'Appel en 2025

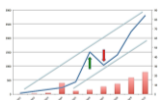
	Abidjan	Bouaké	Daloa	Korhogo
<i>Maison d'arrêt</i>	Abidjan			
<i>Maison pénale</i>	Abidjan	Bouaké	-	
<i>Maison d'arrêt et de correction</i>	Abidjan* Abengourou Aboisso Adzopé Agboville Bondoukou Bouna Dabou Divo Grand-Bassam Tiassalé	Bongouanou Bouaké Dimbokro Katiola M'Bahiakro Toumodi	Bouaflé Daloa Danané Gagnoa Guiglo Lakota Man Oumé San-Pedro Sassandra Séguéla Sinfra Soubré Tabou Touba	Boundiali Korhogo Odienné
<i>Maison de correction</i>	-	Ferme pénitentiaire de Saliakro	-	

* Trois (03) MAC au sein du Pôle Pénitentiaire d'Abidjan : MAC ; MAC pour Homme et MAC pour Femmes et Mineurs



Carte 3 : Carte des établissements pénitentiaires





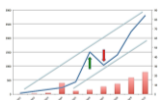
II.3 Cartographie des structures extérieures de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

Tableau 9: Nombre des services extérieurs de la DPJEEJ par ressort de Cour d'Appel en 2025

	Abidjan	Bouaké	Daloa	Korhogo	TOTAL
SPJEEJ	15	6	15	3	39
CHPM	1	--	--	--	1
COM	1	1	1	--	3
SPJMC	11	5	14	3	33
CRM	1	1	--	--	2
TOTAL	29	13	30	6	78

Tableau 10: Répartition des services extérieurs de la DPJEEJ par ressort de Cour d'Appel en 2025

	Abidjan	Bouaké	Daloa	Korhogo
SPJEEJ	Abengourou Abidjan Plateau Abobo Aboisso Adzopé Agboville Bingerville Bondoukou Bouna Dabou Divo Grand-Bassam Lakota Tiassalé Yopougon	Bouaké Bongouanou Dimbokro Katiola M'Bahiakro Toumodi	Daloa Issia Séguéla Bouaflé Sinfra Gagnoa Oumé Man Danané Guiglo Touba San Pédro Sassandra Soubré Tabou	Korhogo Boundiali Odienné
CHPM	Abidjan	--	--	--
COM	Bingerville	Bouaké	Man	
SPJMC	Abengourou Abidjan Aboisso Adzopé Agboville Bondoukou Bouna Dabou Divo Grand-Bassam Tiassalé	Bongouanou Dimbokro Katiola M'Bahiakro Toumodi	Bouaflé Daloa Danané Gagnoa Guiglo Lakota Oumé San-Pedro Sassandra Séguéla Sinfra Soubré Tabou Touba	Boundiali Korhogo Odienné
CRM	Dabou	Bouaké	--	--



III. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

III.1 Ressources humaines

Tableau 11: Effectif du personnel du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes	492	523	552	562	568	1,1%
	Femmes	188	204	222	232	234	0,9%
	Total	680	727	774	794	802	1,0%
Greffiers	Hommes	712	782	761	754	770	2,1%
	Femmes	228	305	302	331	360	8,8%
	Total	940	1 087	1 063	1 085	1 130	4,2%
PJEJ	Hommes	143	125	147	172	213	23,8%
	Femmes	76	81	89	126	174	38,1%
	Total	219	206	236	298	387	29,9%
Pénitentiaires	Hommes	2 434	2624	2672	2680	2738	2,2%
	Femmes	376	429	411	427	452	5,9%
	Total	2 810	3 053	3 083	3 107	3 190	2,7%
Interministériels	Hommes	519	917	1026	955	980	2,6%
	Femmes	462	739	933	903	936	3,7%
	Total	981	1 656	1 959	1 858	1 916	3,1%
Total national	Hommes	4 300	5 025	5159	5123	5 269	2,9%
	Femmes	1 330	1 776	1957	2019	2 156	6,8%
	Total	5 630	6 801	7 116	7 142	7 425	4,0%

Tableau 12: Personnel des Cours d'Appel et des Tribunaux

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes	314	318	288	310	332	7,1%
	Femmes	133	139	127	138	138	0,0%
	Total	447	457	415	448	470	4,9%
Greffiers	Hommes	605	609	571	605	602	-0,5%
	Femmes	193	203	239	253	282	11,5%
	Total	798	812	811	859	885	3,0%
PJEJ	Hommes	104	132	114	129	125	-3,1%
	Femmes	72	82	69	92	111	20,7%
	Total	176	214	183	221	236	6,8%
Pénitentiaires	Hommes	149	250	290	324	318	-1,9%
	Femmes	195	270	318	385	382	-0,8%
	Total	344	520	608	709	700	-1,3%
Interministériels	Hommes	167	168	164	163	162	-0,6%
	Femmes	185	187	200	198	202	2,0%
	Total	352	355	364	361	364	0,8%
Total national	Hommes	1 339	1 477	1 427	1 531	1 539	0,5%
	Femmes	778	881	953	1 066	1 115	4,6%
	Total	2 117	2 358	2 381	2 598	2 655	2,2%

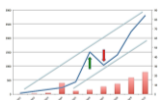


Tableau 13: Personnel des Cours d'appel d'Abidjan et des tribunaux du ressort*

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes	140	136	118	133	139	4,5%
	Femmes	115	110	105	115	112	-2,6%
	Total	255	246	223	248	251	1,2%
Greffiers	Hommes	291	278	270	301	299	-0,7%
	Femmes	131	150	157	177	189	6,8%
	Total	422	428	428	479	489	2,1%
PJEJ	Hommes	74	95	107	136	125	-8,1%
	Femmes	134	172	199	252	242	-4,0%
	Total	208	267	306	388	367	-5,4%
Pénitentiaires	Hommes	36	38	42	46	41	-10,9%
	Femmes	40	48	39	53	61	15,1%
	Total	76	86	81	99	102	3,0%
Interministériels	Hommes	86	90	83	87	82	-5,7%
	Femmes	95	106	107	109	107	-1,8%
	Total	181	196	190	196	189	-3,6%
Total national	Hommes	627	637	620	703	686	-2,4%
	Femmes	515	586	607	706	711	0,7%
	Total	1 142	1 223	1 228	1 410	1 398	-0,9%

(*) Y compris la Cour d'appel de Commerce d'Abidjan

Tableau 14: Personnel de la Cour d'appel de Bouaké et des tribunaux du ressort

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes	74	53	45	50	57	14,0%
	Femmes	5	9	8	8	9	12,5%
	Total	79	62	53	58	66	13,8%
Greffiers	Hommes	137	88	78	78	79	1,3%
	Femmes	26	23	26	28	34	21,4%
	Total	163	111	104	106	113	6,6%
PJEJ	Hommes	27	52	61	61	63	3,3%
	Femmes	16	26	41	51	49	-3,9%
	Total	43	78	102	112	112	0,0%
Pénitentiaires	Hommes	35	43	20	23	23	0,0%
	Femmes	22	8	9	10	15	50,0%
	Total	57	51	29	33	38	15,2%
Interministériels	Hommes	45	29	28	23	26	13,0%
	Femmes	37	26	26	28	30	7,1%
	Total	82	55	54	51	56	9,8%
Total national	Hommes	318	265	232	235	248	5,5%
	Femmes	106	92	110	125	137	9,6%
	Total	424	357	342	360	385	6,9%

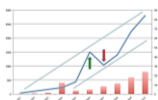


Tableau 15: Personnel de la Cour d'appel de Daloa et des tribunaux du ressort

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes	100	99	96	95	100	5,3%
	Femmes	12	20	14	15	17	13,3%
	Total	113	119	110	110	117	6,4%
Greffiers	Hommes	177	202	188	188	185	-1,6%
	Femmes	36	25	46	39	51	30,8%
	Total	213	227	234	227	236	4,0%
PJEJ	Hommes	41	44	44	52	51	-1,9%
	Femmes	16	20	15	23	28	21,7%
	Total	57	64	59	75	79	5,3%
Pénitentiaires	Hommes	40	73	87	92	95	3,3%
	Femmes	39	52	58	59	68	15,3%
	Total	79	125	145	151	163	7,9%
Interministériels	Hommes	36	38	35	35	37	5,7%
	Femmes	53	47	47	41	45	9,8%
	Total	89	85	82	76	82	7,9%
Total national	Hommes	394	456	450	462	468	1,3%
	Femmes	156	164	180	177	209	18,1%
	Total	551	620	630	639	677	5,9%

Tableau 16: Personnel de la Cour d'appel de Korhogo et des tribunaux du ressort

Année civile		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Magistrats	Hommes		30	29	32	36	12,5%
	Femmes		0	0	0	0	0,0%
	Total		30	29	32	36	12,5%
Greffiers	Hommes		41	35	38	39	2,6%
	Femmes		5	10	9	8	-11,1%
	Total		46	45	47	47	0,0%
PJEJ	Hommes		7	8	8	10	25,0%
	Femmes		6	6	6	7	16,7%
	Total		13	14	14	17	21,4%
Pénitentiaires	Hommes		30	35	35	35	0,0%
	Femmes		20	20	23	23	0,0%
	Total		50	55	58	58	0,0%
Interministériels	Hommes		11	18	18	17	-5,6%
	Femmes		8	20	20	20	0,0%
	Total		19	38	38	37	-2,6%
Total national	Hommes		119	125	131	137	4,6%
	Femmes		39	56	58	58	0,0%
	Total		158	181	189	195	3,2%

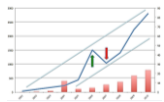
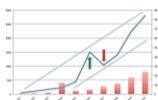


Tableau 17: Effectif du personnel des Cours d'appel et des tribunaux

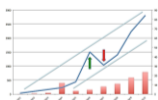
		Cours d'Appel (CA)					Tribunaux de Première Instance (TPI)				
		2021	2022	2022	2024	2025	2021	2022	2023	2024	2025
Magistrats	Hommes	96	98	98	100	99	218	220	190	210	233
	Femmes	36	37	39	39	33	97	102	88	99	105
	Total	132	135	137	139	132	315	322	278	309	338
Greffiers	Hommes	81	96	90	97	96	524	520	481	508	506
	Femmes	19	26	26	26	26	174	174	213	227	256
	Total	100	122	116	123	122	698	694	695	736	763
Personnels SPJEJ	Hommes	2	4	0	0	0	102	103	114	129	125
	Femmes	7	13	0	0	0	65	69	69	92	111
	Total	9	17	0	0	0	167	172	183	221	236
Interministériels	Hommes	19	50	40	52	42	130	200	250	272	276
	Femmes	25	48	36	58	36	170	222	282	327	346
	Total	44	98	76	110	78	300	422	532	599	622
Appui	Hommes	4	8	12	14	11	163	160	152	149	151
	Femmes	8	7	13	12	11	177	180	187	186	191
	Total	12	15	25	26	22	340	340	339	335	342
Total national	Hommes	202	256	240	263	248	1137	1203	1187	1268	1291
	Femmes	95	131	114	135	106	683	747	839	931	1009
	Total	297	387	354	398	354	1820	1950	2027	2200	2301



III.1.1 Ressources humaines des tribunaux et Cours d'appel

Tableau 18: Personnel des Cours d'appel et des tribunaux par emploi en 2025

	Magistrats	Greffiers	PJEJ	Interministériels	Appui	Total
CA Abidjan	52	46	0	0	0	98
CA Commerce	12	21	0	12	4	49
CA Daloa	26	22	0	20	1	69
CA Bouaké	27	19	0	23	3	72
CA Korhogo	15	14	0	23	14	66
Abengourou	3	15	5	21	7	51
Bondoukou	5	12	7	7	3	34
Bouna	4	12	6	4	6	32
TPI Abidjan	58	101	17	48	33	257
Aboisso	6	18	6	13	7	50
Adzopé	6	20	6	17	2	51
Agboville	8	21	5	19	7	60
Grand Bassam	6	21	6	22	9	64
Yopougon	29	56	27	57	54	223
Dabou	8	28	0	29	8	73
Tiassalé	5	14	5	16	4	44
Divo	11	22	8	17	10	68
Lakota	5	12	4	7	5	33
T Commerce	20	50	0	36	24	130
PPEF	0	0	0	0	0	0
Bingerville	13	20	0	42	6	81
Abobo	0	0	0	0	0	0
Bouaké	17	28	15	34	21	115
Bongouanou	5	13	5	12	8	43
Dimbokro	5	15	6	10	7	43
Katiola	2	11	4	8	2	27
M'Bahiakro	4	7	3	8	2	24
Toumodi	6	20	5	17	13	61
Korhogo	13	17	9	24	9	72
Boundiali	4	9	4	7	6	30
Odienné	4	7	4	4	8	27
Daloa	10	22	6	9	8	55
Issia	4	11	1	9	2	27
Séguéla	3	10	3	6	4	26
Soubre	2	17	7	12	7	45
Bouaflé	10	17	9	24	6	66
Sinfra	4	11	4	8	1	28
Gagnoa	11	22	6	17	11	67
Oumé	3	13	3	9	6	34
Man	11	16	8	16	10	61
Danané	4	14	4	0	0	22
Guiglo	6	12	6	5	8	37
Touba	4	6	4	2	6	22
San Pédro	11	18	9	14	3	55
Sassandra	5	11	6	8	5	35
Tabou	3	14	3	4	4	28



III.1.2 Ressources humaines des professions judiciaires

Tableau 19: Nombre de cabinets des professions judiciaires selon l'année

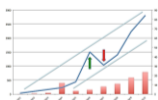
<i>Année civile</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Avocats</i>		//	//	//	//	//	//
<i>Notaires</i>	212	214	242	241	238	238	269
<i>Commissaires de Justice*</i>	441	335	327	310	355	351	417
<i>Conseils juridiques</i>	261	268	279	329	329	340	395
<i>Agents d'affaires</i>	608	599	648	660	792	792	992

*Conformément à la loi n°2018-974 du 27 décembre 2018, les Commissaires-priseurs et Huissiers de justice sont devenus des Commissaires de Justice.

Tableau 20: Répartition des titulaires de charge des professions judiciaires selon la profession, le sexe et l'année

		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Notaires	Hommes	84	63	69	68	85	85	109
	Femmes	128	151	173	173	153	153	160
	Total	212	214	242	241	238	238	269
Commissaires de justice	Hommes	369	282	269	252	307	306	357
	Femmes	72	53	58	58	48	45	60
	Total	441	335	327	310	355	351	417
Conseils juridiques	Hommes	202	206	242	260	260	285	293
	Femmes	59	62	37	69	69	55	102
	Total	261	268	279	329	329	340	395
Agents d'affaires	Hommes	568	559	491	603	715	715	891
	Femmes	40	40	157	57	77	77	92
	Cabinets*	//	//	//	//	//	//	9
	Total	608	599	648	660	792	792	992

* Le titulaire de charges est un groupe constitué en Cabinets.



III.2 Ressources financières

Tableau 21: Evolution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme en million de francs CFA

	2021	2022	2023	2024	2025
Part Etat					
Biens et services	21 705,2	30 783,7	31 091,6	28 465,6	36 871,1
Personnel	43 129,4	45 681,8	50 208,7	53 737,9	56 031,7
Investissement	7 108,0	14 670,8	20 055,0	21 506,4	26 639,7
Transferts	2 501,8	3 796,9	4 236,1	4 537,8	4 838,2
Total Etat	74444,4	94933,2	105591,4	108247,7	124380,6
Part bailleurs					
AFD/C2D Justice			4 000,00	5 000,00	5 242,4
GIZ		193,1	//	//	
UNICEF		//	103	163	169,9
PNUD		4 246,7	144,7	400,0	161,2
Total bailleurs		4 439,8	4 247,7	5 563,0	5 573,5

Tableau 22: Budgets alloués aux directions (en million de FCFA)

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Cabinet du GDS et ses directions et services rattachés						
Cabinet	327,6	143,8	89	153,7	128,7	-16,30%
IGSJP	56,9	67,7	55,5	68,6	68,7	0,10%
DSJRH	101,2	103	152,4	156,1	108,1	-30,70%
DAF	213,5	18 892,1	28 738,70	18 348,70	22836,2	24,50%
DPS	65	105	87,8	105	105	0,00%
DIEM	42,4	52,4	42,1	54,4	54,4	0,00%
Sce Info	7,7	11	11	11	11	0,20%
SerCom	13,9	16,9	55,8	68,9	68,9	0,00%
Directions centrales						
DELD	15,4	19,1	21,6	30,1	30,1	0,00%
DACP	26,1	31,9	22,7	36,5	36,5	0,00%
DAP	93,3	152,5	119,2	166	166	0,00%
DPJEJ	35,7	47,7	38,5	53,6	53,6	0,00%
DECA	18,2	24,5	46,7	55,2	55,2	0,00%
DDH	204,4	200	244,8	211,4	211,4	0,00%
Etablissements Publics Nationaux						
INFJ	2 343,6	2542,2	2846,5	2331,4	2 791,00	19,70%
CNDJ	366,1	417,1	541,7	584,9	566,2	-3,20%
AGRAC				1340,5	1 340,50	0,00%
Total	3 931,10	22 827,00	33 114,00	23 881,00	1 241,20	19,90%

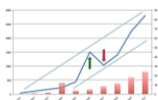


Tableau 23: Budgets alloués aux juridictions (en million de FCFA)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var.
CA Abidjan	19,9	19,7	16,5	19,6	19,7	0,70%
CA Bouaké	49,1	48,6	40,1	48,5	75,7	56,00%
CA Korhogo	0	96,5	62,6	96,4	146,5	52,00%
CA Daloa	20,5	39,3	50,9	58	108,1	86,30%
CA Commerce	130	263,7	116,2	130	130	0,00%
TPI Abidjan	99,2	99,2	77,4	92,5	99,2	7,20%
TPI Yopougon	18	18	11,8	17,9	19,3	7,80%
TPI Abengourou	14,8	14,5	11,8	14,5	14,5	0,10%
TPI Bouaké	16,5	15,9	12,2	19,4	14,6	-25,00%
TPI Bouaflé	15,6	15,4	11,9	14,1	14,1	0,00%
TPI Abobo					0	
TPI Bingerville			11,1	31,8	31,8	0,00%
TPI Daloa	17,5	17,5	12	14,6	14,7	0,60%
TPI San-Pédro	0	78,7	64,1	78,6	78,7	0,10%
TPI Gagnoa	14,6	14,6	12,3	14,5	14,6	0,60%
TPI Man	14,8	14,4	12,1	14,4	14,4	0,20%
Korhogo	15	14,5	11,7	10	14,5	45,00%
Tribunal de commerce	78,9	78,9	54,7	78,8	78,9	0,20%
PPEF	0	365,9	435,2	687,4	887,4	29,10%
TPI Aboisso	13,2	12,6	10,6	12,6	13,2	4,80%
TPI Adzopé	12,3	12,3	9	12,3	12,3	0,00%
TPI Agboville	12,4	12,1	10,2	12,2	12,1	-0,50%
TPI Bondoukou	12,6	12,6	10,6	12,5	12,6	0,40%
TPI Bongouanou	12,9	12,6	10,6	12,6	12,6	0,20%
TPI Bouna	13,1	13,1	11	13,1	13,1	-0,20%
TPI Boundiali	12,6	12,6	10,6	12,6	12,6	0,20%
TPI Dabou	13,2	12,7	10,4	12,6	12,7	0,60%
TPI Danané	13,2	13,1	11	13	13,1	0,40%
TPI Dimbokro	13,9	13,2	11	13,1	13,2	0,70%
TPI Divo	14,2	13,5	11,4	14,5	14,5	0,30%
TPI Gd-Bassam	12,4	12,4	9,1	12,3	12,5	1,60%
TPI Guiglo	14,6	14,1	11,9	14,1	14,1	0,00%
TPI Issia	14,9	14	11,5	14	14	0,00%
TPI Katiola	14,2	13,6	11,4	13,5	13,6	0,50%
TPI Lakota	13,1	13	10,8	13	13	0,30%
TPI M'Bahiakro	11,9	11,9	10	11,9	12,7	6,70%
TPI Odienné	13,8	13,5	11,3	13,5	13,5	0,00%
TPI Oumé	12,7	12,6	10,5	13,1	13,2	0,80%
TPI Sassandra	12,6	12,6	10,3	12,5	12,6	1,00%
TPI Séguéla	13,2	13,2	11	13,1	13,2	0,50%
TPI Sinfra	11,5	10,9	9,7	4,5	11,5	155,80%
TPI Soubré	13	13	10,9	11,5	13,3	15,80%
TPI Tabou	12,2	12,1	10,2	12,1	12,1	0,00%
TPI Touba	14,2	13,6	11,4	13,5	13,6	0,50%
TPI Tiassalé	12,5	12,2	10	12,1	12,2	0,80%
TPI Toumodi	12,5	12,4	10,4	12,3	12,4	0,80%
Total juridictions	877,3	1 560,80	1 311,40	1 779,10	2 126,10	19,50%

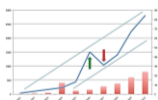


Tableau 24: Budgets alloués aux établissements pénitentiaires (en million de FCFA)

	2021	2022	2023	2024	2025
Maison pénal Bouaké	169,4	169,4	128,5	169,3	182,8
Ferme Saliakro	41,5	41,5	32,8		14,6

Délégation Régionale de l'Administration Pénitentiaire

Abidjan					20,1
Daloa					20,1
Bouaké					17,4
Korhogo					10

Maisons d'Arrêts et de Corrections (MAC)

Aboisso	46,8	46,8	17,1	46,8	48,9
Abengourou	83,9	83,9	70,5	83,8	51,2
Adzopé	40,5	43,4	36,8	43,4	33,2
Agboville	39,2	39,2	30,7	39,1	26,1
Bondoukou	41,2	41,2	31,7	41,1	52,7
Bongouanou	25,8	25,8	20,4	25,7	25,3
Bouaké	80,4	80,4	61	80,3	82,7
Bouaflé	52,7	52,7	44,5	52,7	53,8
Bouna	44,8	44,8	32,3	44,8	38,6
Boundiali	17,9	17,9	14,2	17,8	23,9
Dabou	49,4	51,7	41,7	51,7	37,5
Daloa	118,6	119	90,1	118,9	119,5
Danané	33,7	33,7	27,9	33,6	32,7
Dimbokro	66,6	67	50,4	66,9	47,0
Divo	41,3	41,4	33,3	41,1	50,9
Gagnoa	62,3	62,3	52,9	62,3	37,0
Gd-Bassam	31,1	33,7	26,8	33,7	31,3
Katiola	28,9	29	24,1	28,9	28,0
Korhogo	74,4	74,4	63	74,4	53,2
Lakota	17,6	17,6	13,7	17,5	18,6
Man	150,9	150,9	115,2	150,9	106,0
Guiglo				14,1	0
M'Bahiakro	11,8	11,8	8,6	11,8	11,4
Odienné	18,9	18,9	15,2	18,9	17,0
Oumé	20,2	20,2	15,9	20,2	20,2
San-Pédro	0	51,1	34,7	41,1	55,9
Sassandra	90,1	90,1	77,6	90,1	35,5
Séguéla	37,3	37,3	29,5	37,2	30,3
Soubré	54,4	54,4	40,8	54,3	48,6
Tabou	33,3	33,3	27,5	33,3	21,7
Touba	15,7	15,7	12,5	15,6	16,9
Tiassalé	30,9	30,9	25,3	30,8	37,0
Toumodi	53,4	53,4	44,1	53,3	51,3
Pôle Pénale D'Abidjan	550,3	550,9	434,7	550,9	782,3

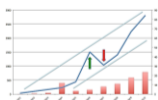
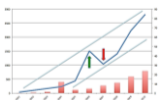


Tableau 25 : Budgets alloués aux services extérieurs de la DPJAJ (en million de FCFA)

Année civile	2021	2022	2023	2024	2025
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse d'Odienné				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse TPI PLATEAU				10,3	10,4
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Bondoukou				5,0	3,5
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Daloa				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) d'Abengourou				5,0	0,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) d'Aboisso				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de San-Pédro				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Dimbokro				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de M'Bahiakro				5	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse d'Adzopé				5,0	3,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse de Boundiali				5,0	3,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Guiglo				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de BOUAKE				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Soubré				5,0	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Man				5	5,0
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de YOPOUGON				6,8	6,9
Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJAJ) de Korhogo				5,0	5,0
Centre d'observation des mineurs d'Abidjan				54,7	
Centre d'Observation des Mineurs de Man (COM)				7,8	124,6
Centre d'observation des Mineurs de Bouaké (COM)				7,8	12,5
Centre de Rééducation pour Mineurs Dabou	22,8		17,1	26,1	26,1
Centre de Rééducation pour Mineurs Bouaké	112		141,9	162,9	163,0
Total	2410		1985	2647,7	407,9



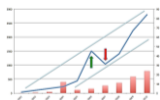
IV. ACTIVITES DES COURS D'APPEL

IV.1 Aperçu des dossiers reçus et traités par les Cours d'appel

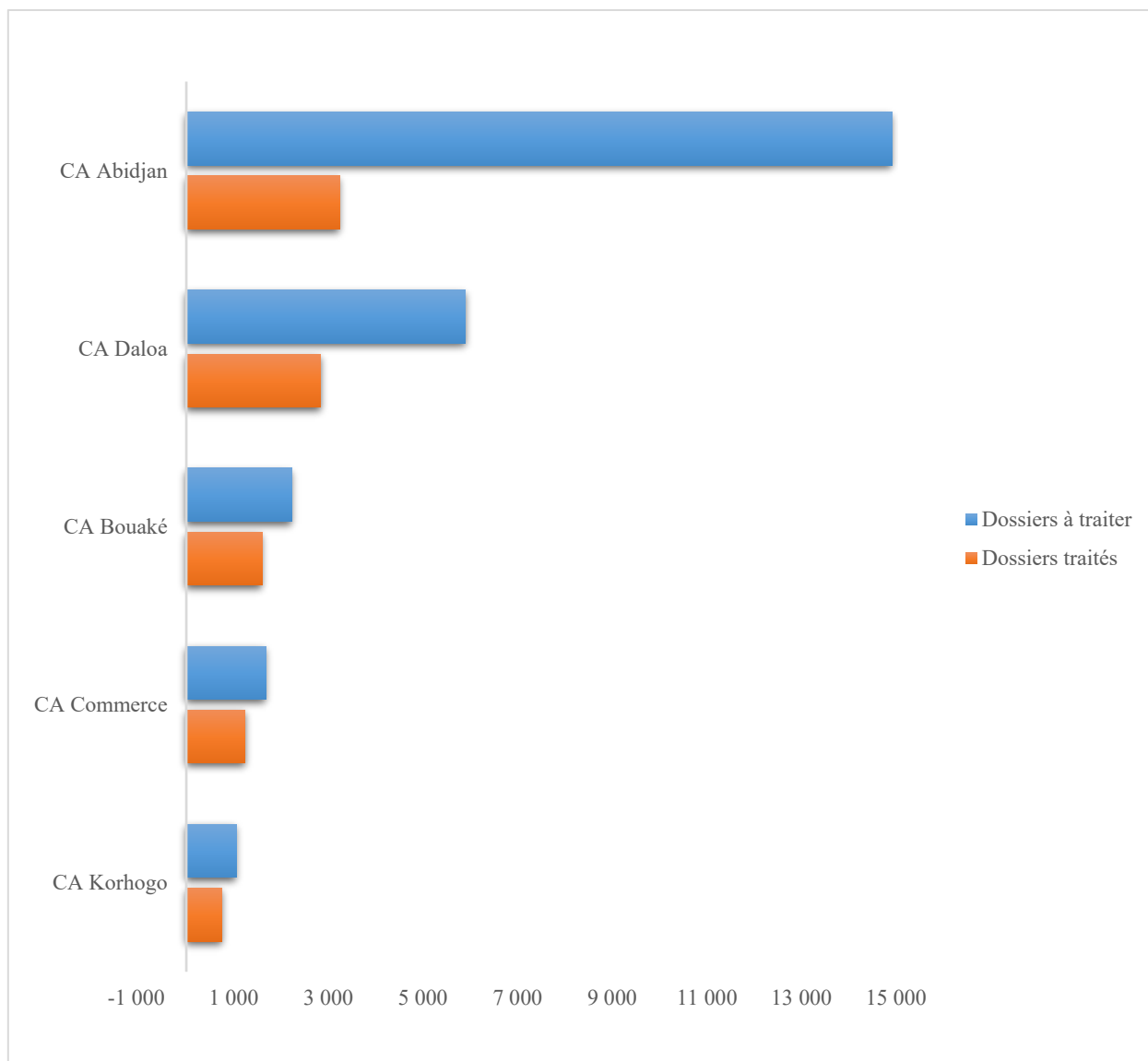
Tableau 25: Récapitulatif du traitement des dossiers par les Cours d'appel

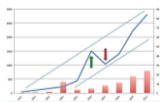
	2021		2022		2023		2024		2025		
	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Taux d'absorption*
CA Abidjan	6 223	4 526	11 041	7 845	5 599	1 516	13 941	5 345	14 914	3 236	22%
CA Commerce	1 216	1 039	1 654	1 242	1 634	1 225	1 545	1 207	1 675	1 238	74%
CA Daloa	6 910	4 263	4 471	3 387	5 424	3 066	5 548	3 254	5 903	2 837	48%
CA Bouaké	2 029	1 836	1 684	1 502	1 901	1 457	2 372	1 744	2 348	1 676	71%
CA Korhogo	//	//	430	406	736	487	752	531	1 055	749	71%
Total	16 378	11 664	19 280	14 382	15 294	7 751	24 158	12 081	25 895	9 736	38%

**Les écarts importants constatés à la Cour d'appel d'Abidjan et de Daloa s'expliquent par les insuffisances dans le remplissage des cadres de collecte, notamment sur les dates de traitement des dossiers.*



Graphique 6: Evolution des affaires par Cour d'appel



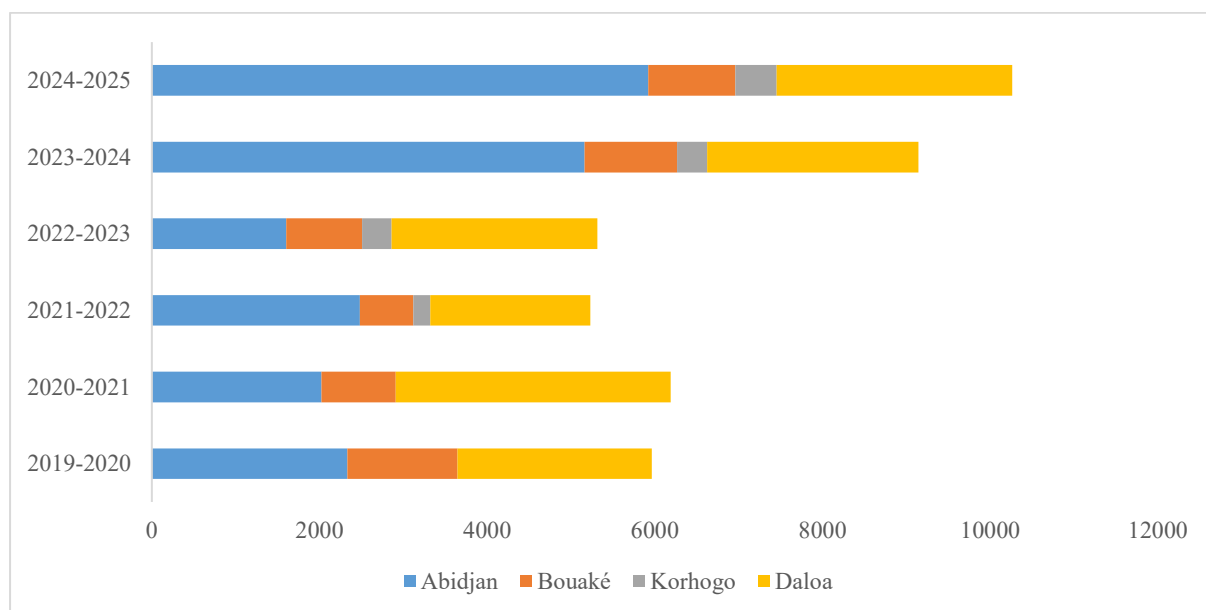


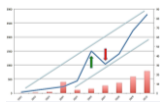
IV.2 Activités des Parquets Généraux près les Cours d'appel

Tableau 26: Volume des dossiers à traiter par les Parquets Généraux

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	2 023	2 480	1 602	5 163	5 922	14,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 023	2 427	1 513	4 158	2 989	-28,1%
	Dossiers traités	1 978	2 452	597	2 202	2 255	2,4%
Bouaké	Dossiers à traiter	888	640	905	1 105	1 040	-5,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	837	631	808	1 018	896	-12,0%
	Dossiers traités	888	622	818	961	847	-11,9%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	201	354	357	493	38,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	201	344	305	446	46,2%
	Dossiers traités	//	201	302	310	432	39,4%
Daloa	Dossiers à traiter	3 278	1 911	2 454	2 523	2 811	11,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 238	1 550	1 783	1 860	2 156	15,9%
	Dossiers traités	2 092	1 620	1 784	1 862	1 677	-10,0%
Total	Dossiers à traiter	6 189	5 032	5 315	9 148	10 266	12,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	<i>5 098</i>	<i>4 809</i>	<i>4 448</i>	<i>7 341</i>	<i>6 487</i>	<i>-11,6%</i>
	Dossiers traités	4 958	4 895	3 501	5 335	5 211	-2,3%

Graphique 7: Volume des dossiers à traiter par les Parquets généraux





IV.2.1 Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux selon la nature

Tableau 27: Traitement des procédures pénales par les Parquets généraux selon la nature

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction						
Dossiers à traiter	84	124	141	295	257	-12,9%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	84	122	124	214	90	-57,9%
Dossiers traités	84	120	60	128	49	-61,8%
Dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants						
Dossiers à traiter	9	5	2	5	1	-80,0%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	9	5	2	4	0	-100,0%
Dossiers traités	9	5	1	4	0	-100,0%
Dossiers d'appel contre les jugements des juridictions répressives						
Dossiers à traiter	2 751	2 146	2 324	3 960	4 985	25,9%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	1 906	2 146	1 696	2 969	2 669	-10,1%
Dossiers traités	1 814	2 139	1 333	1 644	1 863	13,3%
Dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général						
Dossiers à traiter	1 178	896	1 016	1 523	1 742	14,4%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	969	692	946	1 215	978	-19,5%
Dossiers traités	949	770	708	759	727	-4,2%
Autres dossiers pénaux						
Dossiers à traiter	438	48	492	517	451	-12,8%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	438	46	481	358	196	-45,3%
Dossiers traités	419	46	333	262	164	-37,4%
Ensemble procédures pénales						
Dossiers à traiter	4 039	3 219	3 975	6 300	7 436	18,0%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	2 999	3 011	3 249	4 760	3 933	-17,4%
Dossiers traités	2 854	3 080	2 435	2 797	2 803	0,2%

Tableau 28: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction

		2021	2022	2023	2024	2025	Var
Abidjan	Dossiers à traiter	23	89	100	202	202	0,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	23	89	85	123	40	-67,5%
	Dossiers traités	23	89	21	40	5	-87,5%
Bouaké	Dossiers à traiter	1	10	1	3	0	-100,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	1	10	1	3	0	-100,0%
	Dossiers traités	1	10	1	3	0	-100,0%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	17	16	36	8	-77,8%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	17	16	36	8	-77,8%
	Dossiers traités	//	17	16	36	8	-77,8%
Daloa	Dossiers à traiter	60	8	24	54	47	-13,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	60	6	22	52	42	-19,2%
	Dossiers traités	60	4	22	49	36	-26,5%
TOTAL	Dossiers à traiter	84	124	141	295	257	-12,9%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	84	122	124	214	90	-57,9%
	Dossiers traités	84	120	60	128	49	-61,7%

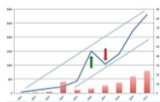


Tableau 29: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	7	4	1	1	1	0,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	7	4	1	0	0	
	Dossiers traités	7	4	0	0	0	
Bouaké	Dossiers à traiter	0	0	0	0	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	0	0	0	0	0	
	Dossiers traités	0	0	0	0	0	
Korhogo	Dossiers à traiter	//	1	0	0	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	1	0	0	0	
	Dossiers traités	//	1	0	0	0	
Daloa	Dossiers à traiter	2	0	1	4	0	-100,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	2	0	1	4	0	-100,0%
	Dossiers traités	2	0	1	4	0	100,0%
Total	Dossiers à traiter	9	5	2	5	1	-80,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	9	5	2	4	0	100,0%
	Dossiers traités	9	5	1	4	0	100,0%

Tableau 30: Traitement des dossiers d'appel contre les jugements en matière pénale

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	605	825	295	1795	2650	47,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	605	825	295	1512	1037	-31,4%
	Dossiers traités	605	825	10	182	761	318,1%
Bouaké	Dossiers à traiter	377	341	454	637	579	-9,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	370	341	378	560	458	-18,2%
	Dossiers traités	377	341	377	516	387	-25,0%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	120	197	214	273	27,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	120	194	171	227	32,7%
	Dossiers traités	//	120	154	168	228	35,7%
Daloa	Dossiers à traiter	1769	860	1380	1314	1483	12,9%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	931	860	829	726	947	30,4%
	Dossiers traités	832	853	792	778	487	-37,4%
Total	Dossiers à traiter	2 751	2 146	2 324	3 960	4 985	25,9%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	1 906	2 146	1 696	2 969	2 669	-10,1%
	Dossiers traités	1 814	2 139	1 333	1 644	1 863	13,3%

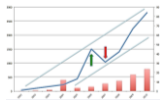
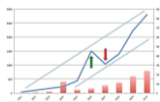


Tableau 31: Traitement des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG)

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	350	304	388	969	976	0,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	350	304	336	684	231	-66,2%
	Dossiers traités	350	304	103	224	20	-91,1%
Bouaké	Dossiers à traiter	178	146	219	162	134	-17,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	134	146	218	159	129	-18,9%
	Dossiers traités	178	146	216	157	133	-15,3%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	58	77	49	139	183,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	58	71	44	139	215,9%
	Dossiers traités	//	58	72	49	124	153,1%
Daloa	Dossiers à traiter	650	388	332	343	493	43,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	485	184	321	328	479	46,0%
	Dossiers traités	421	262	317	329	450	36,8%
Total	Dossiers à traiter	1 178	896	1016	1523	1742	14,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	<i>969</i>	<i>692</i>	<i>946</i>	<i>1215</i>	<i>978</i>	<i>-19,5%</i>
	Dossiers traités	949	770	708	759	727	-4,2%

Tableau 32: Traitement d'autres dossiers pénaux

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	120	26	288	334	285	-14,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	120	26	277	176	32	-81,8%
	Dossiers traités	120	26	130	81	6	-92,6%
Bouaké	Dossiers à traiter	130	10	13	41	55	34,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	130	10	13	41	54	31,7%
	Dossiers traités	130	10	13	40	55	37,5%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	1	27	33	42	27,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	1	27	32	42	31,3%
	Dossiers traités	//	1	26	33	41	24,2%
Daloa	Dossiers à traiter	188	11	164	109	69	-36,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	188	9	164	109	68	-37,6%
	Dossiers traités	169	9	164	108	62	-42,6%
Total	Dossiers à traiter	438	48	492	517	451	-12,8%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	<i>438</i>	<i>46</i>	<i>481</i>	<i>358</i>	<i>196</i>	<i>-45,3%</i>
	Dossiers traités	419	46	333	262	164	-37,4%



IV.2.2 Traitement des pourvois en matière pénale

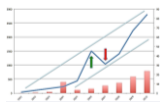
Tableau 33: Traitement des dossiers pénaux frappés de pourvoi en cassation

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Dossiers à traiter	//	218	59	92	107	16,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	165	51	92	107	16,3%
	Dossiers transmis	//	190	59	64	107	67,2%
Bouaké	Dossiers à traiter	43	33	55	41	26	-36,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	43	33	41	41	26	-36,6%
	Dossiers transmis	43	19	55	41	26	-36,6%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	0	0	0	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	0	0	0	0	
	Dossiers transmis	//	0	0	0	0	
Daloa	Dossiers à traiter	38	46	46	97	142	46,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	38	21	36	97	111	14,4%
	Dossiers transmis	37	36	44	66	128	93,9%
Total	Dossiers à traiter	81	297	160	230	275	19,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	<i>81</i>	<i>219</i>	<i>128</i>	<i>230</i>	<i>244</i>	<i>6,1%</i>
	Dossiers transmis	80	240	158	171	261	52,6%

IV.2.3 Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites

Tableau 34: Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites par les Parquets Généraux

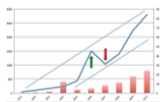
		2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter			472	1603	1216	-24,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>			467	1405	1059	-24,6%
	Dossiers transmis			274	1446	1124	-22,3%
Bouaké	Dossiers à traiter			163	221	246	11,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>			157	214	229	7,0%
	Dossiers transmis			156	204	246	20,6%
Korhogo	Dossiers à traiter			37	25	31	24,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>			36	22	30	36,4%
	Dossiers transmis			34	24	31	29,2%
Daloa	Dossiers à traiter			487	529	500	-5,5%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>			390	471	432	-8,3%
	Dossiers transmis			429	461	437	-5,2%
Total	Dossiers à traiter			1 159	2 378	1 993	-16,2%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>			<i>1 050</i>	<i>2 112</i>	<i>1 750</i>	<i>-17,1%</i>
	Dossiers transmis			893	2 135	1 838	-13,9%



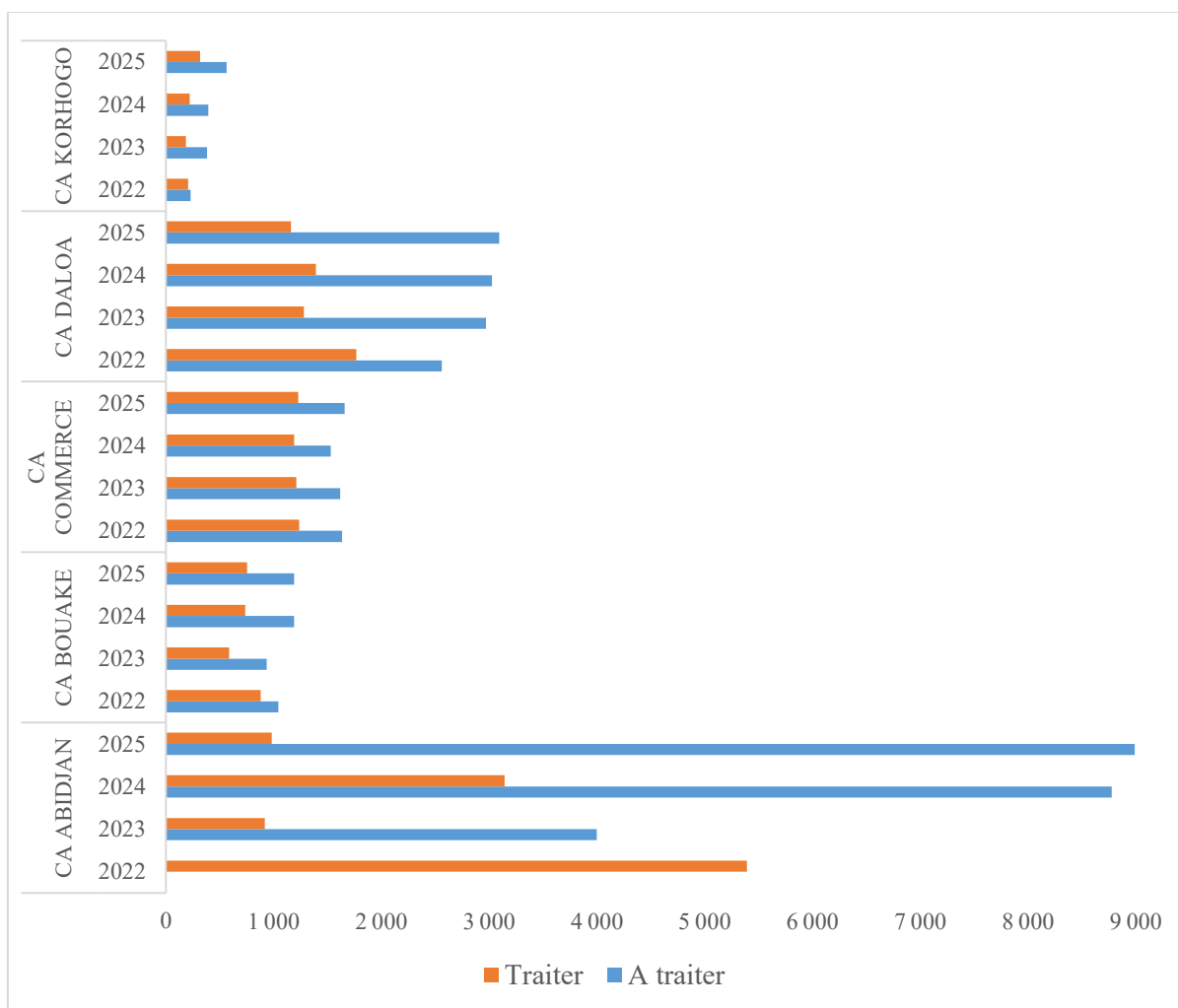
IV.3 Activités des Sièges des Cours d'appel

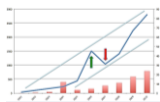
Tableau 35: Traitement des affaires par les chambres des Cours d'appel, y compris les ordonnances sur requêtes

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Affaires à traiter	4 200	8 561	3 997	8 778	8992	2,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 629	4 499	3 306	5 561	2 682	-51,8%
	Affaires traitées	2 548	5 393	919	3 143	981	-68,8%
Bouaké	Affaires à traiter	1 141	1 044	936	1 190	1 191	0,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 010	870	766	1 041	939	-9,8%
	Affaires traitées	948	880	587	735	753	2,4%
Korhogo	Affaires à traiter	//	229	382	395	562	42,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	229	365	329	502	52,6%
	Affaires traitées	//	205	185	221	317	43,4%
Daloa	Affaires à traiter	3 632	2 560	2 970	3 025	3092	2,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 243	1 613	1 908	1 869	1 906	2,0%
	Affaires traitées	2 171	1 767	1 282	1 392	1 160	-16,7%
CA Commerce	Affaires à traiter	1 216	1 635	1 617	1 529	1 659	8,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	997	1 330	1247	1123	1 321	17,6%
	Affaires traitées	1 039	1238	1 211	1 191	1 227	3,0%
Total	Affaires à traiter	10 189	14 029	9 902	14 917	15 496	3,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	<i>6 879</i>	<i>8 541</i>	<i>7 592</i>	<i>9 923</i>	<i>7 350</i>	<i>-25,9%</i>
	Affaires traitées	6 706	9 483	4 184	6 682	4 438	-33,6%



Graphique 8: Traitement des affaires par les chambres des Cours d'appel





IV.3.1 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par les chambres des Cours d'Appel

Tableau 36: Traitement des affaires par les chambres civiles

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Affaires à juger	3 061	3 926	2 164	4 073	3 679	-9,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 700	2 406	1 605	2 284	898	-60,7%
	Affaires jugées	2 134	2 446	375	1 292	780	-39,6%
Bouaké	Affaires à juger	326	353	249	347	423	21,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	277	256	156	278	298	7,2%
	Affaires jugées	245	259	180	222	314	41,4%
Korhogo	Affaires à juger	//	13	53	49	69	40,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	13	47	35	57	62,9%
	Affaires jugées	//	7	39	37	46	24,3%
Daloa	Affaires à juger	951	890	931	1016	904	-11,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	575	416	490	526	361	-31,4%
	Affaires jugées	509	460	441	473	327	-30,9%
Total	Affaires à juger	1 216	1 635	1 617	1 529	1 659	8,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	<i>997</i>	<i>1330</i>	<i>1 247</i>	<i>1 123</i>	<i>1 321</i>	<i>17,6%</i>
	Affaires jugées	1039	1238	1 211	1 191	1 227	3,0%

Tableau 37: Traitement des affaires dans les chambres sociales

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Affaires à juger	129	1.307	762	1402	911	-35,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	43	669	706	781	158	-79,8%
	Affaires jugées	48	748	141	649	65	-90,0%
Bouaké	Affaires à juger	79	55	60	77	117	51,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	75	46	46	69	88	27,5%
	Affaires jugées	71	40	52	48	76	58,3%
Korhogo	Affaires à juger	//	17	12	14	31	121,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	17	10	11	29	163,6%
	Affaires jugées	//	15	9	12	26	116,7%
Daloa	Affaires à juger	104	160	138	185	96	-48,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	87	86	81	124	9	-92,7%
	Affaires jugées	90	98	77	98	28	-71,4%
Total	Affaires à juger	312	1539	972	1678	1155	-31,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	<i>205</i>	<i>818</i>	<i>843</i>	<i>985</i>	<i>284</i>	<i>-71,2%</i>
	Affaires jugées	209	901	279	807	195	-75,8%

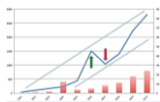
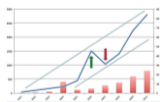


Tableau 38:Etat des ordonnances sur requête par Cour d'appel

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Requêtes à traiter	796	800	191	901	689	-23,5%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	747	707	191	892	281	-68,5%
	Ordonnance sur requête rendue	703	710	182	493	143	-71,0%
	<i>Dont Accords</i>	331	317	91	209	60	-71,3%
	<i>Dont Rejets</i>	372	393	80	252	83	-67,1%
Bouaké	Requêtes à traiter	76	87	40	83	78	-6,0%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	76	84	40	83	77	-7,2%
	Ordonnance sur requête rendue	76	87	40	82	78	-4,9%
	<i>Dont Accords</i>	53	56	26	58	57	-1,7%
	<i>Dont Rejets</i>	23	31	14	23	20	-13,0%
Korhogo	Requête à traiter	//	0	6	8	14	75,0%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	0	6	8	13	62,5%
	Ordonnance sur requête rendue	//	0	6	7	14	100,0%
	<i>Dont Accords</i>	//	0	2	5	8	60,0%
	<i>Dont Rejets</i>	//	0	4	2	6	200,0%
Daloa	Requête à traiter	82	96	84	82	27	-67,1%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	82	92	83	79	22	-72,2%
	Ordonnance sur requête rendue	79	92	81	77	27	-64,9%
	<i>Dont Accords</i>	51	63	53	58	20	-65,5%
	<i>Dont Rejets</i>	28	29	28	19	7	-63,2%
CA Commerce	Requête à traiter	254	299	348	328	375	14,3%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	254	298	346	321	366	14,0%
	Ordonnance sur requête rendue	254	299	341	319	370	16,0%
	<i>Dont Accords</i>	170	199	187	189	266	40,7%
	<i>Dont Rejets</i>	84	100	80	252	83	-67,1%
Total	Ensemble requête à traiter	1 159	1 282	669	1 402	1 183	-15,6%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	<i>1 208</i>	<i>1 181</i>	<i>666</i>	<i>1 383</i>	<i>759</i>	<i>-45,1%</i>
	Ordonnance sur requête rendue	1 112	1 188	650	978	632	-35,4%
	<i>Dont Accords</i>	<i>605</i>	<i>635</i>	<i>359</i>	<i>519</i>	<i>411</i>	<i>-20,8%</i>
	<i>Dont Rejets</i>	<i>507</i>	<i>553</i>	<i>206</i>	<i>548</i>	<i>199</i>	<i>-63,7%</i>



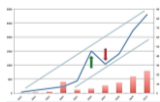
IV.3.2 Traitement des affaires pénales par les chambres des Cours d'appel

Tableau 39: Jugement des affaires pénales

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Affaires à juger	401	2678	1 071	3 303	4 402	33,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	386	824	995	2496	1626	-34,9%
	Affaires jugées	327	1559	403	1 202	136	-88,7%
Bouaké	Affaires à juger	442	470	687	843	768	-8,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	365	403	610	763	641	-16,0%
	Affaires jugées	339	417	407	513	439	-14,4%
Korhogo	Affaires à juger	//	121	317	332	462	39,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	121	308	283	416	47,0%
	Affaires jugées	//	116	137	172	245	42,4%
Daloa	Affaires à juger	1 674	1 147	1 901	1 824	2 092	14,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	848	772	1337	1219	1536	26,0%
	Affaires jugées	923	862	764	821	805	-1,9%
Total	Affaires à juger	2 517	4 416	3 976	6 302	7 724	22,6%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 599	2 120	726	1 541	3 505	127,4%
	Affaires jugées	1 589	2 954	1 711	2 708	1 625	-40,0%

Tableau 40: Règlement des affaires par les chambres d'instruction

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Affaires à traiter	500	598	778	1508	1752	16,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	598	700	984	589	-40,1%
	Affaires traitées	//	598	0	265	0	-100,0%
Bouaké	Affaires à traiter	286	164	233	206	189	-8,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	286	164	232	203	183	-9,9%
	Affaires traitées	285	164	226	210	207	-1,4%
Korhogo	Affaires à traiter	//	78	120	118	189	60,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	78	114	112	189	68,8%
	Affaires traitées	//	67	113	115	172	49,6%
Daloa	Affaires à traiter	883	326	521	510	609	19,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	718	326	508	493	589	19,5%
	Affaires traitées	635	326	505	459	254	-44,7%
Total	Affaires à traiter	1 669	1 166	1 652	2 342	2 739	17,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 504	1 166	1 554	1 792	1 550	-13,5%
	Affaires traitées	920	1155	844	1 049	633	-39,7%



IV.4 Quelques activités spécifiques aux Greffes des Cours d'appel

Tableau 41: Enregistrement des décisions par les greffes des Cours d'appel

		2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Abidjan	Décisions à enregistrer	1 780	3 509	50	712	540	-24,2%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 707	3 335	50	662	140	-78,9%
	Décisions enregistrées	1 780	3 335	0	312	141	-54,8%
Bouaké	Décisions à enregistrer	503	562	614	506	563	11,3%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	503	525	497	339	367	8,3%
	Décisions enregistrées	503	75	447	310	357	15,2%
Korhogo	Décisions à enregistrer		1	234	221	308	39,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>		1	187	189	262	38,6%
	Décisions enregistrées		0	202	175	229	30,9%
Daloa	Décisions à enregistrer	1 376	1 223	1 091	1 267	631	-50,2%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 376	1 194	1 091	1 264	629	-50,2%
	Décisions enregistrées	1 376	1 222	1 088	1 265	629	-50,3%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	802	974	804	753	796	5,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	802	949	761	721	786	9,0%
	Décisions enregistrées	802	928	772	743	796	7,1%
Total	Décisions à enregistrer	4 461	6 269	2 793	3 459	2 838	-18,0%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	<i>4.388</i>	<i>6004</i>	<i>2 586</i>	<i>3 175</i>	<i>2 184</i>	<i>-31,2%</i>
	Décisions enregistrées	4 461	5 560	2 509	2 805	2 152	-23,3%

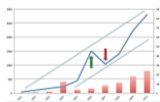
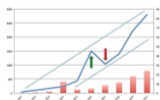


Tableau 42: Enregistrement des décisions pénales

		2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Abidjan	Décisions à enregistrer	//	1 493	26	146	146	0,0%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	1 493	26	120	0	-100,0%
	Décisions enregistrées	//	1 493	0	0	0	
Bouaké	Décisions à enregistrer	339	393	318	227	292	28,6%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	339	362	317	225	292	29,8%
	Décisions enregistrées	339	27	316	227	282	24,2%
Korhogo	Décisions à enregistrer	//	0	171	162	242	49,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	0	136	155	232	49,7%
	Décisions enregistrées	//	0	164	152	220	44,7%
Daloa	Décisions à enregistrer	879	841	738	833	417	-49,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	879	816	738	831	415	-50,1%
	Décisions enregistrées	879	841	736	831	415	-50,1%
Total	Décisions à enregistrer	1.218	2727	1 253	1 368	1 097	-19,8%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	<i>1.218</i>	<i>2671</i>	<i>1 217</i>	<i>1 331</i>	<i>939</i>	<i>-29,5%</i>
	Décisions enregistrées	1.218	2361	1 216	1 210	917	-24,2%

Tableau 43: Enregistrement des décisions civiles, commerciales et administratives (référé y compris)

		2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Abidjan	Décisions à enregistrer	1 780	2 016	24	566	394	-30,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 780	1 842	24	542	140	-74,2%
	Décisions enregistrées	1 780	1 842	-	312	141	-54,8%
Bouaké	Décisions à enregistrer	164	169	296	279	271	-2,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	164	163	180	114	75	-34,2%
	Décisions enregistrées	164	48	131	83	75	-9,6%
Korhogo	Décisions à enregistrer		1	63	59	66	11,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>		1	51	34	30	-11,8%
	Décisions enregistrées		-	38	23	9	-60,9%
Daloa	Décisions à enregistrer	497	382	353	434	214	-50,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	497	378	353	433	214	-50,6%
	Décisions enregistrées	497	381	352	434	214	-50,7%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	802	974	804	753	796	5,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	802	949	761	721	786	9,0%
	Décisions enregistrées	802	928	772	743	796	7,1%
Total	Décisions à enregistrer	3 243	3 542	1 540	2 091	1 741	-16,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	<i>3 243</i>	<i>3 333</i>	<i>1 369</i>	<i>1 844</i>	<i>1 245</i>	<i>-32,5%</i>
	Décisions enregistrées	3 243	3 199	1 293	1 595	1 235	-22,6%

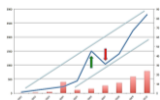


V. ACTIVITES DES TRIBUNAUX

V.1 Activités d'ensemble

Tableau 44: Etat des affaires à traiter par les juridictions de premier degré

	2021	2022	2023	2024	2025	var (%)
Abengourou	3 737	1 879	4 612	4 986	3 605	-27,7%
Bondoukou	3 035	1 938	3 354	4 596	4 071	-11,4%
Bouna	1 938	918	1 247	1 429	1 646	15,2%
Abidjan Plateau	78 412	71 860	83 252	46 022	55 798	21,2%
Aboisso	3 031	3 436	2 369	4 001	4 575	14,3%
Adzopé	3 436	1 003	2 880	3 569	3 885	8,9%
Agboville	3 344	1 837	6 948	8 101	7 576	-6,5%
Grand Bassam	4 506	1 416	2 194	3 490	3 349	-4,0%
Abidjan Yopougon	17 195	16 880	23 194	30 517	30 168	-1,1%
Dabou	3 618	952	3 495	4 654	5 705	22,6%
Tiassalé	2 981	2 200	2 053	5 105	5 832	14,2%
Divo	5 389	2 303	6 018	10 093	6 986	-30,8%
Lakota	1 582	1 355	2 165	2 292	1 926	-16,0%
T Commerce	9 208	6 858	12 134	10 395	6 049	-41,8%
PPEF			637	660	873	32,3%
Bingerville			39	3 542	9 852	178,1%
Abobo			-	-	1 959	
Bouaké	5 611	3 799	10 094	9 984	12 713	27,3%
Bongouanou	1 468	933	1 894	2 980	3 261	9,4%
Dimbokro	1 651	1 338	2 639	3 255	4 172	28,2%
Katiola	1 504	1 162	1 002	1 001	1 315	31,4%
M'Bahiakro	376	305	436	363	573	57,9%
Toumodi	5 084	2 797	4 476	6 394	9 473	48,2%
Korhogo	2 803	2 338	4 058	3 855	5 586	44,9%
Boundiali	2 797	379	1 290	1 391	1 160	-16,6%
Odienné	1 041	559	1 578	2 098	2 030	-3,2%
Daloa	5 091	4 586	8 886	8 688	7 485	-13,8%
Issia	1 158	755	2 673	2 361	2 176	-7,8%
Séguéla	4 135	182	1 245	1 710	2 064	20,7%
Soubré	3 902	2 870	5 468	6 012	6 178	2,8%
Bouaflé	2 874	2 081	6 233	7 397	8 862	19,8%
Sinfra	554	1 264	1 511	1 359	1 837	35,2%
Gagnoa	4 627	3 096	5 839	7 088	6 830	-3,6%
Oumé	998	769	1 333	1 706	1 495	-12,4%
Man	3 984	3 782	2 379	3 422	6 403	87,1%
Danané	1 617	490	2 264	3 819	3 941	3,2%
Guiglo	3 944	1 659	3 762	4 340	2 626	-39,5%
Touba	576	673	744	849	1 358	60,0%
San Pédro	1 352	1 028	3 616	2 943	2 158	-26,7%
Sassandra	1 935	2 243	2 250	3 337	3 740	12,1%
Tabou	856	1 062	1 225	1 034	772	-25,3%
TOTAL	201 350	154 985	233 486	230 838	252 063	9,2%



Graphique 9: Densité des dossiers à traiter par juridiction de premier degré en 2025

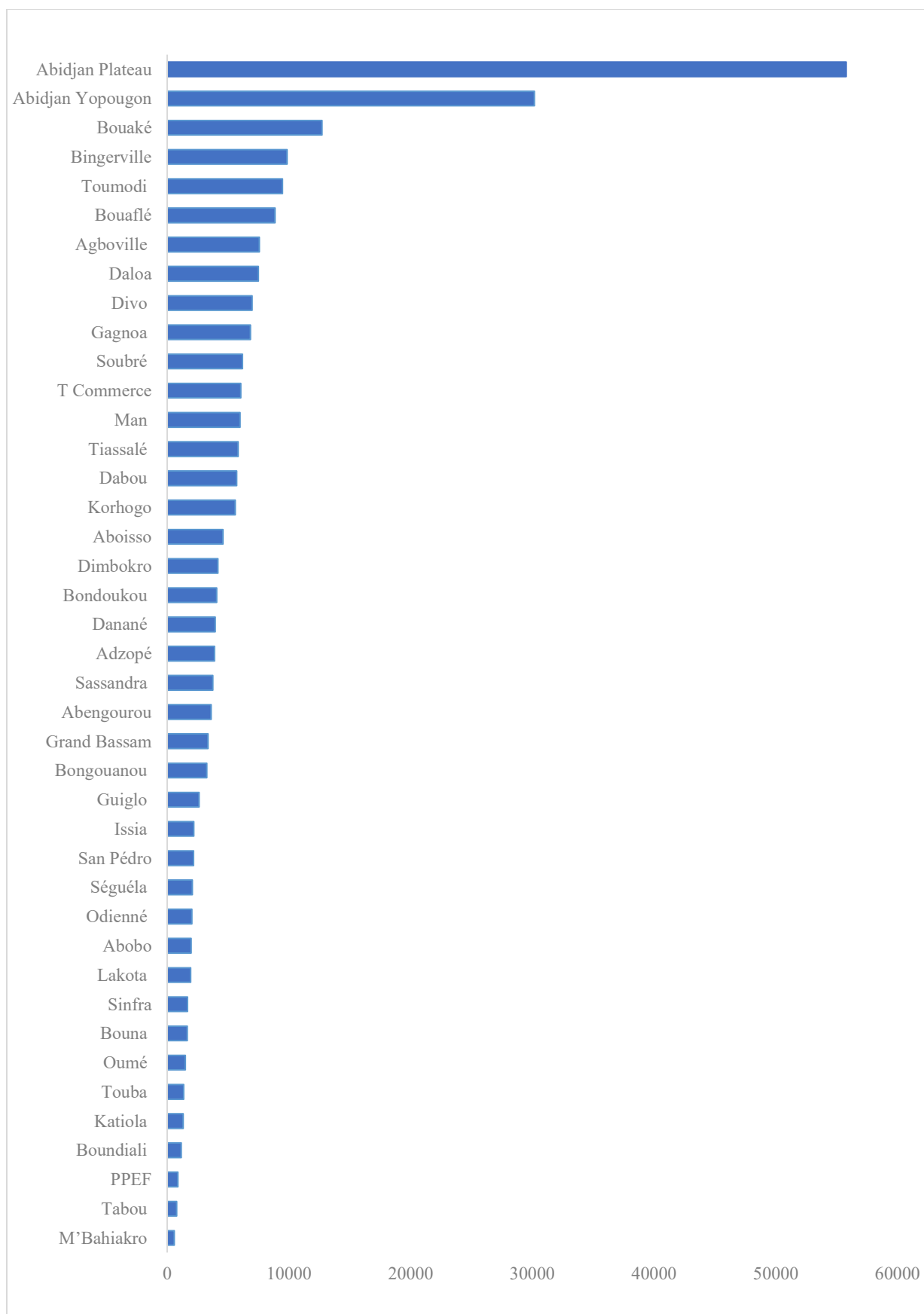
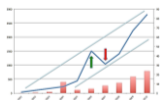




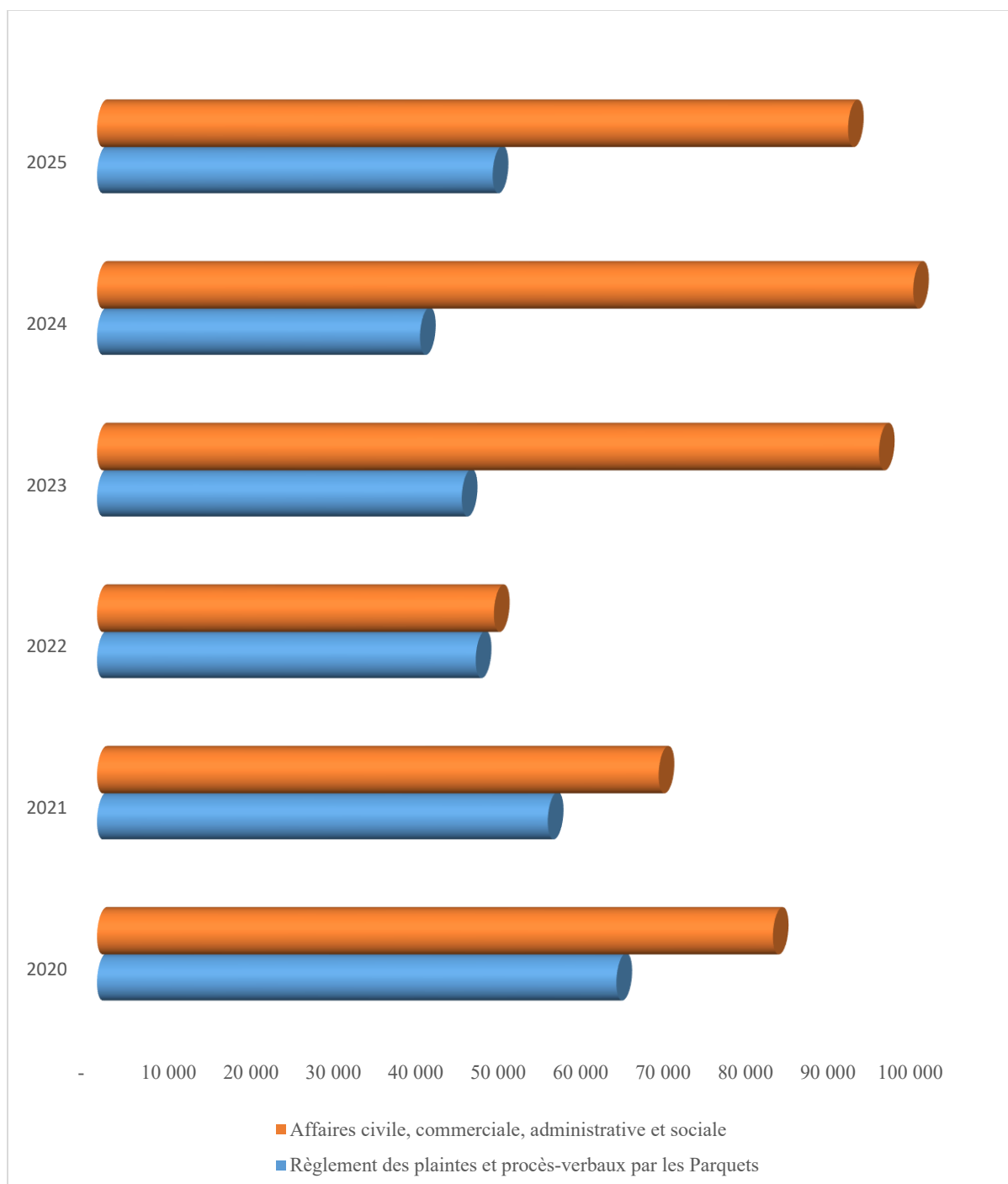
Tableau 45: Traitement des dossiers par les juridictions de premier degré selon la procédure

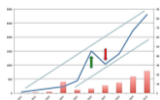
	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets						
Dossiers à traiter	54 522	45 807	44 118	39 063	47 858	22,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	52 786	34 657	36 372	33 324	41 703	25,1%
Dossiers traités	50 200	34 249	38 379	32 908	36 041	9,5%
Conclusions écrites et rectification administrative						
Dossiers à traiter	43 800	24 880	32 190	21 518	27 258	26,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	42 483	21 606	28 831	20 558	26 087	26,9%
Dossiers traités	40 924	20 162	31 230	20 347	26 531	30,4%
Instruction des affaires par les juridictions d'instructions						
Affaires à traiter	11 607	7 762	8 729	8 195	9 112	11,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	5 750	3 394	3 867	2 782	2 487	-10,6%
Affaires réglées	3 476	3 043	3 316	1 570	1 818	15,8%
Jugement des affaires pénales						
Affaires à traiter	20 377	23 396	28 726	32 910	39 583	20,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	17 646	20 711	25 454	25 727	25 759	0,1%
Affaires traitées	18 188	17 116	23 247	25 996	25 425	-2,2%
Affaires civile, commerciale, administrative et sociale						
Affaires à traiter	67 933	30 438	94 726	98 892	90 967	-8,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	60 934	22 452	75 563	75 245	62 376	-17,1%
Affaires traitées	58 587	21 365	71 096	70 741	57 769	-18,3%
Total						
Affaires à traiter	198 239	132 283	208 489	200 578	214 778	7,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	179 599	102 820	170 087	157 636	158 412	0,7%
Affaires traitées	171 375	95 935	167 268	151 562	147 584	-2,6%
<i>Part des affaires pénales (*)</i>	44,5%	60,1%	31,8%	28,3%	34,5%	16,2%

(*) Part des affaires pénales = Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets / (Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets + Affaires civile, commerciale, administrative et sociale).



Graphique 10: Etat des sollicitations en matières civile et pénale

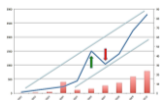




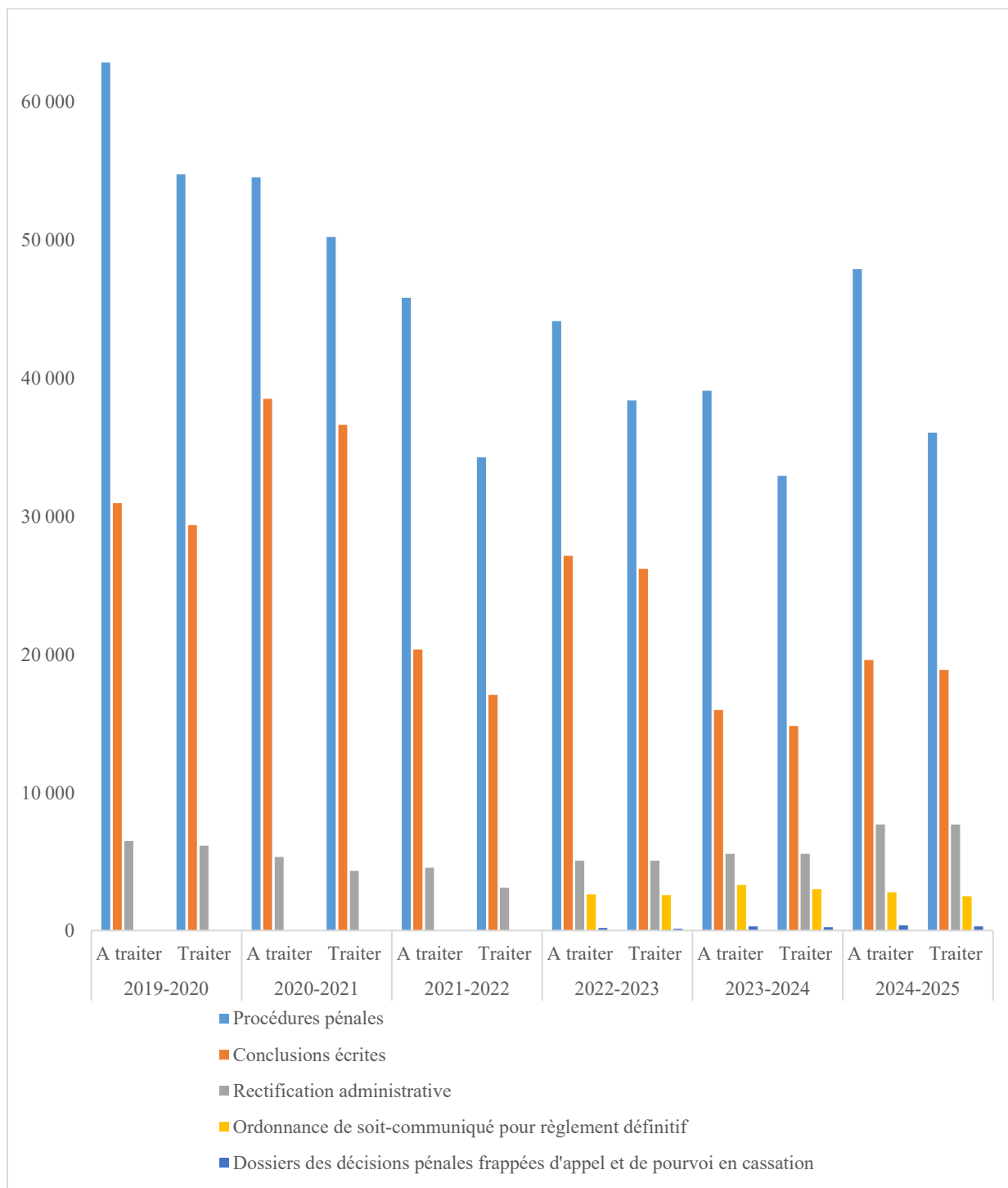
V.2 Activités des Parquets

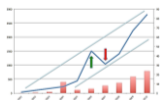
Tableau 46: Récapitulatif du traitement des dossiers par les Parquets d'instance

	2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Procédures pénales						
Dossiers à traiter	54 522	45 807	44 118	39 063	47 858	22,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	52 786	34 657	36 372	33 324	41 703	25,1%
Dossiers traités	50 200	34 249	38 379	32 908	36 041	9,5%
Conclusions écrites						
Dossiers à traiter	38 482	20 335	27 128	15 963	19 583	22,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	37 165	17 131	23 785	15 007	18 418	22,7%
Dossiers traités	36 600	17 062	26 172	14 798	18 856	27,4%
Rectification administrative						
Dossiers à traiter	5 318	4 545	5 062	5 555	7 675	38,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	5 318	4 475	5 046	5 551	7 669	38,2%
Dossiers traités	4 324	3 100	5 058	5 549	7 675	38,3%
Ordonnance de soit-communicé pour règlement définitif						
Dossiers à traiter	//	//	2 619	3 291	2 760	-16,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	2 586	3 224	2 457	-23,8%
Dossiers traités	//	//	2 552	2 988	2 488	-16,7%
Dossiers des décisions pénales frappées d'appel et de pourvoi en cassation						
Dossiers à traiter	//	//	196	310	372	20,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	143	245	281	14,7%
Dossiers traités	//	//	141	237	304	28,3%
Ensemble des dossiers						
Dossiers à traiter	98 322	70 687	79 123	64 182	78 248	21,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	95 269	56 263	67 932	57 351	70 528	23,0%
Dossiers traités	91 124	54 411	72 302	56 480	65 364	15,7%



Graphique 11: Activités des parquets d'instance





V.2.1 Procédures pénales

Tableau 47: Traitement des plaintes et PV par les Parquets d'instance

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Règlement des PV						
PV global à régler	33 149	30 952	29 674	27 147	29 926	10,2%
<i>Dont PV reçus</i>	<i>32 405</i>	<i>20 962</i>	<i>22 854</i>	<i>22 440</i>	<i>25 295</i>	12,7%
PV réglés	30 312	20 581	24 967	22 516	25 025	11,1%
Répartition des PV réglés selon la nature de l'infraction						
Criminelles	1 100	532	665	655	655	0,0%
Délictuelles	21 086	14 708	16 990	12 881	13 674	6,2%
Contraventionnelles	1 288	420	247	500	181	-63,8%
Règlement des plaintes						
Plaintes globales à régler	21 373	14 855	14 444	11 916	17 932	50,5%
<i>Dont plaintes reçues</i>	<i>20 381</i>	<i>13 695</i>	<i>13 518</i>	<i>10 884</i>	<i>16 408</i>	50,8%
Plaintes réglées	19 888	13 668	13 412	10 392	11 016	6,0%
Suites données aux plaintes réglées						
Plaintes classées sans suite	2 558	2 818	903	1 257	1 181	-6,0%
Plaintes transmises aux OPJ pour enquête	17.330	9.581	12 268	8 546	6 636	-22,3%

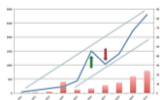


Tableau 48: Suites données aux procès-verbaux réglés selon la nature de l'infraction

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Infractions criminelles						
Information (juge des enfants)	115	46	34	68	59	-13,2%
Information (Juge d'Instruction)	972	486	631	587	596	1,5%
Infractions délictuelles						
Flagrant délit	12 462	7 121	6 601	7 182	8 061	12,2%
Citation directe	4 714	4 686	5 312	3 361	3 127	-7,0%
Information (juge des enfants)	764	738	1494	408	356	-12,7%
Information (Juge d'Instruction)	1 804	2 003	3 391	1 598	1 737	8,7%
Amende de composition et transaction pénale	233	160	192	332	393	18,4%
Infractions contraventionnelles						
Information (juge des enfants)	25	2	2	1	3	200,0%
Amende de composition	14	40	8	19	20	5,3%
Tribunal de Simple Police	1 062	378	237	480	158	-67,1%

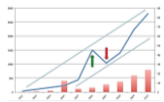
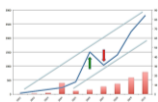


Tableau 49 : Etats des infractions traitées par les Parquets d'instance

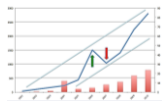
	2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Infractions criminelles	1 100	532	665	655	655	0,0%
Assassinat et meurtre	278	136	181	155	171	10,3%
Coups mortels	95	30	32	28	37	32,1%
Empoisonnement	16	7	7	12	6	-50,0%
Viol	643	344	419	448	370	-17,4%
Trafic illicite de migrants	5	7	3	0	0	
Autres Crimes	63	8	23	12	71	491,7%
Infractions délictuelles	21 086	14 708	16 990	12 881	13 674	6,2%
Faux et usage de faux	418	442	216	112	266	137,5%
Détournement de deniers publics, corruption, enrichissement illicite	6	28	20	3	2	-33,3%
Blanchiment de capitaux	34	75	233	42	0	-100,0%
Violence et/ou voie de faits, coups et blessures volontaires	2 448	1 508	1 071	1 387	1 416	2,1%
Homicide et blessures involontaires liés aux accidents de la voie publique	1 995	1 105	644	842	1 000	18,8%
Autres homicides et blessures involontaires	219	527	151	155	121	-21,9%
Infraction à la législation sur les stupéfiants	953	753	533	740	867	17,2%
Attentat à la pudeur	68	49	291	21	15	-28,6%
Pratique de sorcellerie, de charlatanisme et de magies	105	250	48	77	48	-37,7%
Enlèvement de mineurs	52	42	30	32	35	9,4%
Mutilation génitale féminine	13	2	0	0	0	
Vol et recel	4 936	3 958	2 013	2 817	2 624	-6,9%
Vol aggravé	2 740	1 909	2 681	1 983	2 530	27,6%
Association de malfaiteurs	252	238	214	77	93	20,8%
Escroquerie et abus de confiance	3 629	2 479	2 412	2 584	2 671	3,4%
Traite des Personnes	44	20	32	24	20	-16,7%
Autre délits	3 174	1 323	6 401	1 985	1 966	-1,0%
Infractions contraventionnelles	1 288	420	247	500	181	-63,8%
Défaut de maîtrise	1 014	201	196	454	119	-73,8%
Autre contraventions	274	219	51	46	62	34,8%



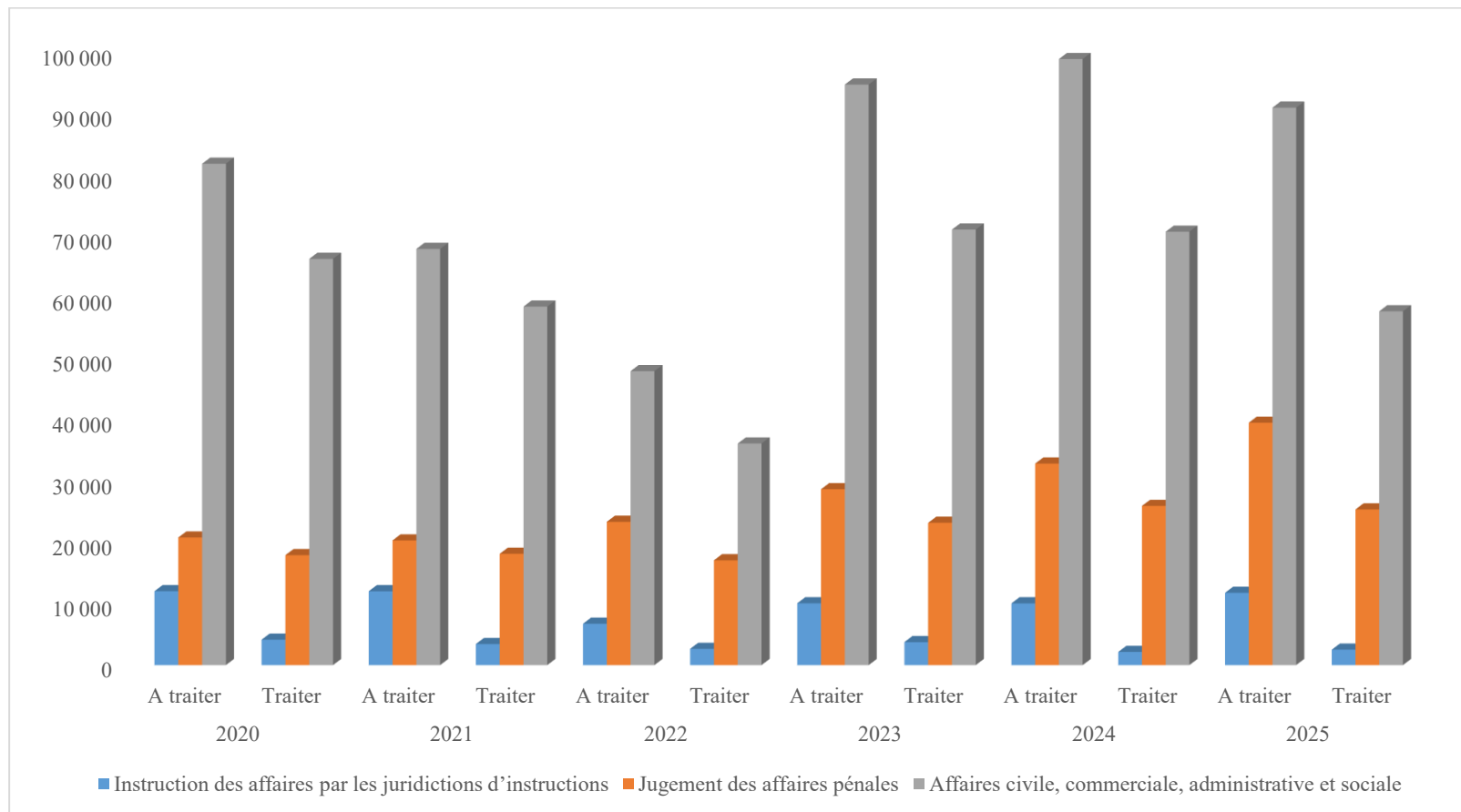
V.3 Activités des Sièges des tribunaux

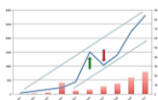
Tableau 50 : Recapitulatif du traitement des dossiers (au siège) par les juges des tribunaux

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Instruction des affaires par les juridictions d'instructions						
Affaires à traiter	11 607	7 762	8 729	8 195	9 112	11,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	5 750	3 394	3 867	2 782	2 487	-10,6%
Affaires réglées	3 476	3 043	3 316	1 570	1 818	15,8%
Jugement des affaires pénales						
Affaires à traiter	20 358	23 396	28 726	32 910	39 583	20,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	17 625	20 711	25 454	25 727	25 759	0,1%
Affaires traitées	18 181	17 116	23 247	25 996	25 425	-2,2%
Affaires civile, commerciale, administrative et sociale						
Affaires à traiter	67 933	48 008	94 726	98 892	90 967	-8,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	60 934	38 140	75 563	75 245	62 376	-17,1%
Affaires traitées	58 534	36 191	71 096	70 741	57 769	-18,3%
Total						
Affaires à traiter	99 917	61 596	133 349	141 665	141 933	0,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	84 330	46 557	105 459	104 599	91 755	-12,3%
Affaires traitées	80 251	41 524	98 004	98 837	85 528	-13,5%



Graphique 12: Activités des sièges des tribunaux





V.3.1 Jugement des affaires pénales

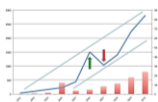
Tableau 51 : Jugement des affaires par les juridictions répressives

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Tribunaux criminels						
Affaires à juger	830	649	390	484	1 117	130,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	524	335	367	396	985	148,7%
Affaires jugées	407	189	281	322	1 046	224,8%
Tribunaux correctionnels suivant la procédure de flagrant délit						
Affaires à juger	8 888	10 449	13 481	14 714	17 591	19,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	8 761	10 248	12 952	13 249	12 531	-5,4%
Affaires jugées	8 878	8 312	12 363	13 230	12 080	-8,7%
Tribunaux correctionnels suivant les procédures de citation directe et autres						
Affaires à juger	9 509	10 821	13 012	15 059	18 577	23,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	7 376	8 802	10 483	9 895	10 694	8,1%
Affaires jugées	7 968	7 795	9 281	10 413	10 911	4,8%
Tribunaux de simple police						
Affaires à juger	726	951	11 94	1 798	1 514	-15,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	649	839	1 053	1 491	919	-38,4%
Affaires jugées	638	528	870	1 329	833	-37,3%
Tribunaux pour enfant						
Affaires à juger	424	526	649	855	784	-8,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	336	487	599	696	630	-9,5%
Affaires jugées	297	292	452	702	555	-20,9%
Total						
Affaires à juger	20 377	23 396	28 726	32 910	39 583	20,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	17 646	20 711	25 454	25 727	25 759	0,1%
Affaires jugées	18 188	17 116	23 247	25 996	25 425	-2,2%

V.3.2 Instruction des affaires pénales

Tableau 52 : Recapitulatif du traitement des affaires par les cabinets d'instruction et des Juges des enfants

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Traitement des affaires par les cabinets d'instruction						
Dossiers à régler	9 916	6 756	6 446	5 552	6 029	8,6%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	4 717	2 819	2 650	1 565	1 479	-5,5%
Dossiers réglés	2 934	2 646	2 459	1 002	1 300	29,7%
Traitement des affaires par les Juges des enfants						
CR à exécuter	1 691	1 006	2 283	2 643	3 083	16,6%
<i>Dont CR nouvelles</i>	1033	575	1217	1217	1008	-17,2%
CR exécutées	542	397	857	568	518	-8,8%
Total dossiers						
Dossiers à régler	11 607	7 762	8 729	8 195	9 112	11,2%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	5 750	3 394	3 867	2 782	2 487	-10,6%
Dossiers réglés	3 476	3 043	3 316	1 570	1 818	15,8%



V.3.2.1 Traitement des affaires par les cabinets d'instruction

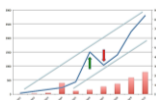
Tableau 53 : Instruction des dossiers d'information par les cabinets d'instruction

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Dossiers de crime						
Dossiers à régler	3 174	2 118	1 921	1 756	1 869	6,4%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 293	846	841	545	491	-9,9%
Dossiers réglés	1 028	694	710	378	432	14,3%
Dossiers de délit						
Dossiers à régler	6 742	4 638	4 525	3 796	4 160	9,6%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3 424	1 973	1 809	1 020	988	-3,1%
Dossiers réglés	1 906	1 952	1 749	624	868	39,1%
Ensemble dossiers						
Dossiers à régler	9 916	6 756	6 446	5 552	6 029	8,6%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	4 717	2 819	2 650	1 565	1 479	-5,5%
Dossiers réglés	2 934	2 646	2 459	1 002	1 300	29,7%

V.3.2.2 Traitement des affaires par les Juges des enfants

Tableau 54 : Instruction des dossiers d'information par les Juges des enfants

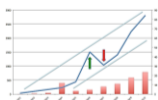
	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Crime						
Dossiers à régler	332	181	726	877	1 034	17,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	197	65	371	366	333	-9,0%
Dossiers réglés	76	42	215	176	179	1,7%
Délit						
Dossiers à régler	1 354	818	1 539	1 751	2 031	16,0%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	833	508	833	847	669	-21,0%
Dossiers réglés	466	352	635	389	337	-13,4%
Contravention						
Dossiers à régler	5	7	18	15	18	20,0%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3	2	13	4	6	50,0%
Dossiers réglés	0	3	7	3	2	-33,3%
Total dossier d'information						
Dossiers à régler	1 691	1 006	2 283	2 643	3 083	16,6%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 033	575	1 217	1 217	1 008	-17,2%
Dossiers réglés	542	397	857	568	518	-8,8%



V.3.3 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales

Tableau 55 : Récapitulatif du traitement des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives par les tribunaux

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Procédures civiles (y compris les référés et ordonnances sur requêtes)						
Affaires à traiter	60 116	27 948	78 925	87 150	83 504	-4,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	55 263	21 192	62 274	65 612	56 714	-13,6%
Affaires traitées	53 268	19 861	57 062	60 709	51 461	-15,2%
Procédures commerciales						
Affaires à traiter	3 387	190	12 134	10 395	6 049	-41,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 923	43	11 348	9 382	5 390	-42,5%
Affaires traitées	2 889	44	11 463	9 736	5 972	-38,7%
Procédure administrative						
Affaires à traiter	154	1188	20	23	198	760,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	154	552	15	10	92	820,0%
Affaires traitées	146	738	7	8	143	1687,5%
Procédures sociales						
Affaires à traiter	4 276	1 112	3 647	1 324	1 216	-8,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 594	665	1 926	241	180	-25,3%
Affaires traitées	2 284	722	2 564	288	193	-33,0%
Total						
Affaires à traiter	67 933	30 438	94 726	98 892	90 967	-8,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	60 934	22 452	75 563	75 245	62 376	-17,1%
Affaires traitées	58 587	21 365	71 096	70 741	57 769	-18,3%



V.3.3.1 Traitement des affaires civiles

Tableau 56 : Recapitulatif du traitement des affaires de l'état des personnes

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Jugements supplétifs de naissance						
Affaires à juger	7 240	3 416	5 544	4 536	3 635	-19,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	7 028	2 329	4 633	3 351	2 145	-36,0%
Affaires jugées	6 059	2 123	4 359	3 046	1 916	-37,1%
Jugements supplétifs de décès						
Affaires à juger	2 054	1 446	2 674	2 903	3 097	6,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 755	1 119	2 151	2 033	1 939	-4,6%
Affaires jugées	1 592	863	1 804	1 745	1 625	-6,9%
Adoption simple						
Affaires à juger	356	44	128	146	143	-2,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	214	32	83	65	60	-7,7%
Affaires jugées	293	12	47	63	39	-38,1%
Adoption plénière						
Affaires à juger	281	45	146	185	239	29,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	109	32	93	102	122	19,6%
Affaires jugées	246	12	63	68	94	38,2%
Autres						
Affaires à juger	2 739	2 549	3 720	4 605	4 737	2,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 472	1 704	2 518	2 965	1 971	-33,5%
Affaires jugées	2 333	1 598	2 075	1 821	1 612	-11,5%
Total état des personnes						
Affaires à juger	12 670	7 500	12 212	12 375	11 851	-4,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	11 578	5 216	9 478	8 516	6 237	-26,8%
Affaires jugées	10 523	4 608	8 348	6 743	5 286	-21,6%

Tableau 57: Traitement des affaires d'hérédité et de tutelle

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Hérédité						
Affaires à juger	10 561	8 973	11 426	12 672	13 125	3,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	10 065	7 950	10 116	10 973	10 672	-2,7%
Affaires jugées	9 972	7 586	9 727	10 219	9 699	-5,1%
Tutelles						
Affaires à juger	7 795	7 443	13 512	15 811	13 387	-15,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	7 529	7 032	12 131	13 898	10 768	-22,5%
Affaires jugées	7 441	6 477	11 606	13 192	10 222	-22,5%
Total hérédité et tutelle						
Affaires à juger	18 356	16 416	24 938	28 483	26 512	-6,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	17 594	14 982	22 247	24 871	21 440	-13,8%
Affaires jugées	17 413	14 063	21 333	23 411	19 921	-14,9%

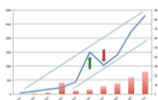


Tableau 58: Traitement des procédures de divorce

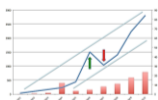
	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Requêtes reçues	1 153	3 829	5 104	5 547	4 408	-20,5%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	805	1 725	3 039	2 943	1 724	-41,4%
Requêtes traitées	783	1 945	2 498	2 863	1 405	-50,9%
<i>Séparation de corps prononcée</i>	13	2	4	7	0	-100,0%
<i>Divorces prononcés</i>	637	1 818	2 494	2 856	1 405	-50,8%
<i>Dont consentement mutuel</i>	256	636	745	629	219	-65,2%
<i>Dont pour faute</i>	381	1 182	1 749	2 227	1 186	-46,7%

Tableau 59: Traitement des référés, assistance judiciaire, saisie des rémunérations et autres affaires civiles

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Référé (y compris les données du tribunal de commerce d'Abidjan)						
Affaires à traiter	8 943	8 474	11 142	12 418	11 578	-6,8%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	8 298	7 364	10 736	11 282	9 011	-20,1%
Affaires traitées	7 729	8 054	10 136	10 721	8 752	-18,4%
Assistance judiciaire						
Requêtes à traiter	104	42	89	96	42	-56,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	95	41	88	92	36	-60,9%
Requêtes traitées	93	41	77	28	33	17,9%
<i>Dont accord</i>	80	35	60	17	28	64,7%
<i>Dont rejet</i>	13	6	17	11	5	-54,5%

Tableau 60 : Etat des ordonnances sur requête

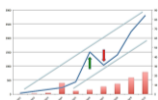
	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Requêtes aux fins d'ordonnance d'injonction de payer						
Requêtes à traiter	3 202	2 247	3 089	1 447	1 451	0,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	3 167	2 236	3 078	1 452	1 429	-1,6%
Requêtes traitées	3 196	2 198	3 094	1 425	1 471	3,2%
Autres requêtes						
Requêtes à traiter	9 685	2 006	14 080	14 238	6 500	-54,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	9 600	1 986	13 858	14 001	6 155	-56,0%
Requêtes traitées	9 533	1 962	13 843	13 893	6 074	-56,3%
Total						
Requêtes à examiner	12 887	4 253	17 169	15 685	7 951	-49,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	12 767	4 222	16 936	15 453	7 584	-50,9%
Requêtes traitées	12 729	4 160	16 937	15 318	7 545	-50,7%



V.4 Quelques activités spécifiques aux Greffes des tribunaux

Tableau 61: Activités spécifiques au Greffe

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Enregistrement des décisions						
Décisions à enregistrer	22 690	16 317	16 945	18 081	19 104	5,7%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	21 848	15 851	15 434	14 488	15 826	9,2%
Décisions enregistrées	21 352	16 149	13 352	14 803	14 509	-2,0%
RCCM et sûreté						
Dossiers à traiter	50 691	62 687	29 339	2 287	2 950	29,0%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	50 691	62 687	29 339	2 287	2 950	29,0%
Dossiers traités	50 691	62 687	29 339	2 287	2 950	29,0%
Recours civil, administratif, commercial, social et pénal						
Dossiers à traiter	7 309	7 764	6 219	6 054	2 552	-57,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	6 249	5 879	5 900	5 054	1 904	-62,3%
Dossiers traités	5 207	5 688	5 249	5 406	1 930	-64,3%
Casier judiciaire et certificat de nationalité						
Demandes à traiter	1 573 508	1 044 862	1 139 070	1 715 891	1 021 415	-40,5%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 546 024	1 041 092	1 139 070	1 715 869	1 021 401	-40,5%
Demandes traitées	1 544 294	951 154	1 137 774	1 715 732	1 021 357	-40,5%
Actes délivrés	1 502 778	701 172	1 135 497	1 721 823	1 036 688	-39,8%
Actes en matière sociale						
Demandes à traiter	8 281	2 087	7 789	1 662	2 376	43,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	8 281	2 087	7 788	1 662	2 370	42,6%
Demandes traitées	8 230	2 064	7 789	1 662	2 370	42,6%
Actes délivrés	8 230	2 064	7 789	1 662	2 370	35,3%
Autres actes						
Demandes à traiter	38 643	18 060	18 413	2 328	11 058	375,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	38 643	18 060	18 413	2 328	11 058	375,0%
Demandes traitées	38 415	17 955	18 413	2 328	11 051	374,7%
Total						
Demandes à traiter	1 701 122	1 151 777	1 217 775	1 746 303	1 059 455	-39,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 671 736	1 145 656	1 215 944	1 741 688	1 055 509	-39,4%
Demandes traitées	1 668 189	1 055 697	1 211 916	1 742 218	1 054 167	-39,5%



V.4.1 RCCM et sûretés

Tableau 62: Activités relatives au RCCM

	2021	2022	2023	2024	2025
Immatriculation au RCCM					
Personnes physiques	31 974	28 011	4 561	643	1 029
Personnes morales	15 573	26 844	19 253	913	1 082
Entrepreneurs	155	160	19	0	0
Modifications du RCCM					
Personnes physiques	1 789	1 962	1 526	176	263
Personnes morales	523	4874	3 393	102	127
Entrepreneurs	55	16	3	0	0
Radiations au RCCM					
Personnes physiques	67	350	123	10	54
Personnes morales	40	231	107	9	7
Entrepreneurs	0	1	0	0	0

V.4.2 Traitement des dossiers frappés de recours

Tableau 63 : Recapitulatif du traitement des dossiers frappés d'appel

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Procédures pénales						
Dossiers à traiter	3 302	2 965	2 534	2 504	2 382	-4,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	2 818	2 450	2 276	1 891	1 843	-2,5%
Dossiers transmis à la cour d'appel	2 466	2 309	1 921	1 965	1 884	-4,1%
Procédures civile, commerciale et administrative						
Dossiers à traiter	3 304	3 690	2 598	2 436	151	-93,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	2 729	2 485	2 542	2 101	58	-97,2%
Dossiers transmis à la cour d'appel	2 074	2 550	2 293	2 343	42	-98,2%
Procédures sociales						
Dossiers à traiter	703	1109	1 087	1 114	19	-98,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	702	944	1 082	1 062	3	-99,7%
Dossiers transmis à la cour d'appel	667	829	1 035	1 098	4	-99,6%
Total						
Dossiers à traiter	7 309	7 764	6 219	6 054	2 552	-57,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	6 249	5 879	5 900	5 054	1 904	-62,3%
Dossiers transmis à la cour d'appel	5 207	5 688	5 249	5 406	1 930	-64,3%

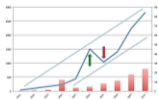
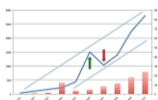


Tableau 64 : Etat des recours autres que les appels et pourvois en cassation

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Procédures pénales						
Opposition	112	157	78	46	42	-8,7%
Tierce-opposition	//	//	0	0	0	
Demande en révision	0	//	0	0	0	
Interprétation et rectification	//	//	110	114	78	-31,6%
Procédures civile, commerciale et administrative						
Opposition	158	507	117	64	3	-95,3%
Tierce-opposition	35	28	14	2	0	-100,0%
Demande en révision	0	1	0	0	0	
Interprétation et rectification	9	//	0	0	0	
Procédures sociales						
Opposition	289	362	397	48	11	-77,1%
Tierce-opposition	//	//	0	0	0	
Demande en révision	//	//	0	0	0	
Interprétation et rectification	//	//	0	0	0	
Total						
Opposition	559	1 026	592	158	56	-64,6%
Tierce-opposition	35	28	14	2	0	-100,0%
Demande en révision	0	1	0	0	0	
Interprétation et rectification	9	//	110	114	78	-31,6%



V.4.3 Demandes d'actes

Tableau 65: Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Certificat de nationalité (CN)						
Demandes à traiter	1 068 404	737 087	825 214	1 190 510	789 743	-34,8%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 049 480	735 427	825 214	1 184 183	772 120	-34,8%
Demandes traitées	1 048 536	690 290	824 068	1 184 161	772 106	-34,8%
CN délivrés	1 007 864	500 574	822 150	1 184 024	772 068	-33,7%
Bulletin N°1 du Casier judiciaire (B1)						
Demandes à traiter	1 116	5 923	1 785	1 056	3 875	267,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 116	5 923	1 785	1 056	3 875	267,0%
Demandes traitées	1 019	5 923	1 785	1 056	3 875	267,0%
B1 délivrés	1 019	5 503	1 785	1 056	3 872	266,7%
Bulletin N°2 du Casier judiciaire (B2)						
Demandes à traiter	765	568	983	2 523	872	-65,4%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	764	564	983	2 523	872	-65,4%
Demandes traitées	707	567	983	2 523	872	-65,4%
B2 délivrés	707	303	983	2 509	864	-65,6%
Bulletin N°3 du Casier judiciaire (B3)						
Demandes à traiter	503 223	301 284	311 088	528 129	244 548	-53,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	494 664	299 178	311 088	528 129	244 548	-53,7%
Demandes traitées	494 032	254 374	310 938	528 129	244 542	-53,7%
B3 délivrés	493 188	194 792	310 579	527 748	242 209	-54,1%
Total Casier judiciaire						
Demandes à traiter	505 104	307 775	313 856	531 708	249 295	-53,1%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	496 544	305 665	313 856	531 708	249 295	-53,1%
Demandes traitées	495 758	260 864	313 706	531 708	249 289	-53,1%
Casiers judiciaires délivrés	494 914	200 598	313 347	531 313	246 945	-53,5%
Total casier judiciaire et certificat de nationalité						
Demandes à traiter	1 573 508	1 044 862	1 139 070	1 722 218	1 039 038	-39,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 546 024	1 041 092	1 139 070	1 715 891	1 021 415	-40,5%
Demandes traitées	1 544 294	951 154	1 137 774	1 715 869	1 021 395	-40,5%
Actes délivrés	1 502 778	701 172	1 135 497	1 715 337	1 019 013	-40,6%

Tableau 66 : Actes de justice délivrés sur la plateforme e-justice en 2025

	2025*		
	Certificat de nationalité	Casier judiciaire (B3)	Total
Demandes à traiter	517 390	113 604	630 994
<i>Dont nouvelles demandes</i>	515 942	112 864	628 806
Demandes traitées	506 521	109 344	615 865
Délivrés	484 470	97 002	581 472

(*) Les juridictions connectées en 2025 sur la plateforme sont : Abidjan-Plateau, Yopougon, Abobo, Dabou, Bouaké, Korhogo, San-Pédro, Grand-Bassam, Adzopé, Aboisso, Tiassalé et Agboville.

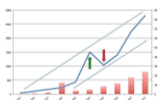


Tableau 67: Demande d'actes en matière sociale

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Apposition formule exécutoire sur procès-verbaux de l'inspection du travail						
Demandes à traiter	91	45	165	4	17	325,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>91</i>	<i>45</i>	<i>165</i>	<i>4</i>	<i>16</i>	<i>300,0%</i>
Demandes traitées	50	44	165	4	16	300,0%
Contrainte de la CNPS						
Demandes à traiter	5 307	1 664	5 150	1 428	1 646	15,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>5 307</i>	<i>1 664</i>	<i>5 150</i>	<i>1 428</i>	<i>1 646</i>	<i>15,3%</i>
Demandes traitées	5 307	1 657	5 150	1 428	1 646	15,3%
Cession de salaire						
Demandes à traiter	2 539	193	2 308	217	679	212,9%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>2 539</i>	<i>193</i>	<i>2 307</i>	<i>217</i>	<i>679</i>	<i>212,9%</i>
Demandes traitées	2 530	193	2 308	217	679	212,9%
Procès-verbaux de dépôt de statut et règlement intérieur						
Demandes à traiter	344	185	166	13	34	161,5%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>344</i>	<i>185</i>	<i>166</i>	<i>13</i>	<i>29</i>	<i>123,1%</i>
Demandes traitées	343	170	166	13	29	123,1%
Total						
Demandes à traiter	8 281	2 087	7 789	1 662	2 376	43,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>8 281</i>	<i>2 087</i>	<i>7 788</i>	<i>1 662</i>	<i>2 370</i>	<i>42,6%</i>
Demandes traitées	8 230	2 064	7 789	1 662	2 370	42,6%

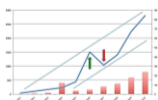
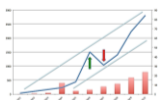


Tableau 68: Autres actes

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation
Acte d'individualité						
Demandes à traiter	26 761	6 674	11 339	1 996	8 939	347,8%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	26 761	6 674	11 339	1 996	8 939	347,8%
Demandes traitées	26 565	6 633	11 339	1 996	8 939	347,8%
Procuration spéciale						
Demandes à traiter	7 871	3 092	4 465	0	1 779	
<i>Dont nouvelles demandes</i>	7 871	3 092	4 465	0	1 779	
Demandes traitées	7 868	3 085	4 465	0	1 779	
Certificat de non-remariage						
Demandes à traiter	562	2 106	2 141	0	30	
<i>Dont nouvelles demandes</i>	562	2 106	2 141	0	30	
Demandes traitées	560	2 106	2 141	0	30	
Certificat de prise en charge						
Demandes à traiter	30	2	75	0	46	
<i>Dont nouvelles demandes</i>	30	2	75	0	46	
Demandes traitées	28	2	75	0	39	
Autres						
Demandes à traiter	3 419	6 186	393	332	264	-20,5%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	3 419	6 186	393	332	264	-20,5%
Demandes traitées	3 394	6 131	393	332	264	-20,5%
Total						
Demandes à traiter	38 643	18 060	18 413	2 328	11 058	375,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	<i>38 643</i>	<i>18 060</i>	<i>18 413</i>	<i>2 328</i>	<i>11 058</i>	<i>375,0%</i>
Demandes traitées	38 415	17 957	18 413	2 328	11 051	374,7%



VI. ACTIVITES DES STRUCTURES DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

Tableau 69: Effectif des mineurs assistés par les SPJ/J par typologie et par sexe

	2023-2024			2024-2025		
	G	F	Total	G	F	Total
Mineurs en danger	5 164	5 160	10 324	3 249	3 141	6 390
Mineurs victimes	237	838	1 075	227	794	1 021
Mineurs témoins	77	71	148	96	89	185
Mineurs infracteurs	1 883	152	2 035	1 518	117	1 635
TOTAL	7 361	6 221	13 582	5 090	4 141	9 231

Tableau 70: Réponses judiciaires aux mineurs assistés en 2024-2025

TYPOLOGIES	Garçons	Filles	Total
Mineurs en danger			
Sans OPP	3 208	3 064	6 272
OPP	38	72	110
Assistance Educative	3	5	8
Total	3 249	3 141	6 390
Mineurs victimes			
Sans OPP	211	770	981
OPP	15	17	32
Assistance Educative	1	7	8
Total	227	794	1021
Mineurs témoins			
Sans OPP	96	88	184
OPP	0	1	1
Assistance Educative	0	0	0
Total	96	89	185
Mineurs infracteurs			
Classement sans suite	266	28	294
Classement sans suite sous condition	43	8	51
Remise à parents	155	17	172
Contrôle judiciaire	1	0	1
Régime de la Liberté surveillée	15	0	15
OGP	458	38	496
MD	583	23	606
Total	1 521	114	1 635
TOTAL GENERAL	5 093	4 138	9 231

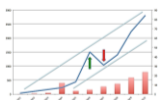


Tableau 71: Effectif des mineurs assistés par les SPJEEJ par typologie et par sexe sur la période 2024-2025

SERVICES	Mineurs en danger		Mineurs victimes		Mineurs témoins		Mineurs infracteurs		TOTAL		
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	TG
Abidjan-plateau	528	543	18	93	6	11	251	25	803	672	1 475
Yopougon	544	564	27	110	7	7	158	19	736	700	1 436
Bouake	195	149	10	33	2	3	116	3	323	188	511
Dabou	210	217	12	23	3	2	27	2	252	244	496
Toumodi	192	228	8	22	1	0	21	2	222	252	474
Bingerville	186	181	4	19	3	8	47	6	240	214	454
Abengourou	155	148	8	17	3	1	30	2	196	168	364
Daloa	115	104	1	4	0	1	69	7	185	116	301
San Pédro	86	82	7	30	5	1	49	6	147	119	266
Bondoukou	78	80	22	28	3	0	30	0	133	108	241
Soubré	99	81	3	27	0	4	22	5	124	117	241
Man	64	69	5	29	4	4	44	4	117	106	223
Agboville	80	77	3	15	4	15	26	1	113	108	221
Aboisso	86	56	5	25	0	3	39	1	130	85	215
Grd-Bassam	84	68	7	20	1	3	21	7	113	98	211
Divo	82	65	4	5	0	0	33	1	119	71	190
Adzopé	84	67	1	15	3	0	15	2	103	84	187
Guiglo	53	47	3	22	3	1	35	1	94	71	165
Issia	46	47	0	20	2	3	21	2	69	72	141
Korhogo	16	27	30	22	0	1	36	1	82	51	133
Bongouanou	34	40	4	19	3	0	21	1	62	60	122
Dimbokro	32	39	3	23	1	0	14	1	50	63	113
Tabou	55	37	5	5	0	0	4	0	64	42	106
Touba	34	18	1	16	1	1	23	2	59	37	96
Bouaflé	2	2	8	14	4	0	58	3	72	19	91
Gagnoa	9	6	1	31	9	3	21	1	40	41	81
Sassandra	24	23	3	8	3	0	18	0	48	31	79
Séguéla	12	18	2	23	1	1	17	0	32	42	74
Danané	1	0	4	6	9	2	49	2	63	10	73
Bouna	5	11	2	10	0	0	41	3	48	24	72
M'bahiakro	23	15	1	5	7	3	14	1	45	24	69
Katiola	8	9	4	12	1	2	24	0	37	23	60
Abobo	1	1	2	6	0	0	48	1	51	8	59
Boundiali	10	10	3	12	1	2	15	3	29	27	56
Odienné	6	6	4	13	2	4	20	1	32	24	56
Oumé	5	5	2	4	0	0	12	0	19	9	28
Lakota	1	1	0	4	4	3	14	0	19	8	27
Tiassalé	1	0	0	1	0	0	13	1	14	2	16
Sinfra	3	0	0	3	0	0	2	0	5	3	8
Total	3 249	3 141	227	794	96	89	1 518	117	5 090	4 141	9 231

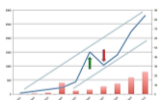
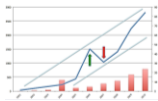


Tableau 72: Effectif des mineurs présents en milieu fermé au 30 septembre 2025

STRUCTURES	Effectif sous OGP		Effectif sous MD		Total Global		
	G	F	G	F	G	F	TG
COM Bingerville	27	2	0	0	27	2	29
<i>Dont Abidjan_cabinet 1</i>	3	0	0	0	3	0	3
<i>Abidjan_cabinet 2</i>	5	1	0	0	5	1	6
<i>Abidjan_cabinet E</i>	6	0	0	0	6	0	6
<i>Abidjan_cabinet Bingerville</i>	4	1	0	0	4	1	5
<i>Abidjan_cabinet Abobo</i>	9	0	0	0	9	0	9
SPJMC Abidjan	0	0	112	8	112	8	120
<i>Dont Abidjan_cabinet 1</i>	0	0	23	3	23	3	26
<i>Abidjan_cabinet 2</i>	0	0	32	3	32	3	35
<i>Abidjan_cabinet E</i>	0	0	32	1	32	1	33
<i>Abidjan_cabinet Bingerville</i>	0	0	11	1	11	1	12
<i>Abidjan_cabinet Abobo</i>	0	0	14	0	14	0	14
Adzopé	0	0	7	0	7	0	7
Abengourou	5	0	1	0	6	0	6
Aboisso	0	0	10	0	10	0	10
Agboville	7	0	0	0	7	0	7
Bondoukou	1	0	1	0	2	0	2
Bouna	1	0	9	0	10	0	10
Dabou	2	0	8	0	10	0	10
Divo	4	0	3	0	7	0	7
Grand-Bassam	3	0	12	2	15	2	17
Lakota	0	0	3	3	3	3	6
Tiassalé	0	0	12	0	12	0	12
COM Bouaké	23	0	20	0	43	0	43
Katiola	3	0	5	0	8	0	8
Bongouanou	2	0	5	0	7	0	7
Dimbokro	0	0	4	0	4	0	4
M'bahiakro	1	0	0	0	1	0	1
Toumodi	2	1	3	0	5	1	6
Daloa	8	1	13	0	21	1	22
Issia	0	0	0	0	0	0	0
Bouafle	1	0	22	0	23	0	23
Danané	1	0	3	0	4	0	4
Gagnoa	2	0	1	0	3	0	3
Guiglo	0	0	0	0	0	0	0
COM Man	7	1	4	0	11	1	12
Oumé	0	0	3	0	3	0	3
San Pédro	5	0	11	1	16	1	17
Sassandra	4	0	8	0	12	0	12
Séguéla	0	0	13	0	13	0	13



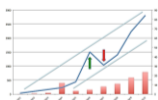
STRUCTURES	Effectif sous OGP		Effectif sous MD		Total Global		
	G	F	G	F	G	F	TG
Sinfra	0	0	0	0	0	0	0
Soubré	12	1	2	0	14	1	15
Tabou	0	0	1	0	1	0	1
Touba	0	0	2	0	2	0	2
Korhogo	3	0	8	0	11	0	11
Boundiali	0	0	8	1	8	1	9
Odienné	0	0	6	0	6	0	6
TOTAL	124	6	320	15	444	21	465

Tableau 73: Effectif des mineurs formés dans les CRM et structures partenaires à fin 2025

STRUCTURES	Mineurs sélectionnés par la Commission Nationale d'Admission (CNA)		Mineurs effectivement accueillis dans les centres		Mineurs entrés en formation hors CNA		Mineurs n'ayant pas achevé la formation		Mineurs ayant achevé la formation à la fin de l'année 2025		
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	Total
CRM Dabou	49	0	40	0	1	0	10	0	31	0	31
CRM Bouaké	37	25	31	25	0	3	1	5	30	23	53
Centre Onésime	17	7	19	7	1	0	2	0	18	7	25
Centre Abel	23	0	22	0	4	0	8	0	18	0	18
Foyer Akwaba	10	0	9	0	0	0	1	0	8	0	8
ONG y voir et sourire	3	3	0	1	0	0	0	0	0	1	1
Centre Amigo-Doumé	0	0	5	0	0	0	1	0	4	0	4
Total	139	35	126	33	6	3	23	5	109	31	140

Tableau 74 : Effectif des mineurs accueillis en hébergement au sein du CHPM d'Abidjan au 30 Septembre 2025

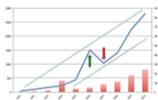
Mineurs accueillis en hébergement depuis l'ouverture du centre le 05 décembre 2024			Mineurs sortis d'hébergement			Mineurs présents en hébergement en fin d'année judiciaire		
G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total
23	8	31	21	8	29	2	0	2



VII. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Tableau 75: Population carcérale

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Au 1er janvier 2025									
Majeurs	9 512	341	9 853	17 632	416	18 048	27 144	757	27 901
Mineurs	392	8	400	48	2	50	440	10	450
Total	9 904	349	10 253	17 680	418	18 098	27 584	767	28 351
Au 31 décembre 2025 à la fermeture									
Majeurs	9 758	279	10 037	16 143	479	16 622	25 901	758	26 659
Mineurs	276	6	282	60	2	62	336	8	344
Total	10 034	285	10 319	16 203	481	16 684	26 237	766	27 003
Moyenne en 2025									
Majeurs	9 524	386	9 910	17 333	365	17 697	26 857	751	27 607
Mineurs	299	9	308	62	3	65	361	12	373
Total	9 823	395	10 218	17 394	368	17 763	27 218	763	27 980

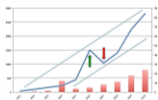


Direction de la Planification et des Statistiques
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Répartition des détenus par DRAP

DRAP ABIDJAN

Etablissement	Prévenus					Condamnés					CPC	Total	Effectif théorique	Densité carcérale
	Hom	Fem	Garç	Fil	Total	Hom	Fem	Garç	Fil	Total				
Abengourou	117	1	2	-	121	423	6	1	-	430	-	551	150	3,7
Abidjan (PPA)	5 395	267	113	6	5 781	5 165	110	23	3	5 301	-	11 082	5 000	2,2
Aboisso	170	12	8	-	190	374	10	2	0	386	-	576	150	3,8
Gd-Bassam	120	3	6	1	129	194	6	0	0	200	-	330	150	2,2
Adzopé	149	2	7	0	158	215	9	0	-	224	-	383	150	2,6
Agboville	119	4	3	-	126	182	3	1	-	186	-	312	150	2,1
Tiassalé	108	2	9	-	119	268	2	2	-	273	-	392	120	3,3
Bondoukou	133	2	1	-	136	244	4	-	-	248	-	384	140	2,7
Bouna	87	1	8	-	96	291	1	1	-	292	-	389	140	2,8
Dabou	126	5	9	-	140	260	7	-	-	267	-	408	150	2,7
Divo	123	6	4	-	132	316	11	5	-	331	-	463	120	3,9
Total	6 647	304	172	7	7 129	7 932	169	34	3	8 138	-	15 268	6 420	2,4



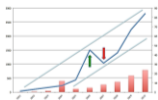
Direction de la Planification et des Statistiques
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

DRAP BOUAKE

Etablissement	Prévenus					Condamnés					CPC	Total	Eff. théorique	Densité carcérale
	Hom	Fem	Garç	Fil	Total	Hom	Fem	Garç	Fil	Total				
Bongouanou	58	1	4	-	63	242	4	0	-	247	-	310	100	3,1
Bouaké mac	247	10	28	-	285	772	22	3	-	797	-	1 082	150	7,2
Bouaké MP	46	-	-	-	46	2 459	-	-	-	2 459	-	2 505	2 000	1,3
mac Dimbokro	23	0	2	0	25	406	7	0	-	413	-	439	200	2,2
Dimbokro MC	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	2	138	0,0
M'Bahiakro	12	1	1	-	13	56	2	0	-	57	-	71	150	0,5
Katiola	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	150	0,0
Toumodi	95	2	5	0	103	394	8	2	0	405	0	508	150	3,4
Total	481	14	40	1	535	4 331	43	6	0	4 380	0	7207	3 038	2,4

DRAP KORHOGO

Etablissement	Prévenus					Condamnés					CPC	Total	Effectif théorique	Densité carcérale
	Hom	Fem	Garç	Fil	Total	Hom	Fem	Garç	Fil	Total				
Boundiali	79	2	5	-	86	165	20	0	-	185	-	271	70	3,9
Korhogo	190	4	12	-	206	427	23	-	-	450	-	656	150	4,4
Odienné	68	2	3	-	74	134	4	2	-	140	-	213	120	1,8
Total	337	8	21	-	366	726	47	2	-	775	-	1 141	340	3,4

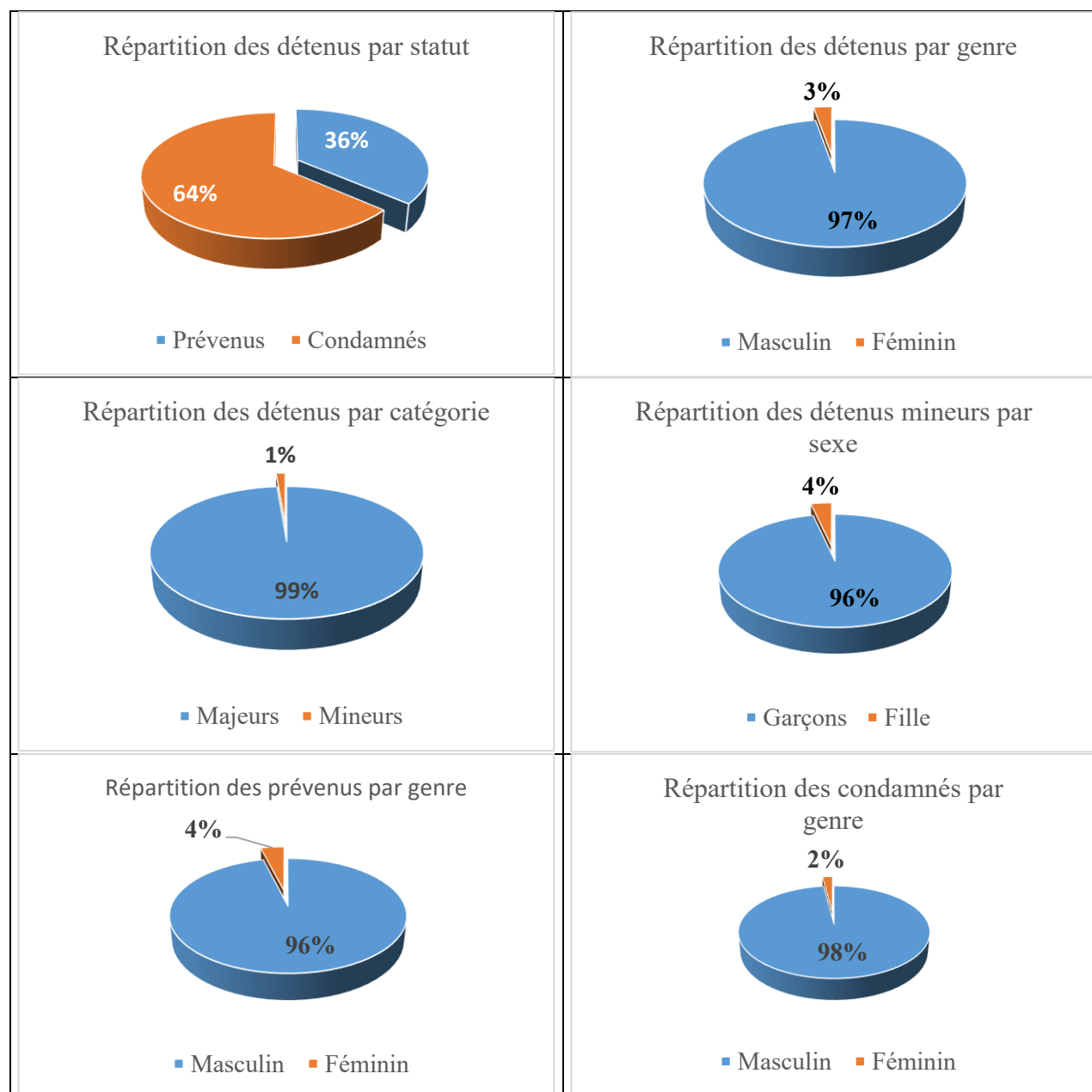


Direction de la Planification et des Statistiques
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

DRAP DALOA

Etablissement	Prévenus					Condamnés					CPC	Total	Effectif théorique	Densité carcérale
	Hom	Fem	Garç	Fil	Total	Hom	Fem	Garç	Fil	Total				
Bouaflé	169	4	12	-	185	360	11	3	0	375	0	561	150	3,7
Sinfra	40	1	0	0	41	59	0	0	-	59	-	100	200	0,5
Daloa	401	13	10	1	425	1 155	21	4	-	1 180	-	1 605	400	4,0
Danané	102	3	3	-	109	290	14	0	-	304	-	413	150	2,8
Man	333	8	5	-	345	461	19	1	-	481	0	827	250	3,3
Gagnoa	108	1	1	-	110	269	7	-	-	276	-	386	200	1,9
Oumé	45	2	2	-	48	92	1	1	-	94	-	142	100	1,4
Guiglo	123	0	1	-	125	142	0	-	-	143	-	267	600	0,4
Lakota	81	7	2	0	90	123	4	-	-	127	0	217	100	2,2
San-Pedro	137	6	7	0	151	335	5	0	-	340	-	490	500	1,0
Tabou	77	0	1	-	79	108	7	0	-	115	-	193	120	1,6
Sassandra	135	2	5	-	142	207	2	2	-	211	-	353	250	1,4
Séguéla	120	4	11	-	134	209	4	2	-	215	-	350	150	2,3
Soubre	162	7	5	-	174	400	8	6	-	414	-	588	150	3,9
Touba	25	1	2	-	29	132	3	0	-	135	-	164	120	1,4
Total	2 058	60	67	2	2 187	4 343	106	20	0	4 469	1	6 657	3 440	1,9

Graphique 13: Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut



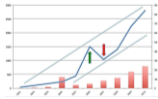


Tableau 76: Evolution de la population carcérale moyenne de 2021 à 2025

	2021	2022	2023	2024	2025	Var.
Personnes détenus	22 673	25 193	26 455	27 534	27 981	1,6%
Prévenus	7 574	8 191	9 271	9 927	10 218	2,9%
<i>Hommes</i>	6 579	7 027	8 036	9 154	9 524	4,0%
<i>Femmes</i>	260	287	345	325	38	18,8%
<i>Garçons</i>	722	862	870	436	299	-31,4%
<i>Filles</i>	13	15	20	12	9	-25,0%
Condamnés	15 099	17 000	17 183	17 606	17 763	0,9%
<i>Hommes</i>	14 714	16 586	16 769	17 164	17 333	1,0%
<i>Femmes</i>	299	327	330	367	365	-0,6%
<i>Garçons</i>	86	86	81	72	62	-14,1%
<i>Filles</i>	0	1	3	2	3	68,7%
CPC		2	1	1	1	1,0%

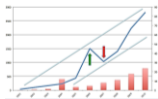
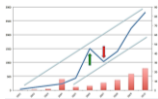


Tableau 77: Densité de la population carcérale par établissement pénitentiaire en 2025

	Capacité d'accueil (si 3m2 par détenu)	Nombre moyen de détenus			Total moyen des détenus	Densité carcérale	Observations
		Prévenus	Condamnés	C.P.C			
Abengourou	150	121	430	0,0	551	3,7	+
Abidjan	5 000	5 781	5 301	0,0	11 082	2,2	+
Aboisso	150	190	386	0,0	576	3,8	+
Adzopé	150	158	224	0,0	383	2,6	+
Agboville	150	126	186	0,0	312	2,1	+
Bondoukou	140	136	248	0,0	384	2,7	+
Bongouanou	100	63	247	0,0	310	3,1	+
Bouaflé	150	185	375	0,5	561	3,7	+
Bouaké mac	150	285	797	0,0	1 082	7,2	+
Bouaké MP	2 000	46	2 459	0,0	2 505	1,3	+
Bouna	140	96	292	0,0	389	2,8	+
Boundiali	70	86	185	0,0	271	3,9	+
Dabou	150	140	267	0,0	408	2,7	+
Daloa	400	425	1 180	0,0	1 605	4,0	+
Danané	150	109	304	0,0	413	2,8	+
mac Dimbokro	200	25	413	0,0	439	2,2	+
Dimbokro MC	138	-	2	0,0	2	0,0	-
Divo	120	132	331	0,0	463	3,9	+
Gagnoa	200	110	276	0,0	386	1,9	+
Gd-Bassam	150	129	200	0,0	330	2,2	+
Guiglo	600	125	143	0,0	267	0,4	-
Katiola	150	-	-	0,0	-	-	-
Korhogo	150	206	450	0,0	656	4,4	+
Lakota	100	90	127	0,4	217	2,2	+
Man	250	345	481	0,2	827	3,3	+
M'Bahiakro	150	13	57	0,0	71	0,5	-
Odienné	120	74	140	0,0	213	1,8	+
Oumé	100	48	94	0,0	142	1,4	+
San-Pedro	500	151	340	0,0	490	1,0	-
Sassandra	250	142	211	0,0	353	1,4	+
Séguéla	150	134	215	0,0	350	2,3	+
Sinfra	200	41	59	0,0	100	0,5	-
Soubre	150	174	414	0,0	588	3,9	+
Tabou	120	79	115	0,0	193	1,6	+
Tiassalé	120	119	273	0,0	392	3,3	+
Touba	120	29	135	0,0	164	1,4	+
Toumodi	150	103	405	0,0	508	3,4	+
TOTAL	13 238	10 218	17 763	1	27 981	2,1	+

(+) surpeuplé, (-) sous-peuplé



Ont participé à l'élaboration de ce document :

OUATTARA Soualiho, **N'DRI** Yao Germain, **KOUAKOU** Konan Narcisse, **GUEI** Armande, **TANO**H Affoua Germaine Dominique, **YAPO** Cyrille Auguste Joël, **TROBIA** Anna, **AKE** Fabien, **ZAMBRE** Belmonde, **KONE** Peyoma, **TOURE** Sélé Thérèse, **DJORO** YOBOUKOUA Lionel Arnaud, Tuo née Yéo Orokia ; KPLE Emmanuella N'gouand Christiane, **BONI** Mélanie, **COULIBALY** N'Gana Joël, **N'DRI** Xavier Hermann, **GOSSAN** Don Xavier Venceslas, **OUATTARA** Doméhili, **TANO**H Amanbian Alain, **BAYA** Kobenan Dimitri, **ALLOKA** Marie Josée, **ACQUAH** Koffi Augustin, **OUATTARA** Kafeleguema, **COULIBALY** Boatini Daouda Richard, **OUATTARA** Minata, **KOUASSI** Kouakou Djabia, **BONGA** Gisèle, **TCHAGBA** Shanis Marie-Noelle, **BROU** Aya Marie-Josée, **AHUA** Ban Nango Herman, **DIBY** Kouakou Fulbert, **TOHA** Olivia, **SOPOUDE** Gueu Ronny.